

Rapport financier intermédiaire 2026



Rapport de gestion	3
1.0 Événements récents	4
2.0 Faits saillants	7
3.0 Faits saillants financiers de CRCD	9
4.0 Contexte économique	10
5.0 Analyse de la performance financière par la direction	12
6.0 Rendement passé	18
7.0 Aperçu du portefeuille	19
8.0 Mission, vision, priorités stratégiques et stratégies de CRCD	21
9.0 Écosystème entrepreneurial	23
10.0 Gestion des risques	26
11.0 Gouvernance	31
12.0 Rapport de la direction	34
États financiers individuels audités complets, incluant les notes et le rapport de l'auditeur indépendant	35
Relevé du coût des investissements en capital de développement	71
Relevé des autres investissements	76
Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires	79

Rapport de gestion

Le présent rapport de gestion intermédiaire complète les états financiers individuels et contient les faits saillants financiers, mais non les états financiers individuels intermédiaires complets de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Il explique du point de vue de la direction les résultats que CRCD a obtenus au cours de la période visée par les états financiers individuels, ainsi que sa situation financière et les changements importants survenus à l'égard de celle-ci.

Les rendements intermédiaires et composés de CRCD exprimés dans le présent rapport sont nets des charges et impôts alors que les rendements par activité ou par catégorie d'actif représentent des rendements avant charges et impôts de CRCD.

Ce document informatif contient l'analyse de la direction sur des énoncés prévisionnels. L'interprétation de cette analyse et de ces énoncés devrait être faite avec précaution puisque la direction fait souvent référence à des objectifs et à des stratégies qui comportent des risques et des incertitudes. Étant donné la nature des activités de CRCD, les risques et les incertitudes qui y sont liés pourraient faire en sorte que les résultats soient différents de ceux avancés dans de tels énoncés prévisionnels. CRCD n'a pas l'obligation ni l'intention de réviser ou de mettre à jour les énoncés prévisionnels sur la base de toute nouvelle information ou tout nouvel événement pouvant survenir après la date du présent rapport.

Vous pouvez obtenir les états financiers individuels intermédiaires gratuitement, sur demande, en appelant au 514 281-2322 ou sans frais au 1 866 866-7000, poste 5552322, en nous écrivant à 2, complexe Desjardins, C.P. 760, succ. Desjardins, Montréal (Québec) H5B 1B8, ou en consultant notre site (www.capitalregional.com) ou le site de SEDAR+ (www.sedarplus.com).

Vous pouvez également obtenir de cette façon l'information financière annuelle.

1.0 Événements récents

1.1 Nouveau modèle d'affaires

CRCD, en collaboration avec son gestionnaire Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital), a mis en œuvre son nouveau modèle d'affaires le 1^{er} janvier 2026. Cette évolution stratégique lui permet de poursuivre pleinement son rôle au sein de l'écosystème entrepreneurial québécois, en répondant aux besoins et attentes de ses actionnaires tout en augmentant les ressources destinées à soutenir la croissance et la pérennité des entreprises d'ici.

ÉVOLUTION VERS UN MODÈLE D'INVESTISSEMENT INDIRECT

CRCD réalise désormais l'ensemble de ses investissements en capital de développement (anciennement connus sous le nom de « investissements à impact économique québécois ») exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital. Ces fonds ont pour mission de soutenir le développement économique du Québec en favorisant la croissance d'entreprises de toutes les régions et de divers secteurs d'activité. Ils effectuent des investissements directement dans des entreprises québécoises ainsi que dans des fonds privés externes gérés par d'autres gestionnaires.

Les changements apportés au modèle d'affaires n'ont aucune incidence sur la gestion du portefeuille des autres investissements.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD déploie ses investissements en capital de développement principalement dans les trois fonds partenaires suivants, lesquels disposent d'une stratégie d'investissement qui leur est propre, ciblant des secteurs ou des classes d'actifs spécifiques :

- Desjardins Capital Appui PME S.E.C., un fonds exclusivement consacré à CRCD visant à appuyer les PME québécoises en effectuant principalement des investissements en capital de développement dans des entreprises dont le chiffre d'affaires est de moins de 30 M\$ au moment des investissements initiaux ainsi qu'en capital de risque, en entrepreneuriat collectif et dans des fonds privés externes.
- Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anciennement connu sous le nom de Desjardins Capital PME, s.e.c.), un fonds créé en 2018 dans lequel CRCD et d'autres investisseurs institutionnels ont investi. Ce fonds a fait évoluer sa thèse d'investissement au 1^{er} janvier 2026 pour appuyer les entreprises québécoises dont le chiffre d'affaires est de 30 M\$ et plus au moment des investissements initiaux en leur offrant principalement du financement en capital de développement sous forme de dette.
- Desjardins Capital Équité S.E.C., un fonds dédié en équité où d'autres investisseurs institutionnels pourront investir avec CRCD, visant à appuyer les entreprises québécoises dont le chiffre d'affaires est de 30 M\$ et plus au moment des investissements initiaux en leur offrant principalement du financement sous forme de prise de participation minoritaire ou majoritaire dans l'actionnariat en capital de développement.

Dans l'avenir, CRCD pourrait aussi investir dans tout autre fonds partenaire qui pourrait être mis en place et géré par Desjardins Capital, si celui-ci répond aux besoins et objectifs d'investissements en capital de développement de CRCD. Voici un aperçu du portefeuille d'investissements en capital de développement au 30 juin 2026 :

(en milliers de \$)	30 juin 2026
Parts de fonds – Desjardins Capital Appui PME S.E.C.	817 790
Parts de fonds – Desjardins Capital Dette privée S.E.C.	440 231
Parts de fonds – Desjardins Capital Équité S.E.C.	642 963
Parts de fonds – Autres fonds partenaires	68 679
Billet	1 638
Total	1 971 301

Pour plus de détails, se référer à la note 11, Investissements en capital de développement des états financiers individuels de CRCD.

Pour la mise en œuvre du nouveau modèle d'affaires, un transfert à la juste valeur des investissements au sein des entreprises, coopératives et fonds externes du portefeuille d'investissements en capital de développement de CRCD a été effectué en date du 1^{er} janvier 2026 dans les deux nouveaux fonds partenaires de la manière suivante en contrepartie d'une participation équivalente dans ces fonds à la valeur des investissements transférés :

- Les investissements en capital de développement réalisés sous forme d'équité dans les entreprises ayant un chiffre d'affaires de 30 M\$ et plus au 31 décembre 2025 ont été transférés dans le fonds Desjardins Capital Équité S.E.C., à l'exception des entreprises ayant une cote de risque de 10 (à haut risque et en insolvabilité) qui ont été transférés dans le fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C.
- Tous les autres investissements directs du portefeuille d'investissements en capital de développement de CRCD ont été transférés dans le fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C.

(en milliers de \$)	Juste valeur		
	31 décembre 2025	Transfert	1 ^{er} janvier 2026
Actions ordinaires	813 978	(813 978)	—
Actions privilégiées	276 043	(276 043)	—
Parts de fonds – Desjardins Capital Appui PME S.E.C.	—	931 827	931 827
Parts de fonds – Desjardins Capital Dette privée S.E.C.	424 503	—	424 503
Parts de fonds – Desjardins Capital Équité S.E.C.	—	577 459	577 459
Parts de fonds – Autres fonds partenaires	69 817	—	69 817
Parts de fonds – Fonds externes	69 423	(69 423)	—
Prêts et avances	349 842	(349 842)	—
Billet	1 905	—	1 905
Total	2 005 511	—	2 005 511

Le transfert de ces investissements n'engendre aucun impact pour l'actionnaire ou le prix de l'action.

En plus de favoriser un meilleur alignement avec les pratiques de l'industrie des fonds d'investissement, le nouveau modèle d'affaires permet à CRCD d'optimiser sa capacité à soutenir l'écosystème entrepreneurial québécois. Il contribue également à clarifier les rôles et responsabilités entre CRCD, en tant que fonds d'investissement, et Desjardins Capital, en tant que gestionnaire.

MODÈLE DE TARIFICATION

Compte tenu de l'évolution stratégique du modèle d'affaires de CRCD, le modèle de tarification a aussi été ajusté. Bien que la base de calcul de la tarification totale versée par CRCD à Desjardins Capital en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026 soit modifiée, les frais de gestion et d'administration qui lui sont versés par CRCD continueront à ne pas dépasser le maximum de 1,75 % de la valeur moyenne des actifs de CRCD pour les exercices 2026 et 2027. Pour le calcul de la limite maximale, la valeur moyenne des actifs est déduite de tout passif relatif aux investissements en capital de développement et aux autres investissements et un ajustement est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement, que ceux-ci soient dans le portefeuille d'investissements en capital de développement ou dans celui des autres investissements.

Selon la nouvelle base de calcul de la tarification, d'une part, CRCD, à titre de commanditaire des fonds partenaires sous la gestion de Desjardins Capital, assume des frais de gestion à la hauteur de sa participation dans chacun de ces fonds, basés sur des taux comparables au marché pour chacun d'eux. Ces frais de gestion sont versés pour les services rendus par Desjardins Capital à titre de gestionnaire de ces fonds et incluent également des frais basés sur la performance de ceux-ci. Les frais de développement et de maintien des technologies de l'information liés à la gestion de ces fonds sont inclus dans ces frais de gestion. Ces frais de gestion sont déduits à même le rendement de chacun des fonds.

D'autre part, CRCD verse à Desjardins Capital, à titre de gestionnaire de fonds d'investissement, des frais d'administration pour les services rendus selon les besoins notamment en matière de gestion des opérations, des stratégies financières, de l'actif, de l'actionnariat, des risques, de la capitalisation, des relations avec les actionnaires, de la gouvernance et de la reddition de CRCD. Les frais de développement et de maintien des technologies de l'information liés à l'administration de CRCD sont inclus dans cette tarification. Ces frais d'administration sont présentés dans les charges d'exploitation de CRCD.

GOUVERNANCE

Avec l'implantation du nouveau modèle d'affaires, la gouvernance de CRCD a également été ajustée en ce qui concerne la gestion et le suivi du portefeuille d'investissements en capital de développement. Comme CRCD ne détient plus d'investissements directs dans les entreprises, coopératives ou fonds externes depuis le 1^{er} janvier 2026, la sélection et l'autorisation de tels investissements pour le compte des fonds partenaires relèvent désormais de Desjardins Capital. Ce dernier a ainsi instauré un comité d'investissement chargé d'approuver les investissements réalisés par chacun des fonds sous sa gestion.

En conséquence, les comités d'investissement Capital de développement et Capital de risque de CRCD, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2025, ont été fusionnés avec le comité de gestion des actifs financiers. Depuis le 1^{er} janvier 2026, cette structure unifiée porte le nom de comité d'investissement et de gestion des actifs financiers.

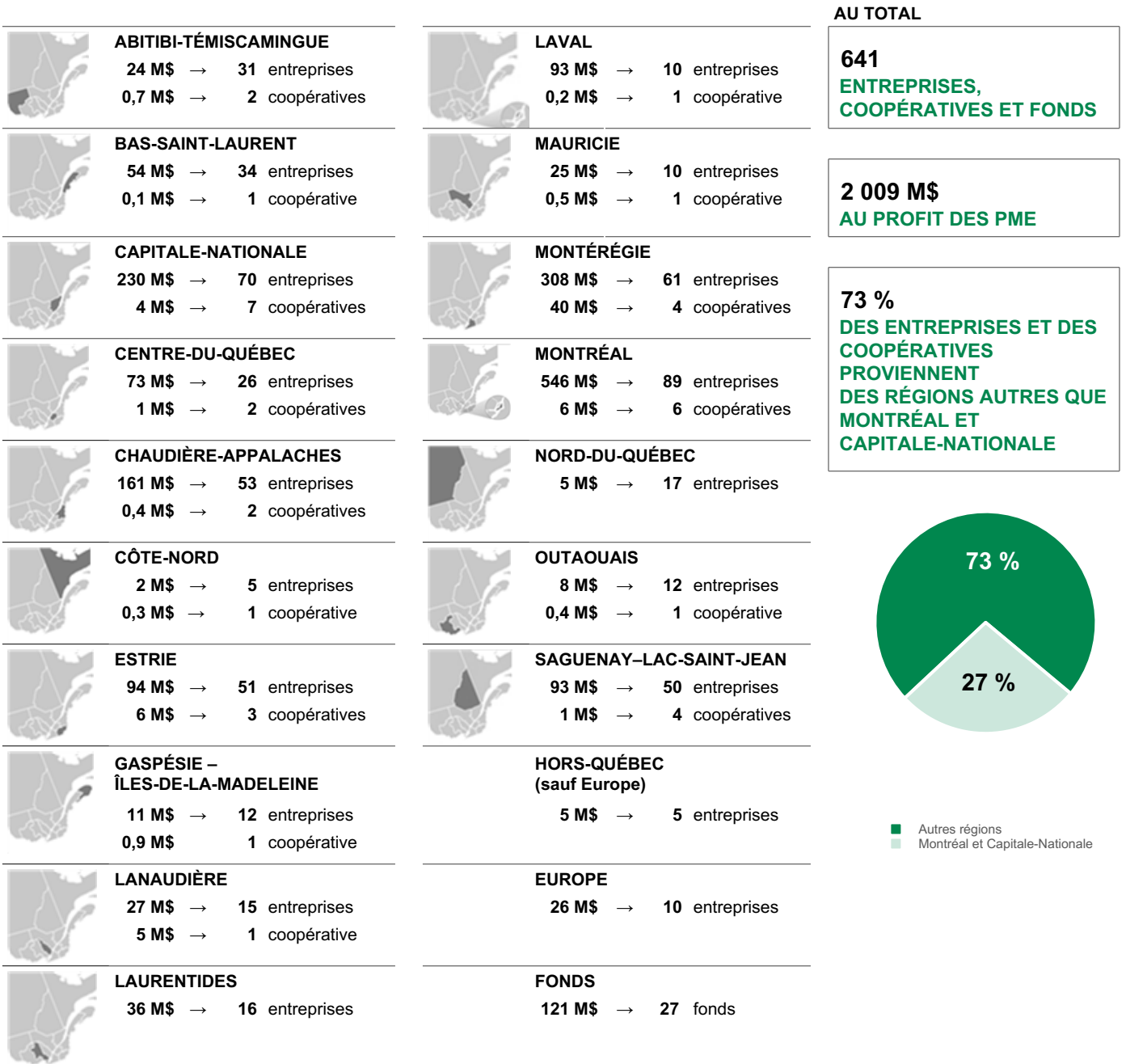
Dans la même logique, le comité d'évaluation de portefeuilles de CRCD a été transféré sous la responsabilité de Desjardins Capital le 1^{er} mars 2026 avec le même mandat. Deux représentants désignés par CRCD y siègent à titre d'observateurs.

2.0 Faits saillants

CRCD réalise désormais l'ensemble de ses investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital. Chaque fonds partenaire ayant une mission propre, cette approche permet à CRCD de bénéficier d'un effet de levier en mobilisant des capitaux auprès de divers partenaires, amplifiant ainsi son impact positif sur l'économie québécoise. C'est avec ce modèle d'affaires que CRCD poursuit sa mission de soutenir la croissance et la pérennité des fleurons d'ici.

2.1 Des engagements partout au Québec

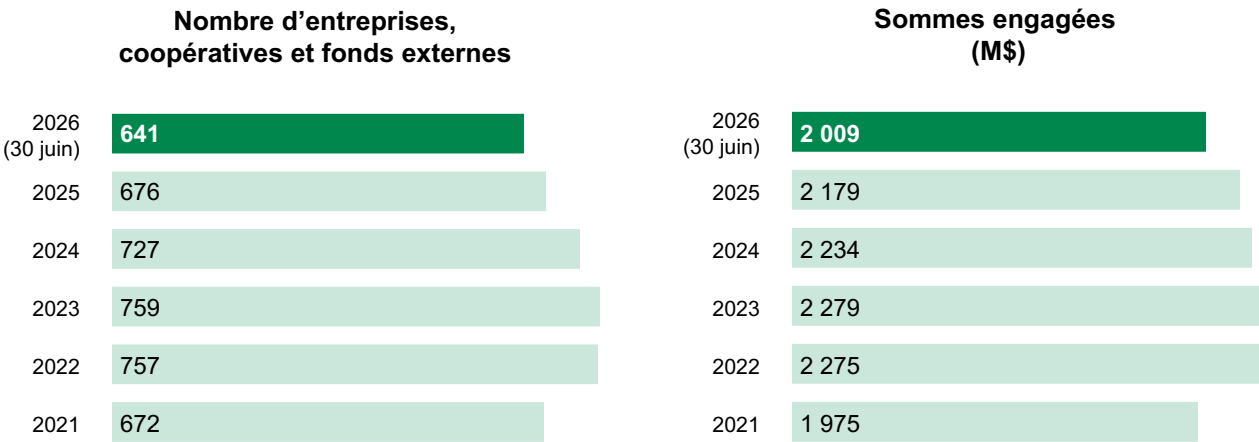
CRCD et son écosystème⁽¹⁾ contribuent réellement au développement économique des régions. Au 30 juin 2026, les fonds engagés par région se répartissaient comme suit :



⁽¹⁾Se référer à la section « Écosystème entrepreneurial » pour le détail des principaux fonds de l'écosystème.

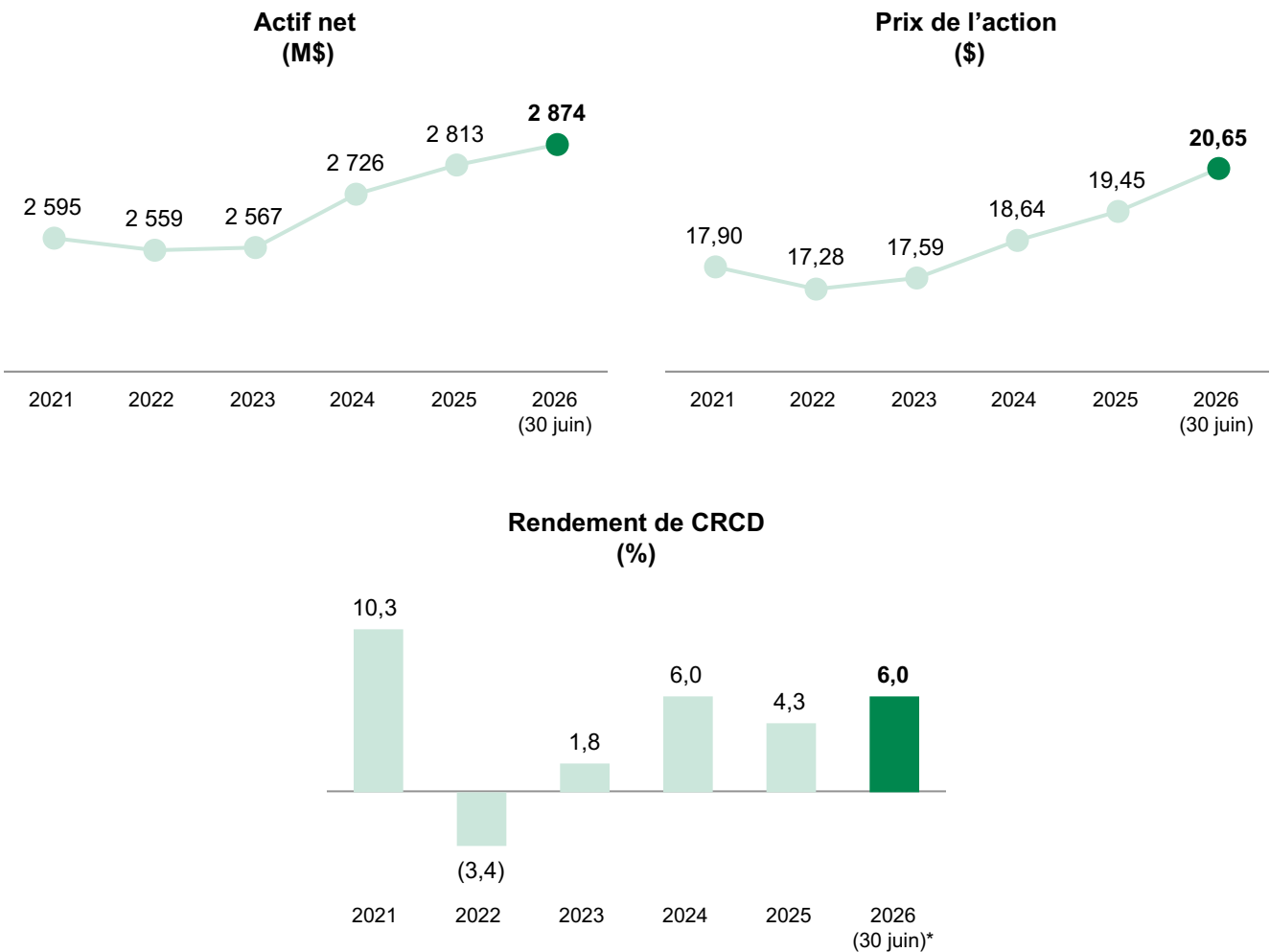
2.2 CRCD et son écosystème appuient les entreprises et coopératives

AU 30 JUIN 2026 ET AUX 31 DÉCEMBRE



2.3 Données financières CRCD

AU 30 JUIN 2026 ET AUX 31 DÉCEMBRE



* Rendement non annualisé pour la période de six mois terminée le 30 juin 2026

3.0 Faits saillants financiers de CRCD

Les tableaux suivants font état de données financières clés concernant CRCD et ont pour objet de faciliter la compréhension des résultats financiers des cinq derniers exercices ainsi que du semestre terminé le 30 juin 2026. Ces renseignements découlent des états financiers individuels intermédiaires et annuels audités de CRCD.

3.1 Ratios et données supplémentaires

(en milliers de \$, sauf indication contraire)	30 juin 2026 (6 mois)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2021
Produits	234 030	121 868	92 079	118 104	97 830	67 951
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements ⁽¹⁾	(48 976)	48 220	119 251	(15 986)	(129 518)	212 275
Bénéfice net (perte nette)	164 744	116 549	153 542	44 627	(87 918)	234 476
Actif net	2 873 886	2 812 581	2 725 998	2 566 618	2 559 100	2 594 703
Actions ordinaires en circulation (nombre, en milliers)	139 199	144 578	146 226	145 933	148 099	144 959
Ratio des charges opérationnelles totales ^{(1) (2)} (%)	0,7	1,9	2,0	2,0	2,0	1,8
Taux de rotation du portefeuille :						
- Investissements en capital de développement (%)	—	13	6	8	8	15
- Autres investissements (%)	20	41	79	51	118	111
Ratio des frais d'opérations ⁽³⁾ (%)	—	—	—	—	—	—
Nombre d'actionnaires (nombre)	107 305	108 882	110 546	111 433	113 690	113 039
Émission d'actions ordinaires - catégorie A « Émission »	—	1 522	123 424	59 654	140 088	140 155
Échange d'actions ordinaires - catégorie B « Échange »	—	—	—	49 885	49 905	99 855
Émission d'actions ordinaires - catégorie C « Émission »	4 571	129 412	—	—	—	—
Rachat d'actions ordinaires	108 010	160 900	117 586	96 763	87 773	52 726
Investissements en capital de développement au coût	1 923 113	1 701 251	1 622 832	1 659 283	1 658 473	1 440 623
Juste valeur des investissements en capital de développement	1 971 301	2 005 511	1 905 412	1 842 169	1 938 022	1 796 083
Fonds engagés mais non déboursés ⁽¹⁾ ainsi que les cautionnements	66 526	191 822	311 804	175 937	222 262	199 130

⁽¹⁾ Comme indiqué dans la section « Événements récents », depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise l'ensemble de ses investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte dans les fonds partenaires. Conséquemment, les données historiques concernant la performance du portefeuille d'investissements en capital de développement, les frais de gestion ainsi que les fonds engagés non déboursés ne sont pas directement comparables avec les données du présent semestre. Se référer aux différentes sections du présent rapport pour plus de détails.

⁽²⁾ Le ratio des charges opérationnelles totales est obtenu en divisant le total des charges opérationnelles inscrites aux états individuels du résultat global par l'actif net à la fin de la période ou par l'actif net moyen de l'exercice, en vertu de l'article 68 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*.

⁽³⁾ Les frais d'opérations comprennent les frais de courtage et autres coûts de transactions de portefeuille. Ces frais ne sont pas significatifs pour CRCD.

3.2 Variation de l'actif net par action ordinaire

(en \$)	30 juin 2026 (6 mois)	31 déc. 2025	31 déc. 2024	31 déc. 2023	31 déc. 2022	31 déc. 2021
Actif net par action ordinaire au début de la période	19,45	18,64	17,59	17,28	17,90	16,22
Augmentation (diminution) attribuable à l'exploitation	0,93	0,80	1,06	0,31	(0,59)	1,67
Intérêts, dividendes et distributions	1,43	0,85	0,64	0,81	0,67	0,48
Charges d'exploitation	(0,09)	(0,36)	(0,37)	(0,36)	(0,34)	(0,32)
Impôts sur les bénéfices	(0,07)	(0,02)	(0,03)	(0,03)	(0,02)	—
Gains (pertes) réalisés	1,28	0,18	0,04	0,53	(0,14)	0,34
Gains (pertes) non réalisés	(1,62)	0,15	0,78	(0,64)	(0,76)	1,17
Augmentation attribuable aux autres revenus	0,23	—	—	—	—	—
Écart attribuable aux émissions et aux rachats d'actions ordinaires	0,04	0,01	(0,01)	—	(0,03)	0,01
Actif net par action ordinaire à la fin de la période	20,65	19,45	18,64	17,59	17,28	17,90

4.0 Contexte économique

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE DE 2026

Économie mondiale

Les signes demeuraient plutôt positifs pour l'économie mondiale au cours de la première moitié de 2026 malgré les craintes causées par le conflit en Iran. Les indicateurs de la plupart des principales économies pointent sur une croissance toujours en place bien qu'à un rythme relativement lent. La fin des tarifs douaniers américains de réciprocité à la suite de la décision de la Cour suprême des États-Unis et leur remplacement par un tarif temporaire moins élevé aident les pays qui exportent beaucoup vers les États-Unis. La forte demande de produits informatiques est aussi un appui au commerce international. La conjoncture a été perturbée par le conflit en Iran, qui a déclenché le plus important choc d'offre pétrolière depuis plusieurs années, provoquant une contraction subite de la production mondiale. Ces perturbations ont rapidement propulsé les prix de l'énergie à l'échelle internationale. Bien que l'économie mondiale soit devenue moins dépendante du pétrole au cours des dernières décennies, le choc a tout de même amené à diminuer les prévisions de croissance des PIB réels des principales économies d'outre-mer. Toutefois, la diminution des tensions, bien que fragile, devrait rapidement aider à stabiliser la situation et les prix de l'énergie sont déjà en baisse. Après une croissance de 3,4 % en 2025, le PIB réel mondial devrait augmenter de 2,9 % en 2026 et de 3,2 % en 2027.

États-Unis

Après la faiblesse de la fin de 2025, largement causée par la chute des dépenses publiques due à l'impasse budgétaire, une meilleure croissance du PIB réel américain, soit de 2,1 % à rythme annualisé, est survenue au premier trimestre de 2026 grâce à la reprise des dépenses fédérales et à une nouvelle impulsion des investissements liés à l'intelligence artificielle. La situation a ensuite été fragilisée par la guerre en Iran et le bond spectaculaire des prix de l'essence. Face à cette nouvelle augmentation du coût de la vie, on note une certaine résilience des ménages américains alors qu'ils semblent préférer ralentir leur épargne plutôt que de réduire leurs dépenses. Les investissements liés à l'intelligence artificielle continueront à court terme de soutenir l'investissement non résidentiel, bien qu'ils masquent une certaine faiblesse dans d'autres secteurs d'activité où les investissements sont généralement en recul. La création d'emplois s'est améliorée au printemps après avoir connu plusieurs fluctuations pendant une bonne partie de 2025 et à l'hiver 2026. On s'attend à ce que cette nouvelle tendance se poursuive au cours des prochains trimestres, bien qu'à un rythme un peu plus modéré. La hausse des prix de l'énergie a amené une augmentation rapide de l'inflation au-dessus de 4 %, mais la diminution des coûts de l'essence après le sommet enregistré en mai devrait l'aider à ralentir. On s'attend à une croissance de 2,0 % du PIB réel américain en 2026.

Canada

L'économie canadienne s'est contractée de 0,1 % d'un trimestre à l'autre et à rythme annualisé au premier trimestre de 2026, un résultat nettement inférieur au consensus du secteur privé et aux attentes de la Banque du Canada. Même s'il s'agissait d'un deuxième trimestre consécutif de baisse du PIB réel, nous ne croyons pas que l'économie canadienne était en récession au début de l'année. En effet, la faiblesse était concentrée dans un petit nombre de secteurs. Pour parler de récession, il aurait fallu que cette faiblesse soit généralisée dans l'économie. Un retour en territoire positif est d'ailleurs attendu pour le deuxième trimestre de 2026. En outre, la consommation apportera probablement une contribution positive à la croissance, d'autant plus que les chiffres de l'emploi montraient des gains notables en mai et en juin. Le gouvernement fédéral a transféré un montant unique de 3,1 G\$ aux ménages à revenus faibles et moyens le 5 juin, mais l'effet de cette mesure, intervenue tard dans le deuxième trimestre, risque de se faire surtout sentir au trimestre suivant. L'investissement privé se redressera probablement grâce à la reprise des investissements résidentiels et non résidentiels. Pour le reste de 2026, malgré la possibilité d'un éventuel accord entre les États-Unis et l'Iran menant à une résolution graduelle du conflit au Moyen-Orient, les prix du pétrole demeureront élevés. Cela devrait favoriser les investissements dans le secteur de l'énergie au Canada, en plus de soutenir les exportations de pétrole et les revenus des provinces riches en ressources. Les parties engagées dans la révision de l'ACEUM (Accord Canada–États-Unis–Mexique) ne sont pas parvenues à un consensus avant l'échéance du 1^{er} juillet 2026. Le président américain a récemment signé un décret introduisant de nouveaux tarifs douaniers de 50 % sur près de 5 % des exportations canadiennes destinées aux États-Unis, dont la mise en oeuvre est prévue le 19 août 2026. Les négociations devraient se poursuivre et l'incertitude demeure très élevée. De plus, le ralentissement de la croissance démographique devrait peser sur l'offre de main-d'œuvre et sur la population active vieillissante au Canada. Compte tenu de ces risques à la baisse pour les prévisions, nous restons d'avis que la Banque du Canada laissera son taux directeur inchangé jusqu'en 2027. Au bout du compte, l'année 2026 pourrait se solder par une hausse du PIB réel canadien de 0,6 %.

L'économie québécoise a enregistré une croissance annualisée de 1,3 % du PIB réel au premier trimestre de 2026, contrastant avec la légère contraction observée à l'échelle canadienne. Ce résultat apparaît toutefois plus favorable qu'il ne l'est réellement, puisque la progression du PIB s'explique essentiellement par une accumulation de stocks, alors que la demande intérieure finale s'est contractée et que les exportations nettes ont également retranché à la croissance. Les ménages demeurent prudents, les dépenses de consommation étant essentiellement stagnantes depuis la fin de 2024, une faiblesse qui reflète en partie le recul démographique observé récemment. Les administrations publiques ont également contribué négativement au bilan du trimestre en réduisant leurs dépenses de consommation et leurs investissements, qui demeurent néanmoins à des niveaux historiquement élevés. L'un des rares éléments encourageants provient de l'investissement des entreprises, en hausse pour un deuxième trimestre consécutif. Par ailleurs, les échanges commerciaux continuent de refléter les effets du virage protectionniste américain, avec un recul des exportations vers l'étranger, particulièrement dans le secteur des biens, tandis que les échanges interprovinciaux demeurent peu dynamiques. Ainsi, même si le Québec évite une récession technique, la faiblesse de la demande intérieure et la détérioration du commerce extérieur laissent présager une croissance économique modeste en 2026, que nous estimons à environ 0,4 %.

5.0 Analyse de la performance financière par la direction

5.1 Résultats d'exploitation

RÉSULTAT NET ET RENDEMENT DE CRCD

CRCD affiche un bénéfice net de 164,7 M\$ pour le semestre terminé le 30 juin 2026, soit un rendement non annualisé de 6,0 %, comparativement à un bénéfice net de 3,0 M\$ (rendement non annualisé de 0,1 %) pour la même période en 2025. L'actif net par action augmente ainsi à 20,65 \$ sur la base du nombre d'actions ordinaires en circulation à la fin du semestre, comparativement à 19,45 \$ à la fin de l'exercice 2025. À titre indicatif, au prix actuel de 20,65 \$, un actionnaire ayant investi il y a sept ans, le 15 août 2019, obtiendrait un rendement annuel de plus de 8,9 % net d'impôts, compte tenu du crédit d'impôt obtenu de 35 % conformément au taux applicable à ce moment.

Les résultats de CRCD proviennent essentiellement de l'activité d'investissements en capital de développement et du portefeuille des autres investissements qui ont généré des rendements non annualisés respectifs de 6,2 % et de 4,1 %. Pour la même période en 2025, le rendement non annualisé de l'activité d'investissements en capital de développement était de 0,8 % et celui des autres investissements de 1,9 %. Les autres revenus nets des charges opérationnelles, ainsi que les impôts ont une incidence favorable de 0,4 % sur le rendement non annualisé de CRCD, comparativement à un impact de 1,0 % pour la même période un an plus tôt.

Avec la mise en place du nouveau modèle d'affaires au 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise l'ensemble de ses activités d'investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte dans les fonds partenaires. Par conséquent, le rendement du portefeuille d'investissements en capital de développement comprend les frais d'exploitation des fonds partenaires que CRCD assume indirectement à la hauteur de sa participation dans chacun de ces fonds. Ainsi, le rendement désormais présenté ne peut être comparé au rendement brut historique de la performance des entreprises détenues directement.

Pour soutenir sa mission et ses orientations stratégiques, CRCD adopte une approche globale de gestion de ses actifs financiers en considérant conjointement son portefeuille d'investissements en capital de développement et son portefeuille des autres investissements. Cette approche lui permet de maintenir un profil équilibré et de réduire l'impact des fluctuations marquées des marchés ou d'événements défavorables susceptibles d'affecter ses portefeuilles. CRCD cherche ainsi à établir un juste équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement à long terme pour ses actionnaires. Pour assurer une saine diversification de ces portefeuilles, CRCD suit l'évolution de sa répartition d'actifs et de sa performance selon des catégories d'actifs telles que décrites dans les sections « Investissements en capital de développement » et « Autres investissements ».

Rendement par activité

	Au 30 juin 2026			
	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Activités liées aux investissements en capital de développement ⁽¹⁾	1 989	72,2	6,2	4,5
Autres investissements et encaisse	766	27,8	4,1	1,1
	2 755	100,0	5,6	5,6
Autres revenus et charges			0,8	0,8
Impôts sur les bénéfices			(0,4)	(0,4)
Rendement de CRCD			6,0	6,0

Au 30 juin 2025

	Actif moyen sous gestion (M\$)	Pondération (%)	Rendement non annualisé 6 mois (%)	Contribution non annualisée 6 mois (%)
Activités liées aux investissements en capital de développement ⁽¹⁾	1 948	73,5	0,8	0,6
Autres investissements et encaisse	703	26,5	1,9	0,5
	2 651	100,0	1,1	1,1
Autres revenus et charges			(1,0)	(1,0)
Impôts sur les bénéfices			—	—
Rendement de CRCD			0,1	0,1

⁽¹⁾ Inclut les investissements en capital de développement, les montants à recevoir sur les cessions d'investissements et les contrats de change.

CRCD comptabilise ses investissements à la juste valeur, dont deux revues complètes sont effectuées chaque année, soit une pour le semestre se terminant le 30 juin et l'autre, pour l'exercice se terminant le 31 décembre. Au 30 juin 2026, la juste valeur des investissements en capital de développement provient des derniers états financiers audités des fonds partenaires ajustée, le cas échéant, pour tenir compte des éléments survenus entre la date des états financiers et la date d'évaluation.

INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT

Guidé par sa mission, CRCD investit une portion importante de son actif dans le portefeuille d'investissements en capital de développement pour mettre à contribution du capital auprès d'entreprises et coopératives québécoises. Jusqu'au 31 décembre 2025, CRCD effectuait des investissements directement dans les entreprises, coopératives et fonds externes ainsi que dans les fonds partenaires de son écosystème, lesquels sont gérés par Desjardins Capital.

Comme indiqué dans la section « Événements récents », depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise désormais l'ensemble de ses investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital. Ces fonds partenaires réalisent des investissements directement dans des entreprises et coopératives québécoises, tant en dette qu'en équité, ainsi que dans des fonds privés externes.

Les catégories d'actifs liés aux activités d'investissements en capital de développement reflètent la nature des actifs détenus par les fonds partenaires dans lesquels CRCD investit, au prorata de sa participation, et se déclinent ainsi :

- « Dette » : représente les investissements sous forme d'avances et/ou de prêts principalement non garantis et/ou d'actions privilégiées non participantes et procure un rendement courant grâce aux revenus d'intérêts;
- « Équité » : regroupe les investissements comportant des actions ordinaires et des parts de sociétés en commandite qui peuvent être jumelées à des avances et/ou des prêts principalement non garantis et des actions privilégiées dans des sociétés autres que celles présentées dans la catégorie d'actif « Capital de risque ». Le rendement potentiel de ces actifs est plus élevé que celui de la catégorie « Dette », mais comporte un niveau de risque plus important;
- « Capital de risque » : comprend les investissements dans des entreprises en phases de démarrage, prédémarrage et postdémarrage. Ils se caractérisent par un niveau de risque élevé, avec un rendement attendu principalement sur un horizon d'investissement à long terme;
- « Fonds externes » : regroupe les investissements réalisés dans des fonds autres que les fonds partenaires gérés par Desjardins Capital visant à accroître la diversification du portefeuille et à élargir l'accès à un éventail plus large d'entreprises, de secteurs et de stratégies d'investissement.

Rendement par catégorie d'actifs

Le rendement du premier semestre de 2026 du portefeuille d'investissements en capital de développement comprend les frais d'exploitation des fonds partenaires que CRCD assume indirectement à la hauteur de sa participation dans chacun de ces fonds, contrairement au rendement du semestre se terminant au 30 juin 2025 qui présente le rendement brut lié à la performance des entreprises et coopératives détenues directement par CRCD. En conséquence, le rendement des investissements réalisés dans les fonds partenaires n'est pas directement comparable au rendement des investissements réalisés directement dans les entreprises.

	Au 30 juin 2026			
	Actif moyen	Pondération	Rendement	Contribution
	sous gestion (M\$)		non annualisé 6 mois (%)	non annualisée 6 mois (%)
Dette	441	16,0	1,6	0,2
Équité	1 187	43,1	9,5	4,2
Capital de risque	208	7,5	(2,6)	(0,1)
Fonds externes	77	2,8	7,0	0,2
Sous-total	1 913	69,4	6,2	4,5
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds partenaires	76	2,8	2,3	—
Total Écosystème	1 989	72,2	6,2	4,5

	Au 30 juin 2025			
	Actif moyen	Pondération	Rendement	Contribution
	sous gestion (M\$)		non annualisé 6 mois (%)	non annualisée 6 mois (%)
Dette	518	19,5	2,5	0,5
Équité	1 144	43,2	0,9	0,4
Capital de risque	204	7,7	(5,8)	(0,5)
Fonds externes	67	2,5	8,3	0,2
Sous-total	1 933	72,9	0,8	0,6
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds partenaires	15	0,6	4,6	—
Total Écosystème	1 948	73,5	0,8	0,6

Le rendement non annualisé du portefeuille d'investissements en capital de développement de 6,2 % pour le premier semestre 2026 s'explique principalement par la performance de la catégorie « Équité ». Malgré l'incertitude qui gravite autour de l'économie québécoise, de manière générale, les entreprises ont fait preuve de résilience. En outre, cette catégorie a grandement profité de la cession d'un dossier majeur du portefeuille, évoluant dans un secteur suscitant un fort engouement des investisseurs. À l'opposé, la catégorie « Dette » a souffert de la détérioration du risque de crédit de plusieurs entreprises du portefeuille. Quant à la catégorie « Capital de risque », celle-ci continue de ressentir les effets négatifs du faible appétit des investisseurs pour les entreprises en démarrage du secteur technologique. Enfin, la catégorie « Fonds externes » a connu une performance relativement similaire à celle de 2025.

AUTRES INVESTISSEMENTS

La gestion du portefeuille des autres investissements s'applique à la partie de l'actif qui n'est pas dédiée aux investissements en capital de développement, y compris les liquidités temporairement disponibles avant leur investissement au sein des fonds partenaires.

CRCD met en place des stratégies de gestion du portefeuille des autres investissements afin d'optimiser le rendement potentiel, tout en disposant des liquidités nécessaires pour faire face aux besoins de fonds découlant des demandes de rachats par ses actionnaires, ainsi que des investissements en capital de développement qu'il prévoit effectuer. Ce portefeuille, composé principalement d'actifs liquides, inclut des obligations, des fonds d'actions canadiennes, des fonds immobiliers, un fonds

d'infrastructures et un fonds de stratégies d'actions neutres au marché. Le portefeuille des autres investissements procure une base de revenus courants à CRCO et assure une saine diversification. À l'occasion, ce portefeuille est modifié afin de s'ajuster selon l'évolution du portefeuille d'investissements en capital de développement.

Rendement par catégorie d'actifs

	Au 30 juin 2026			
	Actif moyen	Pondération	Rendement	Contribution
	sous gestion (M\$)		non annualisé 6 mois (%)	non annualisée 6 mois (%)
Encaisse	126	4,6	0,6	—
Obligations	279	10,1	3,5	0,4
Actions canadiennes	84	3,1	8,7	0,2
Immobilier	95	3,4	3,0	0,1
Infrastructure	78	2,8	3,5	0,1
Stratégies d'actions neutres au marché	104	3,8	7,9	0,3
Total	766	27,8	4,1	1,1

	Au 30 juin 2025			
	Actif moyen	Pondération	Rendement	Contribution
	sous gestion (M\$)		non annualisé 6 mois (%)	non annualisé 6 mois (%)
Encaisse	51	1,9	0,4	—
Obligations	310	11,7	(0,6)	(0,1)
Actions canadiennes	69	2,6	12,7	0,3
Immobilier	111	4,2	(0,2)	—
Infrastructure	73	2,7	5,8	0,2
Stratégies d'actions neutres au marché ⁽¹⁾	89	3,4	5,4	0,1
Total	703	26,5	1,9	0,5

⁽¹⁾ Inclut la stratégie discrétionnaire d'actions neutres au marché complètement désinvestie au cours du premier semestre de 2025.

Le rendement non annualisé du portefeuille des autres investissements de 4,1 % pour le premier semestre de 2026 s'explique principalement par les fonds d'actions canadiennes et de stratégies d'actions neutres au marché, qui ont bénéficié de la bonne performance des marchés boursiers. Les fonds immobiliers et le fonds d'infrastructures ont également contribué positivement au rendement grâce à la croissance des revenus sous-jacents ainsi qu'à l'appréciation de la valeur des actifs.

Enfin, les titres obligataires ont contribué positivement au rendement global du portefeuille, contrairement à la même période en 2025. L'évolution à la baisse des taux d'intérêts long terme du marché a favorisé l'appréciation des titres à revenu fixe et a soutenu la performance du portefeuille.

CHARGES ET IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES

Charges

(en milliers de \$)	Semestre terminé le 30 juin 2026	Semestre terminé le 30 juin 2025
Frais d'administration	2 768	—
Frais de gestion	—	13 874
Autres frais d'exploitation	1 173	5 535
Services aux actionnaires	5 774	5 448
Total	9 715	24 857

CRCD a confié la gestion de ses opérations à Desjardins Capital aux termes d'une convention de gestion intervenue entre les parties. Cette convention a été amendée et refondue en date effective du 1^{er} janvier 2026 dans le cadre de la mise en place du nouveau modèle d'affaires pour notamment ajuster le modèle de tarification. En vertu de cette convention, CRCD verse à son gestionnaire Desjardins Capital des frais d'administration pour les services rendus à titre de gestionnaire de fonds d'investissement. De plus, à titre de commanditaire des fonds partenaires, CRCD assume indirectement depuis le 1^{er} janvier 2026 à la hauteur de sa participation dans ces fonds, des frais de gestion pour chaque fonds basés sur des taux comparables au marché. Ces frais de gestion sont versés pour les services rendus par Desjardins Capital à titre de gestionnaire de ces fonds. CRCD assume également indirectement des frais de performance lorsque le rendement de sa participation dans ces fonds excède le seuil déterminé par les ententes contractuelles et établi selon les pratiques de marché. Ces frais sont déduits à même le rendement de chacun des fonds, ce qui explique qu'il n'y a aucune dépense de frais de gestion pour le semestre terminé le 30 juin 2026 comparativement au même semestre de 2025, où CRCD versait des frais pour la gestion de ses investissements en direct dans les entreprises.

Bien que la base de calcul de la tarification totale versée par CRCD à Desjardins Capital en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026 soit modifiée, les frais de gestion et d'administration versés directement ou indirectement par CRCD continueront à ne pas dépasser le maximum de 1,75 % de la valeur moyenne annuelle des actifs de CRCD pour les exercices 2026 et 2027. Pour le calcul de la limite maximale, la valeur moyenne des actifs est déduite de tout passif relatif aux investissements en capital de développement et aux autres investissements et un ajustement est apporté afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement, que ceux-ci soient dans le portefeuille d'investissements en capital de développement ou des autres investissements.

La diminution des charges associées aux autres frais d'exploitation, comparativement à la même période en 2025, s'explique principalement par les frais de développement et de maintien des technologies de l'information liés à la gestion des investissements qui sont désormais inclus dans les frais de gestion des fonds partenaires à la suite de la mise en place du nouveau modèle d'affaires au 1^{er} janvier 2026.

Les charges reliées aux services aux actionnaires sont demeurées relativement stables par rapport à la même période en 2025, la légère augmentation étant attribuable à la campagne promotionnelle de l'émission d'actions. De plus, la principale charge concernant les services aux actionnaires est la rémunération versée par CRCD aux caisses Desjardins en échange de l'ensemble des services conseils fournis aux actionnaires, déterminée annuellement en fonction de l'actif net moyen de CRCD.

La majorité des services rendus à CRCD le sont par des entités du Mouvement Desjardins, soit la gestion et l'exploitation de CRCD, l'encadrement et la distribution des actions, le registrariat et la garde de valeurs.

La charge d'impôts sur les bénéfices s'élève à 10,5 M\$ pour les six premiers mois de 2026, comparativement à 0,8 M\$ pour le premier semestre de 2025. Que CRCD réalise ses investissements directement dans les entreprises ou indirectement dans les fonds partenaires, la nature des produits pour des fins fiscales demeure la même. Celle-ci a une influence importante sur la charge d'impôts puisque, contrairement aux revenus d'intérêts, les dividendes ne sont généralement pas imposables et le gain en capital bénéficie de déductions et de mécanismes de remboursements d'impôts. Aux fins de la Loi sur les impôts du Québec, CRCD ne s'impose pas sur ses gains en capital puisqu'il bénéficie, dans le cadre du calcul de son impôt à payer, d'une déduction dans son revenu imposable correspondant à ses gains en capital imposés pour l'année. Dans ses stratégies, CRCD cherche à optimiser le rendement net d'impôts en tenant compte de ces règles.

SITUATION DE TRÉSORERIE ET SOURCES DE FINANCEMENT

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2026, les sorties de liquidités liées aux émissions d'actions nettes des rachats s'élèvent à 103,4 M\$ (sorties nettes de liquidités de 64,2 M\$ pour la même période en 2025). Pour cette même période de six mois, les activités opérationnelles jumelées aux activités d'investissement ont généré une entrée nette de liquidités de 133,4 M\$ (entrée nette de liquidités de 16,6 M\$ pour la même période en 2025). En combinant les acquisitions ainsi que les produits de cession des investissements en capital de développement qui comprennent les appels de capital et les rachats de parts des fonds partenaires, le solde obtenu est une sortie nette de liquidités totalisant 31,0 M\$ (sortie nette de liquidités de 77,8 M\$ pour la même période en 2025). Le portefeuille des autres investissements affiche une sortie nette de liquidités de 12,6 M\$ durant le semestre terminé le 30 juin 2026 (entrée nette de liquidités de 112,9 M\$ pour la même période en 2025). Au 30 juin 2026 l'encaisse s'élève à 141,1 M\$ (111,2 M\$ au 31 décembre 2025).

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 300 M\$ au 30 juin 2026. Cette marge de crédit a été utilisée au cours du premier semestre de 2026 pour pallier au décalage entre le moment des entrées et des sorties de liquidités, notamment en lien avec les demandes de rachats d'actions. Au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025, aucun montant n'était prélevé sur la marge de crédit. Pour le premier semestre de 2026, le solde moyen d'utilisation de la marge de crédit était de 17,8 M\$ (7,2 M\$ pour le premier semestre de 2025). Bien que CRCD aurait pu céder suffisamment d'autres investissements afin de ne pas utiliser la facilité

de crédit, il est prévu que celle-ci soit utilisée au besoin afin de favoriser le maintien d'une saine répartition des actifs de CRCD, en plus d'éviter de devoir effectuer des cessions dans des conditions potentiellement défavorables.

CRCD n'anticipe aucun manque de liquidités à court et à moyen termes et prévoit ainsi être en mesure de procéder au rachat des actions admissibles pour les actionnaires qui en feront la demande.

SOUSCRIPTION ET RACHATS

CRCD offre de souscrire à ses actions ordinaires à travers le réseau des caisses Desjardins du Québec et par le biais d'AccèsD Internet.

De par sa loi constitutive, les émissions d'actions sont limitées à un montant équivalent au coût des rachats de la période d'émission précédente jusqu'à concurrence de 150 M\$, à moins que le gouvernement provincial accorde à CRCD des mesures exceptionnelles modifiant le montant autorisé des levées de fonds. Chaque période d'émission est d'une durée de 12 mois et s'échelonne du 1^{er} mars au dernier jour de février de l'année suivante. Le capital-actions de CRCD comporte dorénavant trois catégories d'actions, soit la catégorie A « Émission », la catégorie B « Échange » et la catégorie C « Émission ». La catégorie A permettait par son émission de recueillir des liquidités jusqu'au 28 février 2025, laquelle a été remplacée par la catégorie C depuis le 1^{er} mars 2025. La catégorie B, dont le programme d'échange a pris fin le 28 février 2023, offrait quant à elle, la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repousserait de sept ans le rachat de ses actions admissibles.

Dans son Budget 2025-2026 présenté le 25 mars 2025, le ministre des Finances du Québec a autorisé CRCD à recueillir un montant annuel maximal de 150 M\$ en actions de catégorie C « Émission » pour l'émission 2025 et a désormais fixé le crédit d'impôt à 25 %. Pour les émissions subséquentes, jusqu'au 28 février 2030, le montant annuel maximal que CRCD est autorisé à recueillir est indexé de 5 M\$ par année pour atteindre 170 M\$ pour l'émission 2029. Ainsi, le montant autorisé de l'émission 2026 est de 155 M\$. De plus, pour stimuler le renouvellement de l'actionnariat tout en favorisant l'accessibilité du produit, le gouvernement a instauré un nouveau plafond de souscription à vie de 45 000 \$ au coût par actionnaire pour les actions acquises personnellement.

La souscription annuelle maximale par investisseur est de 5 000 \$, ce qui procure un crédit d'impôt de 1 250 \$.

Pour les actions de catégorie A « Émission » et de catégorie B « Échange », la période de détention minimale des actions de CRCD, avant que l'actionnaire ne soit normalement admissible à un rachat, est de sept ans jour pour jour de la date d'achat ou d'échange. Pour les actions de catégorie C « Émission », celles-ci doivent être détenues pour une période minimale de sept ans et doivent être rachetées au plus tard le dernier jour de février de la période de capitalisation comprenant leur 14^e anniversaire de détention. Notons qu'un actionnaire qui retire une partie ou la totalité de ses actions dans le cadre d'un rachat après sept ans de détention ne pourra plus se prévaloir du crédit d'impôt pour toute souscription dont le crédit d'impôt serait applicable à l'année d'imposition en cours ou à une année d'imposition subséquente. Un impôt spécial est payable par CRCD en cas de non-respect des montants d'émission autorisés et des mécanismes de contrôle ont été mis en place afin d'en assurer le respect. Pour le premier semestre de 2026 et l'exercice 2025, aucun impôt spécial n'a été payé.

Au 30 juin 2026, le capital-actions de CRCD s'élève à 1 984,6 M\$ (2 050,3 M\$ au 31 décembre 2025) pour 139 198 759 actions ordinaires en circulation (144 577 598 au 31 décembre 2025).

Au cours du premier semestre de l'exercice 2026, CRCD a recueilli des souscriptions provenant de l'émission 2025 à hauteur de 4,6 M\$ en actions de catégorie C. Les rachats d'actions ordinaires pour le premier semestre de 2026 se sont élevés à 108,0 M\$, comparativement à 65,7 M\$ pour la même période en 2025.

Au 30 juin 2026, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 1 434,4 M\$. Au cours du deuxième semestre de 2026, des actions additionnelles d'une valeur de 307,9 M\$ deviendront admissibles au rachat pour un potentiel de 1 742,3 M\$. Cette somme sera réduite du montant des actions qui seront rachetées au cours du deuxième semestre de 2026.

Au 30 juin 2026, le nombre d'actionnaires était de 107 305 comparativement à 108 882 au 31 décembre 2025.

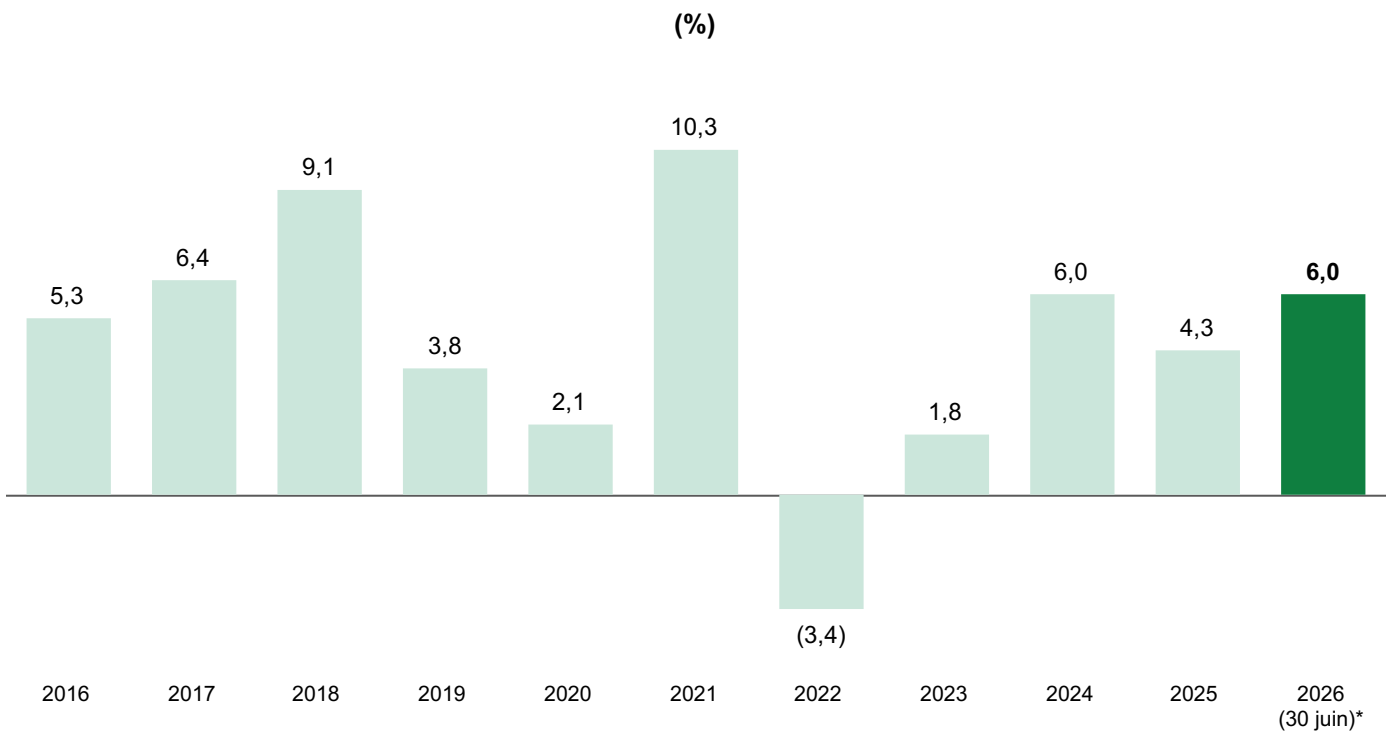
CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et les produits de cession et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible pour réaliser des investissements au bénéfice des PME, coopératives et fonds québécois et de créer une plus-value pour les actions.

6.0 Rendement passé

Cette section présente les rendements historiques obtenus par CRCD. Ces rendements ne tiennent pas compte des frais d'ouverture et de fermeture de compte de 50 \$ encourus par l'actionnaire ni du crédit d'impôt dont il a bénéficié à la suite de son investissement. Les rendements passés ne sont pas nécessairement indicatifs des rendements futurs.

6.1 Rendement annuel

Le graphique ci-après présente le rendement annuel de CRCD et fait ressortir la variation de son rendement d'une période à l'autre, pour les dix derniers exercices et pour le semestre terminé le 30 juin 2026. Ce rendement annuel est calculé en divisant le bénéfice (perte) par action de la période par le prix de l'action au début de la période.



* Rendement non annualisé pour la période de 6 mois terminée le 30 juin 2026

6.2 Rendement composé de l'action ordinaire au 30 juin 2026

Le rendement composé est calculé sur la base de la variation annualisée du prix de l'action ordinaire sur chacune des périodes indiquées.

10 ANS	7 ANS	5 ANS	3 ANS	1 AN
4,8 %	3,7 %	3,4 %	5,2 %	10,6 %

7.0 Aperçu du portefeuille

7.1 Principales catégories d'actifs

Au 30 juin 2026, les actifs du portefeuille d'investissements en capital de développement, lequel est présenté selon la nature des actifs sous-jacents des fonds partenaires à la hauteur de la participation de CRCD dans ces fonds, et du portefeuille des autres investissements sur la base de la juste valeur se répartissent comme suit :

Catégories d'actifs	% de l'actif net
INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT *	
Dette	14,9
Équité	39,3
Capital de risque	7,3
Fonds externes	2,8
Autres éléments d'actifs détenus par les fonds partenaires	4,3
Total - Investissements en capital de développement	68,6
AUTRES INVESTISSEMENTS	
Encaisse	4,9
Obligations	10,1
Actions canadiennes	3,1
Immobilier	3,1
Infrastructure	2,7
Stratégies d'actions neutres au marché	3,8
Total - Autres investissements	27,7

* Incluant les contrats de change

L'actif net est composé à 96,3 % des portefeuilles ci-dessus et à 3,7 % des autres éléments d'actifs.

7.2 Principaux investissements détenus

Depuis le 1^{er} janvier 2026, le portefeuille d'investissements en capital de développement est constitué exclusivement de fonds partenaires dans lesquels CRCD investit. Pour le portefeuille des autres investissements, celui-ci est composé d'obligations, de fonds d'actions canadiennes, immobiliers, d'infrastructures et de stratégies d'actions neutres au marché.

Ainsi, au 30 juin 2026, les émetteurs de l'ensemble des investissements détenus par CRCD sur la base de la juste valeur sont les suivants :

Investissements en capital de développement	% de l'actif net	Autres investissements	% de l'actif net
Desjardins Capital Appui PME S.E.C.	28,5	Fonds CC&L Q Marché neutre	3,8
Desjardins Capital Équité S.E.C.	22,4	Gouvernement du Canada	3,3
Desjardins Capital Dette privée S.E.C.	15,3	Fonds CORE Fiera Immobilier	3,1
Desjardins Capital Transatlantique, S.E.C.	0,8	Fonds DGIA Infrastructures privées mondiales	2,7
Desjardins-Innovatech S.E.C	0,6	Province de l'Ontario	2,5
Société en commandite Essor et Coopération	0,6	Province de Québec	2,3
Capital croissance PME II S.E.C.	0,4	Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	1,6
		FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	1,5
		Province de la Colombie-Britannique	0,6
		Fiducie du Canada pour l'habitation	0,5
		Province du Manitoba	0,4
		Province de la Saskatchewan	0,3
		Hydro-Québec	0,1
		4 émetteurs*	0,1

*** Les 4 émetteurs représentant collectivement 0,1 % de l'actif net de CRCD sont:**

Municipalité de la communauté urbaine de Toronto (La)
Province de Terre-Neuve-et-Labrador
TransLink
Ville de Montréal

Cet aperçu du portefeuille de CRCD peut être modifié en tout temps en raison des opérations effectuées par CRCD.

8.0 Mission, vision, priorités stratégiques et stratégies de CRCD

À l'initiative du Mouvement Desjardins, CRCD a été créé le 1^{er} juillet 2001 en vertu de la *Loi constituant Capital régional et coopératif Desjardins* adoptée par l'Assemblée nationale du Québec. Son gestionnaire, Desjardins Capital, assure la gestion de ses activités.

MISSION ET VISION

Dans le cadre de la dernière planification stratégique de CRCD, une réflexion a été réalisée pour donner plus d'impulsion à l'acquisition de clientèle investisseuse ayant à cœur les entreprises québécoises.

Donc, pour représenter davantage la force de son actionnariat, la mission de CRCD s'énonce ainsi : investir notre capital collectif au bénéfice d'entreprises québécoises pour stimuler la création de richesse dans toutes les régions et pour les générations futures.

Dans cet état d'esprit et afin de démontrer encore mieux ses ambitions d'investissement, la vision va comme suit : être un investisseur performant agissant comme un catalyseur de productivité et de croissance durable pour les entreprises québécoises.

Cette démarche s'inscrit dans la continuité de modernisation du positionnement de CRCD.

PRIORITÉS STRATÉGIQUES DE CRCD

En février 2025, le conseil d'administration a approuvé son plan stratégique 2025-2027 établissant les ambitions et priorités de CRCD pour les prochains exercices. Chaque année, le conseil procède à l'actualisation de ses priorités et se dote d'un plan d'exécution dont il suit trimestriellement les initiatives et indicateurs clés de performance.

Afin de concrétiser sa vision et atteindre ses objectifs, CRCD a établi les priorités suivantes :

- Optimiser sa capitalisation et le rendement à ses actionnaires;
- Renforcer son impact dans l'économie québécoise;
- Accroître sa notoriété.

STRATÉGIES

CRCD adopte une approche globale de gestion de ses actifs financiers en considérant conjointement ses portefeuilles d'investissements en capital de développement et celui des autres investissements. Cette approche lui permet de maintenir un profil équilibré et de réduire l'impact des fluctuations marquées des marchés ou d'événements défavorables susceptibles d'affecter ses portefeuilles. CRCD cherche ainsi à établir un juste équilibre entre sa mission de développement économique régional et un rendement à long terme pour ses actionnaires.

Pour ce faire, la stratégie de gestion des actifs financiers découlant de la *Politique de gestion globale des actifs financiers* se décline ainsi :

- Les actifs financiers de CRCD sont gérés de façon intégrée et globale, ce qui signifie que la répartition d'actif cible doit être structurée de manière à réduire les risques inhérents à certaines catégories d'actifs des portefeuilles d'investissements par la diversification.
- L'objectif est d'optimiser le rapport rendement/risque après impôts et taxes des actifs financiers de CRCD, et ce, dans le respect de son rôle en tant qu'agent de développement économique, tout en assurant l'attractivité de l'action pour les actionnaires, et en tenant compte du crédit d'impôt qui leur est offert.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres liquides afin de répondre aux demandes de rachats d'actions de CRCD en excédant de ses émissions ainsi qu'aux engagements convenus dans le portefeuille d'investissements en capital de développement, tout en tenant compte des facilités de crédit disponibles.
- Une partie suffisante des actifs financiers de CRCD doit être investie dans des titres générant un revenu courant afin d'assumer les charges de CRCD.

En vertu de sa loi constitutive, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines normes d'investissement. Les investissements admissibles de CRCD, selon la définition de sa loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % de l'actif net moyen de CRCD pour l'année précédente. De plus, une partie représentant au moins 50 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions du Québec situées à l'extérieur de la Communauté métropolitaine de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Québec ou dans des coopératives admissibles.

Si ces normes n'étaient pas respectées au 31 décembre 2026, l'émission de capital autorisée pourrait être réduite pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice. Au 31 décembre 2025, ces règles étaient toutes respectées.

9.0 Écosystème entrepreneurial

9.1 Notre vision sur l'entrepreneuriat québécois

Les entreprises québécoises évoluent désormais dans un environnement économique et géopolitique en constante mutation. Au cours du premier semestre de 2026, elles ont démontré une résilience notable face à cette nouvelle réalité, mais plusieurs ont choisi d'ajuster le rythme de leurs projets ou de moduler leurs initiatives de croissance. Les décisions d'investissement et de dépenses ont été marquées par une plus grande prudence, incitant les entrepreneurs à optimiser leur efficacité et à renforcer leur contrôle des coûts. Certaines entreprises devront mettre l'accent sur l'innovation et la diversification de leurs activités, d'autres dans la transformation numérique et l'automatisation pour une croissance durable.

Dans un marché toujours favorable aux désinvestissements, la première moitié de l'année a été marquée par plusieurs transactions de sortie. Les entreprises performantes ont suscité un vif intérêt et ont été fortement sollicitées, ce qui a permis d'obtenir des valeurs de sortie générant des rendements satisfaisants. Le marché est toutefois demeuré très compétitif, marqué par la présence d'investisseurs disposant de capitaux importants, ce qui accentue la rareté des opportunités d'investissement.

Toujours à l'affût d'occasions d'affaires favorables, nous avons maintenu notre gestion saine et prudente. Fidèles à notre mission d'accompagnement, qui demeure au cœur de nos activités, le premier semestre 2026 n'a pas fait exception.

9.2 Au cœur de la croissance des entreprises

Fort de plus de 50 ans d'expertise, le gestionnaire de CRCD, Desjardins Capital, se classe parmi les investisseurs les plus actifs en capital de développement et en capital de risque au Québec. Ensemble, nous sommes un partenaire d'affaires incontournable qui accompagne 641 entreprises, coopératives et fonds évoluant dans divers secteurs d'activité et provenant des quatre coins de la province. En plus de contribuer à maintenir et à stimuler la productivité des PME québécoises, nous sommes un leader socioéconomique d'envergure pour la vitalité des régions.

Nous mettons à profit le savoir-faire et les compétences de nos équipes en investissement, en gestion de fonds, en performance et expertise d'affaires ainsi qu'en finances. En plus de nos interventions en investissement et en valorisation pour les PME et coopératives québécoises, nous offrons des formations en gouvernance des PME et des produits adaptés pour répondre à leurs besoins. Elles peuvent également bénéficier de notre vaste réseau d'affaires pour les soutenir dans leur croissance et de notre synergie avec l'ensemble du Mouvement Desjardins, notamment avec les centres Desjardins Entreprises.

Grâce à notre proximité avec nos entreprises partenaires, nos relations de confiance bien établies et notre connaissance pointue des enjeux régionaux, nous occupons un rôle important de catalyseur dans l'écosystème entrepreneurial pour soutenir le démarrage, le développement, le transfert et la relève des entreprises québécoises.

Préconisant l'éducation et la sensibilisation pour intégrer les critères environnementaux, sociaux et de gouvernance (ESG) au sein de nos entreprises partenaires, nous travaillons conjointement avec les entrepreneurs pour les accompagner à cet égard. Nous procédons notamment à un diagnostic ESG pour déterminer la maturité et les axes d'accompagnement requis, émettons des recommandations et suivons leur progrès.

La *Loi sur la lutte contre le travail forcé et le travail des enfants dans les chaînes d'approvisionnement* est entrée en vigueur le 1^{er} janvier 2024. Cette loi exige des entreprises qu'elles divulguent en détail dans un rapport public, au 31 mai de chaque année, les mesures prises pendant l'exercice précédent pour prévenir et réduire le risque que le travail forcé ou le travail des enfants soit utilisé par elles ou dans leur chaîne d'approvisionnement. Pour répondre à cette exigence, nous avons diffusé ce rapport dans la section « Documentation » sur le www.capitalregional.com.

Inspirés des meilleures pratiques de l'industrie en matière de saine gouvernance, nous appuyons également les entrepreneurs dans l'implantation de comités consultatifs et de conseils d'administration. Nous leur offrons un accompagnement et des outils adaptés à leurs réalités. Qui plus est, nous recrutons et recommandons des administrateurs indépendants chevronnés qui pourront leur offrir une expertise liée aux ambitions de leur entreprise. Ces administrateurs ont accès à de nombreux outils et sont formés et évalués régulièrement pour répondre aux meilleurs standards de collaboration. Nos compétences en gouvernance et notre accompagnement basé sur l'agilité, la simplicité, la pensée stratégique et l'adéquation aux besoins de l'entreprise nous distinguent sur le marché. D'ailleurs, en termes d'équité, de diversité et d'inclusion pour la gouvernance de nos PME, nous sommes fiers d'avoir atteint nos cibles de représentation féminine au sein des comités et des conseils.

Notre proximité avec l'écosystème entrepreneurial québécois et notre accompagnement spécialisé font en sorte que nous contribuons activement à la prospérité durable des personnes et des communautés en investissant dans la croissance et la pérennité des entreprises d'ici.

9.3 Fonds partenaires

Comme indiqué dans la section « Événements récents », depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise désormais l'ensemble de ses investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital. Chaque fonds partenaire ayant une mission propre, cette approche permet à CRCD de bénéficier d'un effet de levier en mobilisant des capitaux auprès de divers partenaires, amplifiant ainsi son impact positif sur l'économie québécoise. Cet écosystème entrepreneurial contribue à propulser, à valoriser et à ancrer durablement l'entrepreneuriat d'ici. Au 30 juin 2026, 2 009 M\$ étaient engagés dans 641 entreprises, coopératives et fonds externes évoluant dans divers secteurs d'activité et issus de toutes les régions du Québec.

FONDS EN DÉPLOIEMENT ACTIF

Les fonds en déploiement sont des fonds qui investissent activement leur capital dans les entreprises. Considérant que ces fonds sont ouverts sans durée de vie déterminée, le déploiement du capital et le désinvestissement s'opèrent de manière concomitante. Ainsi, bien que ces fonds investissent activement dans de nouvelles opportunités et poursuivent la constitution de leur portefeuille, ils procèdent également à des désinvestissements ciblés lorsque les conditions de marché ou le stade de maturité des actifs le justifient. Cette approche permet un recyclage du capital, une gestion dynamique du portefeuille et un ajustement continu de l'exposition aux actifs en fonction des objectifs stratégiques du fonds.

Nom du fonds :	Desjardins Capital Appui PME S.E.C.
Mission du fonds :	Fonds exclusivement dédié à CRCD pour appuyer les PME québécoises en effectuant principalement des investissements en capital de développement dans des entreprises dont le chiffre d'affaires est de moins de 30 M\$ au moment des investissements initiaux ainsi qu'en capital de risque, en entrepreneuriat collectif et dans des fonds privés externes.
Date de création :	1 ^{er} janvier 2026
Type de fonds :	Ouvert
Actif net du fonds :	818 M\$
Nombre d'entreprises en portefeuille :	341
Participation de CRCD dans le fonds :	100,0 %

Nom du fonds :	Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anciennement connu sous le nom de Desjardins Capital PME s.e.c.)
Mission du fonds :	Depuis le 1 ^{er} janvier 2026, le fonds a fait évoluer sa thèse d'investissement pour appuyer les entreprises québécoises dont le chiffre d'affaires est de 30 M\$ et plus au moment des investissements initiaux en leur offrant principalement du financement en capital de développement sous forme de dette.
Date de création :	1 ^{er} janvier 2018
Type de fonds :	Ouvert
Actif net du fonds :	718 M\$
Nombre d'entreprises en portefeuille :	247
Participation de CRCD dans le fonds :	61,7 %

Nom du fonds :	Desjardins Capital Équité S.E.C.
Mission du fonds :	Ce fonds vise à appuyer les entreprises québécoises dont le chiffre d'affaires est de 30 M\$ et plus au moment des investissements initiaux en leur offrant principalement du financement en capital de développement sous forme de prise de participation minoritaire ou majoritaire dans l'actionnariat. Ce fonds peut accueillir d'autres investisseurs institutionnels aux côtés de CRCD.
Date de création :	1 ^{er} janvier 2026
Type de fonds :	Ouvert
Actif net du fonds :	643 M\$
Nombre d'entreprises en portefeuille :	27
Participation de CRCD dans le fonds :	100,0 %

FONDS EN MATÉRIALISATION

Les fonds en matérialisation sont des fonds fermés avec une durée de vie déterminée ayant complété leur phase d'investissement et donc, se trouvant en phase de désinvestissement de leur portefeuille. Ces fonds ne réalisent plus de nouveaux investissements. L'activité est principalement orientée vers le suivi du portefeuille, l'accompagnement des entreprises et la mise en œuvre de stratégies de sortie visant la liquidation progressive des actifs et la distribution complète des produits aux investisseurs.

Nom du fonds :	Société en commandite Essor et Coopération	Capital croissance PME II s.e.c.	Desjardins-Innovatech S.E.C.	Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.
Date de création :	1 ^{er} janvier 2013	1 ^{er} janvier 2014	29 juin 2005	4 juillet 2018
Type de fonds :	Fermé	Fermé	Fermé	Fermé
Dissolution prévue :	31 décembre 2031	31 décembre 2026	29 juin 2027	3 juillet 2028
Actif net du fonds :	19 M\$	25 M\$	31 M\$	24 M€
Nombre d'entreprises en portefeuille :	15	23	22	13
Participation de CRCD dans le fonds :	94,6 %	50,0 %	54,5 %	60,7 %
Mission du fonds :	Appuyer la création, la croissance ainsi que la capitalisation des coopératives au Québec.	Mettre du capital à la disposition des petites et moyennes entreprises du Québec.	Appuyer les entreprises technologiques ou innovantes québécoises à chacune des phases de leur développement.	Co-investir dans des PME du Québec et de l'Europe pour les appuyer dans leurs démarches de commercialisation ou d'acquisition de chaque côté de l'Atlantique.

10.0 Gestion des risques

Des pratiques rigoureuses en matière de gestion des risques constituent un levier essentiel de la réussite de CRCD. La prise de risques fait partie intégrante des activités d'affaires et représente à la fois une source d'opportunités et de défis. À cet égard, la *Politique de gestion intégrée des risques et d'appétit pour le risque* de CRCD définit un cadre structuré encadrant l'identification, l'évaluation et la gestion des risques, de même que les niveaux d'appétit et de tolérance au risque. Cette politique est soutenue par des stratégies, politiques et procédures complémentaires visant à assurer une gestion proactive et cohérente des risques. Elle permet notamment de clarifier les attentes en matière de prise de risque, d'instaurer une gouvernance solide, d'orienter la prise de décision, d'anticiper les risques, et de renforcer l'intégration de la gestion des risques dans l'atteinte des objectifs stratégiques et opérationnels.

Comme indiqué dans la section « Événements récents », depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise désormais l'ensemble de ses investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital. Dans sa gestion de certains risques, CRCD prend en compte les investissements sous-jacents réalisés dans les fonds partenaires, lesquels sont considérés à la hauteur de la participation de CRCD dans ces fonds. Afin d'améliorer la présentation, certaines données comparatives pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 ont été regroupées afin d'être présentées sur une base comparable à celle de la période courante.

NOTE AUX LECTEURS

La section suivante portant sur les risques financiers, soit les risques de marché, de crédit, de concentration et de liquidité, fait partie intégrante des états financiers individuels de CRCD, sur lesquels une opinion non modifiée a été exprimée dans un rapport de l'auditeur indépendant émis le 13 août 2026. La présente section doit être lue conjointement avec ces états financiers individuels audités pour obtenir un portrait complet des informations rendues disponibles au sujet de la gestion des risques financiers.

10.1 Risques financiers

Les risques financiers regroupent les principaux risques susceptibles d'avoir une incidence directe sur la situation financière, les résultats ou la capacité financière de CRCD.

RISQUE DE MARCHÉ

Le risque de marché représente le risque de perte financière provenant d'une fluctuation de la juste valeur des instruments financiers de CRCD en raison de leur exposition aux marchés financiers et, implicitement, à l'évolution de l'économie en général. Les différents risques composant le risque de marché ayant un effet sur CRCD sont présentés ci-après.

Avec l'approche globale utilisée par CRCD pour la gestion de ses actifs financiers, l'incidence des risques de taux d'intérêt et de marchés boursiers et leur complémentarité sont prises en considération au moment du choix de la répartition globale des actifs financiers. C'est notamment par la diversification de ses portefeuilles que CRCD atténue globalement les effets de ces risques.

Risque de taux d'intérêt

Le risque de taux d'intérêt représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des taux d'intérêt du marché. La variation des taux d'intérêt a des répercussions sur la juste valeur des titres à revenus fixes, des fonds immobiliers et du fonds d'infrastructures détenus directement ou indirectement par l'intermédiaire de la participation de CRCD dans les fonds partenaires, laquelle est déterminée en fonction de l'évolution des marchés.

Les titres à revenus fixes détenus dans le portefeuille des autres investissements sont composés d'obligations, dont la gestion de la durée est établie selon la tolérance de CRCD au risque de variation de la juste valeur dans une telle situation. Le tableau suivant présente l'incidence sur le résultat net qu'aurait une hausse ou une baisse des taux d'intérêt auxquels sont exposés les titres obligataires. L'effet correspondant sur le prix de l'action est exprimé en pourcentage.

	Au 30 juin 2026		Au 31 décembre 2025	
	(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
Hausse de 1 % des taux d'intérêt	(42 911)	(1,5)	(40 600)	(1,5)
Diminution de 1 % des taux d'intérêt	51 864	1,8	49 200	1,8

Les titres à revenus fixes du portefeuille d'investissements en capital de développement sont constitués de prêts et avances et d'actions privilégiées. Au 30 juin 2026, ces titres sont détenus indirectement par CRCD par l'intermédiaire de sa participation dans

les fonds partenaires et au 31 décembre 2025, ceux-ci sont détenus directement et indirectement. L'impact d'une variation des taux d'intérêt sur ces titres détenus directement ou indirectement n'aurait pas d'incidence significative sur le résultat net de CRCD.

Les fonds immobiliers et le fonds d'infrastructures détenus dans le portefeuille des autres investissements peuvent être touchés par la variation des taux d'intérêt. Cependant, contrairement aux titres obligataires, il n'y a pas de corrélation directe entre les variations de taux d'intérêt et les variations de la juste valeur de ces catégories d'actifs.

Risque de marchés boursiers

Le risque de marchés boursiers représente le risque que la juste valeur d'un instrument financier fluctue en raison des variations de prix sur les marchés boursiers. L'évolution de ces marchés a une incidence sur les actifs financiers de CRCD, puisqu'elle influence, d'une part, l'évaluation à la juste valeur des actions cotées du portefeuille d'investissements en capital de développement. Au 30 juin 2026, ces actions cotées sont détenues indirectement par l'intermédiaire de la participation de CRCD dans les fonds partenaires et au 31 décembre 2025, celles-ci sont détenues directement. D'autre part, l'évolution des marchés boursiers influe indirectement sur l'évaluation à la juste valeur des fonds d'actions du portefeuille des autres investissements.

Compte tenu de leur faible proportion sur l'actif net de CRCD, soit 3,4 % (3,5 % au 31 décembre 2025), une hausse ou une baisse de 10 % du cours des actions cotées augmenterait ou diminuerait le résultat net de 9,8 M\$ représentant 0,3 % du prix de l'action (9,8 M\$ pour 0,4 % au 31 décembre 2025).

Risque de change

Le risque de change représente le risque que la juste valeur ou les flux de trésorerie futurs d'un instrument financier fluctuent en raison des variations des cours des monnaies étrangères. L'évolution de la devise exerce une influence sur les activités de certaines entreprises du portefeuille d'investissements en capital de développement selon qu'elles soient importatrices ou exportatrices de biens ou de services. Au 30 juin 2026, les entreprises sont détenues indirectement par l'intermédiaire de la participation de CRCD dans les fonds partenaires et au 31 décembre 2025, celles-ci sont détenues directement et indirectement. L'incidence nette d'une appréciation de la devise canadienne n'est pas nécessairement toujours négative de même qu'une dépréciation n'est pas nécessairement positive. Cependant, les fluctuations rapides de la devise canadienne accroissent les difficultés auxquelles ces entreprises font face.

De plus, l'évolution de la devise influe sur la juste valeur des actifs évalués tout d'abord en devise étrangère, puis convertis en dollars canadiens au taux de change courant.

Compte tenu de la faible proportion des titres du portefeuille d'investissements en capital de développement détenus directement ou indirectement, des titres du portefeuille des autres investissements, des comptes débiteurs de CRCD ainsi que des soldes d'encaisse exposés aux monnaies étrangères (dollars américains et euros), soit 6,5 % (6,9 % au 31 décembre 2025), toute variation du dollar canadien n'aurait pas d'impact significatif sur le résultat net de CRCD. Malgré tout, CRCD vise la couverture systématique du risque de change relatif aux actifs évalués en devise étrangère, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. L'exposition nette de CRCD aux différentes devises est de 52,9 M\$ (67,8 M\$ au 31 décembre 2025).

RISQUE DE CRÉDIT ET DE CONTREPARTIE

Le risque de crédit et de contrepartie correspond à la possibilité de subir des pertes financières découlant de l'incapacité d'une entreprise, d'un émetteur ou d'une contrepartie d'honorer ses engagements financiers.

CRCD est exposé au risque de crédit et de contrepartie principalement en raison de ses investissements en capital de développement réalisés dans le cadre de sa mission, que ceux-ci soient détenus directement ou indirectement par l'intermédiaire de la participation de CRCD dans les fonds partenaires, lesquels ne comportent généralement pas de garanties afin de respecter ses normes d'investissement. Ce risque est toutefois atténué, d'une part, par une diversification rigoureuse des actifs financiers dans chacun des portefeuilles des fonds partenaires, tant sur le plan des entités que des instruments financiers, des régions géographiques et des secteurs d'activité. D'autre part, la volatilité de ces portefeuilles pouvant découler d'événements défavorables affectant une entité est limitée grâce à un processus de diligence raisonnable approfondi, accompagné d'un soutien continu et d'un suivi régulier des investissements de la part de Desjardins Capital, le gestionnaire des fonds partenaires dans lesquels CRCD investit.

Desjardins Capital s'appuie sur un système de cotation structuré afin d'évaluer le niveau de risque de crédit des investissements en capital de développement, lesquels sont classés et réévalués régulièrement selon une échelle de cotes allant de 1 à 10. Cette évaluation repose principalement sur les critères de risque définis par le système CreditLens de Moody's.

L'exposition maximale au risque de crédit correspond à la juste valeur des instruments financiers à la date de clôture. Au 30 juin 2026, les instruments financiers sont détenus indirectement par l'intermédiaire de la participation de CRCD dans les fonds partenaires et au 31 décembre 2025, ceux-ci sont détenus directement et indirectement.

Le tableau suivant permet de constater les investissements en capital de développement détenus directement ou indirectement à la hauteur de la participation de CRCD dans les fonds partenaires répartis par cote de risque (montants à la juste valeur incluant les fonds engagés mais non déboursés de CRCD ainsi que les cautionnements, le cas échéant) :

Cotes		Au 30 juin 2026		Au 31 décembre 2025	
		(en milliers de \$)	(en %)	(en milliers de \$)	(en %)
1 à 8	Risque faible à acceptable	1 938 607	95,1	2 137 090	97,3
8,5 à 9	À risque et sous surveillance	26 036	1,3	20 036	0,9
10	À haut risque et en insolvabilité	73 184	3,6	40 207	1,8
Total		2 037 827	100,0	2 197 333	100,0

Les titres obligataires représentent 44,5 % de la juste valeur du portefeuille des autres investissements (42,7 % au 31 décembre 2025) et 99,5 % d'entre eux possédaient une garantie gouvernementale (99,2 % au 31 décembre 2025). Le risque de crédit est géré par le biais d'une diversification de plusieurs émetteurs ayant des cotes de crédit réparties ainsi :

Cotes ⁽¹⁾	Au 30 juin 2026		Au 31 décembre 2025	
	(en milliers de \$)		(en milliers de \$)	
AAA	110 551		96 517	
AA	168 447		159 830	
A	11 837		10 458	
Total	290 835		266 805	

⁽¹⁾ Les cotes d'évaluation du risque de crédit sont établies par les agences de notation reconnues.

Conformément à la *Politique de gestion globale des actifs financiers*, les instruments de marché monétaire ont une cote de crédit minimale R-1 faible, limitant ainsi le risque de crédit associé à ces instruments financiers. Aucun instrument de marché monétaire n'est détenu au 30 juin 2026 ni au 31 décembre 2025.

RISQUE DE CONCENTRATION

Le risque de concentration découle de la possibilité qu'une portion importante du portefeuille d'investissements en capital de développement ou du portefeuille des autres investissements de CRCD se retrouve dans un émetteur en particulier, une région, un secteur d'activité ou un produit financier, ce qui pourrait rendre CRCD vulnérable aux difficultés financières de ces sous-ensembles.

Risque de concentration dans un émetteur

Depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise l'ensemble de ses investissements en capital de développement exclusivement dans les fonds partenaires, lesquels sont soumis à des limites spécifiques de concentration. Considérant le grand nombre d'entreprises dans lesquelles ces fonds investissent, la participation de CRCD dans ces fonds partenaires ne constitue pas un risque de concentration élevé. Sur la base de sa participation dans chacun de ces fonds, CRCD s'assure que son exposition indirecte à une même entité du portefeuille de ces fonds partenaires ne dépasse pas 5 % de son actif net.

La concentration directe de CRCD dans les cinq plus importants émetteurs de chacun des portefeuilles d'investissements en capital de développement et d'autres investissements est la suivante (les pourcentages sont basés sur la juste valeur des actifs et les fonds engagés mais non déboursés de CRCD ainsi que le cautionnement) :

	Au 30 juin 2026		Au 31 décembre 2025	
	% du portefeuille	% de l'actif net	% du portefeuille	% de l'actif net
Investissements en capital de développement	97,7	69,3	37,7	29,4
Autres investissements	67,8	15,4	65,1	14,4

Du côté des autres investissements, les émetteurs gouvernementaux et les émissions garanties par les entités gouvernementales ainsi que les fonds de placements diversifiés représentent respectivement 37,8 % et 62,2 % (35,8 % et 64,2 % au 31 décembre 2025) des cinq plus importants émetteurs ou contreparties du portefeuille des autres investissements.

Se référer à la section « Principaux investissements détenus » pour obtenir le détail par portefeuille.

Risque de concentration par région

Dicté par sa mission socioéconomique régionale, le portefeuille d'investissements en capital de développement, représentant 68,6 % de l'actif net au 30 juin 2026 (71,3 % au 31 décembre 2025), est essentiellement investi au Québec.

En vertu de sa loi constitutive, CRCD doit réaliser sa mission à l'intérieur de certaines normes d'investissement. Les investissements admissibles de CRCD doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % de l'actif net moyen de CRCD pour l'année précédente. De plus, une partie représentant au moins 50 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions du Québec à l'extérieur de la Communauté métropolitaine de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Québec ou dans des coopératives admissibles. Le rendement de ce portefeuille est donc fortement influencé par le contexte économique québécois.

Au 30 juin 2026, le portefeuille des autres investissements, représentant 27,7 % de l'actif net (26,2 % au 31 décembre 2025), comprend une portion de titres étrangers découlant essentiellement de sa participation dans le fonds d'infrastructures. Étant composé à 93,9 % de titres canadiens (91,2 % au 31 décembre 2025), le rendement du portefeuille des autres investissements est donc fortement influencé par le contexte économique canadien.

Risques de concentration sectorielle et dans un produit financier

La *Politique de gestion globale des actifs financiers* favorise une gestion intégrée et globale du portefeuille d'investissements en capital de développement et du portefeuille des autres investissements. La politique établit des balises par catégorie de titres et celles-ci sont appliquées par le gestionnaire. CRCD vise à maintenir une répartition globale de l'actif d'au plus 70 % en titres de croissance. La mise en place d'enveloppes spécifiques peut aussi être faite au besoin pour limiter le risque de concentration dans un secteur d'activité en particulier.

RISQUE DE LIQUIDITÉ

Le risque de liquidité représente le risque que CRCD ne dispose pas de liquidités suffisantes pour respecter ses engagements financiers. CRCD doit faire quotidiennement des sorties d'argent, notamment quand il rachète des actions détenues par ses actionnaires, quand il débourse les sommes qu'il s'est engagé à investir dans les fonds partenaires et quand il paie des charges opérationnelles.

Pour pallier les besoins de liquidités principalement liés aux rachats d'actions et depuis le 1^{er} janvier 2026, aux engagements en investissements en capital de développement désormais effectués par l'intermédiaire des fonds partenaires, CRCD conserve minimalement 20 % de son actif dans son portefeuille des autres investissements, lequel doit inclure des titres obligataires à hauteur de 10 % de l'actif, et ce, afin d'éviter d'être dépendant des marchés et ainsi de devoir effectuer des transactions à des moments inopportuns.

De plus, afin d'optimiser la gestion des actifs liquides et par le fait même, bénéficier du rendement des autres catégories d'actifs plus performantes, une facilité de crédit est mise en place. Un des objectifs de cette facilité de crédit est d'apporter davantage de souplesse dans la gestion des liquidités, afin de conserver une certaine marge de manœuvre eu égard aux besoins de fonds relatifs aux opérations courantes de CRCD. Celle-ci a été utilisée au cours du premier semestre de 2026 afin de pallier un certain décalage entre les rachats et les émissions d'actions.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, les investissements en capital de développement sont réalisés exclusivement par le biais de fonds partenaires. En tant que fonds ouverts, les fonds partenaires où d'autres investisseurs pourront être commanditaires aux côtés de CRCD permettront d'offrir à CRCD une flexibilité accrue dans la gestion de ses liquidités, comparativement aux investissements réalisés antérieurement directement dans des entreprises ou des coopératives. Cette structure permet à CRCD de demander le rachat de ses participations ou de transférer ses parts de fonds en fonction de ses besoins, selon les termes et conditions de ces fonds partenaires.

CRCD veille également à la mise en œuvre et au suivi de contrôles rigoureux visant à encadrer efficacement le risque de liquidité. Ces mécanismes sont complétés par la réalisation régulière de simulations de crise, lesquelles permettent de confirmer que le risque de liquidités est adéquatement géré pour répondre aux demandes de rachat d'actions, même dans des contextes de stress défavorables. Au 30 juin 2026, le solde des actions admissibles au rachat s'élevait à 1 434,4 M\$ (1 328,9 M\$ au

31 décembre 2025). Au cours du deuxième semestre de 2026, des actions additionnelles d'une valeur de 307,9 M\$ deviendront également admissibles au rachat pour un potentiel de 1 742,3 M\$. Cette somme sera réduite du montant des actions rachetées ou achetées de gré à gré au cours du deuxième semestre de 2026.

CRCD, de par sa stratégie financière équilibrée, sa marge de crédit autorisée et sa gestion intégrée des risques, dispose des sources de fonds nécessaires pour faire face à ses obligations financières et continuer sa mission de développement économique.

10.2 Risques non financiers

Les risques non financiers sont principalement liés aux opérations, à la gouvernance, à la conformité, à la réputation et à l'environnement externe dans lequel évolue CRCD.

RISQUES OPÉRATIONNEL ET RÉGLEMENTAIRE

Les risques opérationnel et réglementaire regroupent les menaces susceptibles d'affecter la performance ou la conformité à la réglementation auxquelles CRCD est assujéti en raison de défaillances ou d'insuffisances de processus, de contrôles ou de systèmes, d'événements externes ou du non-respect des obligations légales et réglementaires. Les risques opérationnels et réglementaires sont atténués au moyen de cadres de gestion et de contrôles internes structurés, de processus formalisés, ainsi que d'une gestion rigoureuse des systèmes d'information. Leur prise en charge repose sur le modèle des trois lignes de défense, combinant des contrôles exercés par les équipes opérationnelles, un encadrement et une surveillance assurés par les fonctions de gestion des risques et de conformité, ainsi que des mécanismes d'assurance indépendante. Une surveillance continue des activités et de l'environnement réglementaire permet d'identifier rapidement les écarts, de soutenir le respect des exigences applicables et de renforcer les pratiques en place dans une perspective d'amélioration continue.

RISQUE STRATÉGIQUE

Le risque stratégique est le risque de perte résultant d'événements ou d'orientations stratégiques inappropriées ou à une capacité d'adaptation insuffisante susceptibles de nuire à la réalisation des objectifs stratégiques et à assurer la viabilité à long terme de CRCD. CRCD atténue son risque stratégique notamment par un exercice annuel structuré de planification stratégique, accompagné d'un plan d'exécution détaillé, dont l'avancement est suivi trimestriellement par le conseil d'administration. Compte tenu du modèle d'impartition, selon lequel la gestion et l'exploitation de CRCD sont confiées à son gestionnaire, des mécanismes de reddition de comptes réguliers sont en place, incluant le suivi de la performance des portefeuilles, de l'évolution des souscriptions et des indicateurs clés de performance, présentés trimestriellement au conseil d'administration. Par ailleurs, des canaux de communication formalisés et une collaboration soutenue entre CRCD et son gestionnaire permettent d'assurer une supervision adéquate, de maintenir l'alignement stratégique et de procéder à des ajustements en temps opportun lorsque requis.

RISQUE DE RÉPUTATION

Le risque de réputation est le risque qu'une perception négative, fondée ou non, des parties prenantes à l'égard des pratiques, des actions ou de l'inaction de CRCD entraîne une incidence défavorable sur la crédibilité, la confiance et la réputation de CRCD. CRCD gère et contrôle ce risque en collaboration avec le Mouvement Desjardins, plus particulièrement avec son gestionnaire, Desjardins Capital. Ce risque est atténué par divers mécanismes, dont des formations offertes aux administrateurs de CRCD et aux employés de Desjardins impliqués dans les activités d'investissement ou de distribution des actions, l'établissement d'encadrements, de procédures et de contrôles pour les activités prioritaires, l'application de saines pratiques de gouvernance et de gestion des risques, ainsi qu'une vigie continue de l'environnement externe.

RISQUES EXTERNES

Les risques externes proviennent de facteurs liés notamment à l'environnement économique, financier, réglementaire et géopolitique sur lesquels CRCD exerce peu ou pas de contrôle. CRCD atténue ces risques par une vigie continue du contexte externe et par un dialogue régulier avec ses parties prenantes, lui permettant d'anticiper les impacts potentiels et d'adapter ses pratiques de gestion et d'investissement.

Finalement, l'environnement économique et financier demeure en évolution, ce qui peut modifier la nature et l'intensité des risques auxquels CRCD est exposé. Grâce à son gestionnaire, CRCD surveille étroitement ces risques et adapte ses pratiques de gestion afin de maintenir un profil de risque conforme à sa mission, à ses objectifs stratégiques et à son appétit pour le risque.

11.0 Gouvernance

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Conformément à la loi constitutive de CRCD, le conseil d'administration (le « conseil ») doit être composé de 13 administrateurs, dont une majorité de personnes indépendantes. La présidence doit aussi être assumée par un administrateur indépendant. Voici le portrait du conseil en date du présent rapport :



Jean-Guy Senécal
FCPA

Président du conseil de CRCD et administrateur de sociétés



Anne-Marie Renaud
B. Sc., IAS.A, CEC, PCC

Vice-présidente du conseil de CRCD, administratrice de sociétés et coach de direction



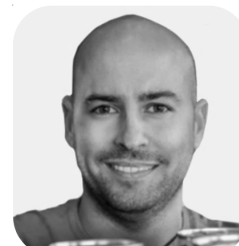
Marinella Ermacora
B. Inf., MBA, IAS.A

Secrétaire du conseil de CRCD et administratrice de sociétés



Linda Labbé
CPA

Administratrice Relations avec le Mouvement Desjardins et administratrice de sociétés



Charles Auger
B.A.A. Finance

Franchisé McDonald's



Bernard Bolduc
B.A.A. Finance, IAS.A

Président, Altrum



Éric Charron
B.A.A. Finance, Adm.A, PI.Fin.

Directeur général, Caisse Desjardins de Gatineau



René Delsanne
M. Sc., FICA, CFA

Président, Delsanne conseil



Souad Elmallem
B.A.A., IAS.A

Associée exécutive, 6temik



Vanessa Guimond
CPA auditrice, D. Fisc.

Associée, Audacie



Shirley Marquis
MBA, PI. Fin., ASC

Directrice principale et cheffe de pratique, Lussier



Gilles Mourette
M. Sc, ASC

Administrateur de sociétés



Louis Roy
B.A.A., MBA, DAE

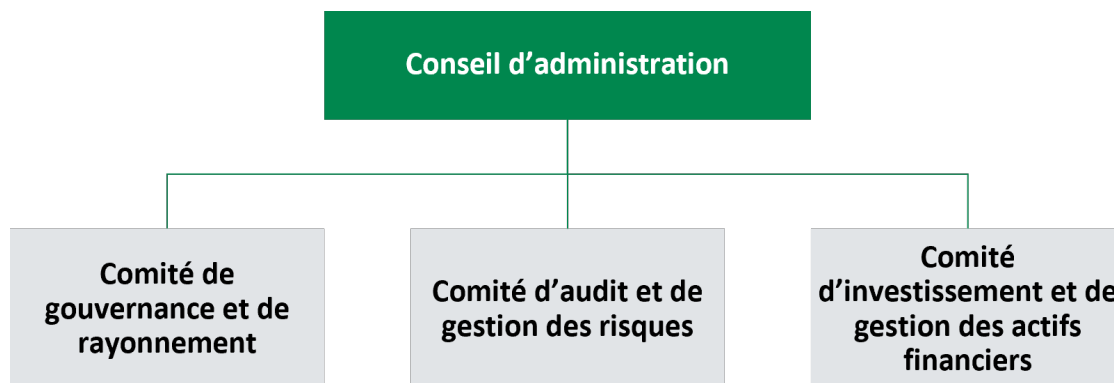
Directeur des Technologies de l'information, Revenu Québec

Le conseil a le pouvoir général d'administrer les affaires de CRCD et voit à la réalisation de sa mission. À ce titre, il assume des responsabilités d'orientation et de surveillance de l'ensemble des activités et des risques de CRCD, incluant les risques stratégiques et le risque géopolitique et économique dont la surveillance lui est confiée.

Le conseil intervient et prend des décisions dans des matières concernant notamment la gouvernance, la planification stratégique, les investissements dans les fonds partenaires, l'information financière, la gestion des actifs financiers, la gestion des risques, la capitalisation, les relations avec les actionnaires et les contrats.

Pour ce faire, le conseil est appuyé par divers comités qui lui font régulièrement rapport et lui formulent les recommandations appropriées. De son côté, le gestionnaire Desjardins Capital rend compte des activités imparties par l'entremise des membres de sa direction qui assistent aux réunions du conseil et des comités.

Pour soutenir la transformation stratégique du modèle d'affaires de CRCD, telle que présentée à la section « Événements récents », une évolution de sa gouvernance s'imposait. Au 30 juin 2026, la structure de gouvernance de CRCD se présente comme suit :



Outre les mandats spécifiques confiés à l'occasion par le conseil, les principales responsabilités des comités sont décrites ci-après.

Comité de gouvernance et de rayonnement

Le comité de gouvernance et de rayonnement a comme mandat de surveiller l'application des règles de gouvernance, d'indépendance, de gestion des conflits d'intérêts, d'éthique et de déontologie. Il élabore notamment les profils de compétence et d'expérience pour le président du conseil et l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins ainsi que le profil collectif des membres du conseil et s'assure de la mise en place d'un plan de relève du président du conseil et de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins. Il recommande au conseil un processus d'évaluation de la performance des administrateurs et des membres de comités, du conseil et de son président, des comités et de leur président, de l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins ainsi que des ressources clés de Desjardins Capital. Il procède également à l'évaluation des services rendus par Desjardins Capital conformément à la Convention de gestion intervenue entre les parties. De plus, il veille à la prise en charge des activités de notoriété et de rayonnement de CRCD.

Finalement, ce comité exerce également un rôle de surveillance du risque de réputation, des risques de conflits d'intérêts, ainsi que du risque de gouvernance.

Comité d'audit et de gestion des risques

Le comité d'audit et de gestion des risques a comme mandat d'assister le conseil d'administration dans son rôle de surveillance et de reddition de comptes sur les éléments reliés à la qualité, la fiabilité et l'intégrité de l'information financière et de l'information continue. Il s'assure de la présence et de l'efficacité du contrôle interne exercé par Desjardins Capital à l'égard de la divulgation de l'information financière, de la sauvegarde des actifs et de la détection de la fraude. Il reçoit une attestation sur l'environnement de contrôle interne de Desjardins Capital en relation avec la gestion des opérations imparties par CRCD et veille à ce que celui-ci établisse et maintienne des mécanismes adéquats de conformité à l'égard des exigences légales et réglementaires susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'information financière. Son rôle comporte également un volet lié aux activités de l'auditeur indépendant, son rendement, son indépendance, la recommandation de sa nomination et sa rémunération.

Finalement, ce comité assume de plus la responsabilité du suivi du processus global de gestion intégrée des risques de CRCD, recommande au conseil les modifications à la *Politique de gestion intégrée des risques et d'appétit pour le risque* et surveille plus spécifiquement les risques opérationnels et réglementaires ainsi que les risques environnemental et social.

Comité d'investissement et de gestion des actifs financiers

Le comité d'investissement et de gestion des actifs financiers a comme mandat d'assurer la coordination et l'arrimage des actifs financiers de CRCO afin d'optimiser l'équilibre rendement – risque. Il recommande au conseil les investissements, réinvestissements et désinvestissements de CRCO dans les fonds partenaires de Desjardins Capital et en effectue le suivi. Il effectue le suivi de la performance de CRCO et s'assure du respect par CRCO des lois et des règlements relatifs aux actifs financiers. Il voit également à la mise en œuvre et au respect de la *Politique de gestion globale des actifs financiers* de CRCO et des directives afférentes. Le comité est également responsable de recommander au conseil l'attribution de mandats à des conseillers en valeurs pour le portefeuille des autres investissements ainsi que sa répartition des actifs et en effectue le suivi.

Finalement, ce comité exerce de plus un rôle de surveillance du risque de crédit, des risques de marché, des risques de concentration et du risque de liquidité.

12.0 Rapport de la direction

Le 13 août 2026

Les états financiers individuels de CRCD ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport financier intermédiaire sont la responsabilité du conseil d'administration qui délègue à la direction le soin de les préparer.

Afin de s'acquitter de sa responsabilité à l'égard de l'intégrité et de la fidélité des états financiers individuels, la direction s'est assurée que le gestionnaire a mis en place un système de contrôle interne qui donne l'assurance raisonnable que les données financières sont fiables, qu'elles constituent une base adéquate pour la préparation des états financiers individuels et que les éléments d'actifs sont convenablement préservés et comptabilisés.

Également, l'administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins et le chef de la direction financière de CRCD ont attesté que la juste valeur de chacun des investissements en capital de développement de CRCD a été établie selon un processus conforme à celui prévu au *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et ont confirmé le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements en capital de développement.

Le conseil d'administration exerce sa responsabilité à l'égard des états financiers individuels plus particulièrement par le biais de son comité d'audit et de gestion des risques. Ce comité rencontre, en présence et en l'absence des membres de la direction, l'auditeur indépendant désigné par les actionnaires afin de revoir les états financiers individuels, discuter de l'audit et autres sujets connexes et formuler les recommandations appropriées au conseil d'administration. Il examine également le contenu du rapport de gestion afin de s'assurer que les informations qui y sont présentées complètent adéquatement celles figurant aux états financiers individuels.

Les états financiers individuels présentent l'information financière au 30 juin 2026. Établis selon les *Normes internationales d'information financière* publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité), ils ont été audités par PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.

Le conseil d'administration a approuvé ces états financiers individuels ainsi que les informations contenues dans le rapport de gestion. Les renseignements financiers présentés ailleurs dans ce rapport sont conformes aux états financiers individuels de CRCD.

(signé) Frédéric Deschênes

Chef de la direction financière

Capital régional et coopératif Desjardins

États financiers individuels

30 juin 2026 et 2025

(en milliers de dollars canadiens)

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux actionnaires de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, les états financiers individuels ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2026 et 2025, conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (Normes IFRS de comptabilité).

Notre audit

Nous avons effectué l'audit des états financiers individuels de CRCD, qui comprennent :

- les bilans au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025;
- les états du résultat global pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2026 et 2025;
- les états des variations de l'actif net pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2026 et 2025;
- les tableaux des flux de trésorerie pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2026 et 2025;
- les notes afférentes, qui comprennent les informations significatives sur les méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Certaines informations à fournir ont été présentées ailleurs dans le rapport de gestion intermédiaire 2026, plutôt que dans les notes afférentes des états financiers individuels. Ces informations font l'objet d'un renvoi dans les états financiers individuels et sont indiquées comme ayant été auditées.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500
Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502
Téléc. courriel : ca_montreal_main_fax@pwc.com

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers individuels* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCB conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit des états financiers individuels au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent du rapport de gestion intermédiaire 2026.

Notre opinion sur les états financiers individuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers individuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations désignées ci-dessus et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers individuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers individuels

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers individuels conformément aux Normes IFRS de comptabilité, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers individuels exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers individuels, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité de CRCD à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider CRCD ou de cesser ses activités, ou si elle n'a aucune autre solution réaliste que de le faire.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers individuels

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers individuels, pris dans leur ensemble, sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers individuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers individuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de CRCD à poursuivre ses activités. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers individuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener CRCD à cesser ses activités;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers individuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers individuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)

Le 13 août 2026

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A125840

Bilan

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre d'actions ordinaires en circulation et l'actif net par action ordinaire)	Notes	Au 30 juin 2026 \$	Au 31 décembre 2025 \$
ACTIF			
Encaisse	8	141 140	111 155
Comptes débiteurs	9	67 442	32 278
Autres investissements	10	654 282	624 246
Investissements en capital de développement	11	1 971 301	2 005 511
Immobilisations incorporelles		154	614
Impôts exigibles et différés	18	49 424	54 314
		2 883 743	2 828 118
PASSIF			
Comptes créditeurs		9 857	15 537
ACTIF NET	14	2 873 886	2 812 581
NOMBRE D' ACTIONS ORDINAIRES EN CIRCULATION		139 198 759	144 577 598
ACTIF NET PAR ACTION ORDINAIRE		20,65	19,45

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Au nom du conseil d'administration de Capital régional et coopératif Desjardins,

(signé) Jean-Guy Senécal, FCPA, administrateur

(signé) Vanessa Guimond, CPA auditrice, D.Fisc., administratrice

État du résultat global

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens, sauf le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation et le bénéfice net par action ordinaire)	Notes	2026 \$	2025 \$
PRODUITS			
Intérêts	10 et 11	6 245	26 675
Dividendes et distributions		195 550	10 183
Autres revenus	17	32 235	81
		234 030	36 939
GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT ET AUTRES INVESTISSEMENTS	16		
Réalisés		180 319	(2 286)
Non réalisés		(229 295)	(6 056)
		(48 976)	(8 342)
Frais financiers	13	(82)	(9)
TOTAL DES PRODUITS NETS ET DES GAINS (PERTES) SUR INVESTISSEMENTS EN CAPITAL DE DÉVELOPPEMENT ET AUTRES INVESTISSEMENTS		184 972	28 588
CHARGES OPÉRATIONNELLES	17		
Frais d'administration		2 768	—
Frais de gestion		—	13 874
Autres frais d'exploitation		1 173	5 535
Services aux actionnaires		5 774	5 448
		9 715	24 857
BÉNÉFICE AVANT IMPÔTS		175 257	3 731
Impôts sur le bénéfice	18	10 513	754
BÉNÉFICE NET ET RÉSULTAT GLOBAL DE LA PÉRIODE		164 744	2 977
NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D' ACTIONS ORDINAIRES		141 214 367	144 071 352
BÉNÉFICE NET PAR ACTION ORDINAIRE		1,17	0,02

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

État des variations de l'actif net

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

	Capital-actions (note 14)						Bénéfices non répartis	Actif net
	Actions « Émission » ⁽¹⁾		Actions « Échange » ⁽¹⁾		Total			
(en milliers de dollars canadiens)	Nombre	\$	Nombre	\$	Nombre	\$	\$	\$
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2025	119 371 693	1 658 319	25 205 905	391 951	144 577 598	2 050 270	762 311	2 812 581
Bénéfice net et résultat global de la période	—	—	—	—	—	—	164 744	164 744
Opérations sur le capital-actions								
Émission d'actions ordinaires	241 972	4 571	—	—	241 972	4 571	—	4 571
Rachat d'actions ordinaires ⁽²⁾	(4 531 272)	(54 232)	(1 089 539)	(16 046)	(5 620 811)	(70 278)	(37 732)	(108 010)
SOLDE AU 30 JUIN 2026	115 082 393	1 608 658	24 116 366	375 905	139 198 759	1 984 563	889 323	2 873 886
SOLDE AU 31 DÉCEMBRE 2024	120 901 227	1 630 421	25 324 447	393 775	146 225 674	2 024 196	701 802	2 725 998
Bénéfice net et résultat global de la période	—	—	—	—	—	—	2 977	2 977
Opérations sur le capital-actions								
Émission d'actions ordinaires	85 528	1 522	—	—	85 528	1 522	—	1 522
Rachat d'actions ordinaires ⁽²⁾	(3 510 183)	(41 327)	(55 797)	(861)	(3 565 980)	(42 188)	(23 526)	(65 714)
SOLDE AU 30 JUIN 2025	117 476 572	1 590 616	25 268 650	392 914	142 745 222	1 983 530	681 253	2 664 783

⁽¹⁾ Les actions « Émission » désignent les actions ordinaires de catégorie A « Émission » émises jusqu'au 28 février 2025 et les actions ordinaires de catégorie C « Émission » émises depuis le 1^{er} mars 2025, alors que les actions « Échange » désignent les actions ordinaires de catégorie B « Échange »; collectivement appelées actions ordinaires.

⁽²⁾ Ces données ne tiennent pas compte des demandes de rachat effectuées dans les 30 jours suivant la date de souscription.

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Tableau des flux de trésorerie

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

(en milliers de dollars canadiens)	Note	2026 \$	2025 \$
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES			
Bénéfice net de la période		164 744	2 977
Ajustements sans effet sur la trésorerie			
Pertes (gains) sur investissements en capital de développement et autres investissements		48 976	8 342
Amortissement des primes et des escomptes sur les autres investissements		(1 030)	(1 082)
Amortissement des immobilisations incorporelles		460	518
Impôts différés		(378)	(428)
Intérêts capitalisés et autres éléments hors caisse		—	(15 764)
Variation des actifs et des passifs opérationnels			
Impôts exigibles		5 268	(7 020)
Comptes débiteurs		(20 656)	(2 243)
Comptes créditeurs		(5 680)	(3 881)
Acquisition d'investissements en capital de développement		(35 849)	(205 975)
Produit de la cession d'investissements en capital de développement		4 816	128 192
Acquisition d'autres investissements		(138 426)	(170 365)
Produit de la cession d'autres investissements		110 811	283 332
Autres		368	—
		133 424	16 603
FLUX DE TRÉSORERIE LIÉS AUX ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Émission d'actions ordinaires		4 571	1 522
Rachat d'actions ordinaires		(108 010)	(65 714)
		(103 439)	(64 192)
Augmentation (diminution) nette de l'encaisse au cours de la période		29 985	(47 589)
Encaisse au début de la période		111 155	43 745
ENCAISSE À LA FIN DE LA PÉRIODE	8	141 140	(3 844)
Autres renseignements sur les flux de trésorerie liés aux activités opérationnelles⁽¹⁾			
Intérêts reçus		11 765	25 074
Dividendes et distributions reçus		204 875	9 694
Impôts sur les bénéfices payés		(5 607)	(8 180)

⁽¹⁾ Au 1^{er} janvier 2026, un transfert à la juste valeur des investissements au sein des entreprises, coopératives et fonds externes du portefeuille d'investissements en capital de développement a été effectué vers deux nouveaux fonds partenaires (Desjardins Capital Appui PME S.E.C. et Desjardins Capital Équité S.E.C.) en contrepartie d'une participation de juste valeur équivalente. Cette transaction n'a eu aucun effet sur la trésorerie (voir la note 3).

Les notes afférentes ci-jointes font partie intégrante des présents états financiers individuels.

Notes afférentes aux états financiers individuels

Note 1 – Loi constitutive, mission, administration et investissements

Loi constitutive et mission

Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) est constitué par une loi sanctionnée par l'Assemblée nationale du Québec (R.L.R.Q. c. C-6.1) (la Loi) et est réputé avoir été constitué par dépôt de statuts le 1^{er} juillet 2001. CRCD a commencé ses activités le 5 novembre 2001 et est une personne morale à fonds social. CRCD a comme place d'affaires le 2, complexe Desjardins, tour Est, bureau 1717, Montréal (Québec), Canada, et son siège social est situé au 100, rue des Commandeurs, Lévis (Québec), Canada, et a pour mission d'investir son capital collectif au sein d'entreprises québécoises pour stimuler la création de richesse dans toutes les régions et pour les générations futures.

Administration

Les activités de CRCD sont administrées par un conseil d'administration composé de 13 membres, soit :

- six personnes nommées par la présidence de la Fédération des caisses Desjardins du Québec;
- trois personnes élues par l'assemblée générale des actionnaires;
- trois personnes nommées par les neuf membres nommés précédemment, dont une personne que ces membres jugent représentative des coopératives admissibles et une autre des autres entités admissibles décrites dans la Loi; et
- un administrateur Relations avec le Mouvement Desjardins nommé par les douze administrateurs.

Investissements

Conformément à sa mission, CRCD doit favoriser le développement économique des régions en investissant la majeure partie de son actif dans des investissements admissibles, sous forme de capital de développement et de capital de risque. Ces investissements peuvent être faits directement dans des entités québécoises admissibles ou indirectement dans des fonds d'investissements privés. Ces investissements sont regroupés et présentés sous l'appellation « investissements en capital de développement » anciennement connu sous le nom de « investissements à impact économique québécois ».

Les investissements admissibles de CRCD, selon la définition de la Loi, doivent représenter, en moyenne, au moins 65 % de l'actif net moyen de CRCD pour l'année précédente (« Norme d'investissement »). De plus, une partie représentant au moins 50 % de ce pourcentage doit être investie dans des entités situées dans les régions du Québec situées à l'extérieur de la Communauté métropolitaine de Montréal et de la Communauté métropolitaine de Québec (« Régions admissibles ») ou dans des coopératives admissibles, selon la définition de la Loi (« Norme régionale »).

Depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise l'ensemble de ses investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Gestion Desjardins Capital inc. (Desjardins Capital). Ces investissements sont effectués dans des fonds d'investissement gérés au Québec dans l'expectative que ces fonds investissent dans des entités québécoises admissibles. Des informations supplémentaires sont présentes à la note 3, Mise en place du nouveau modèle d'affaires.

Pour encadrer l'application de ces dispositions législatives, une politique a été approuvée par le conseil d'administration de CRCD et le ministre des Finances du Québec. Celle-ci prévoit notamment que (i) les investissements réalisés par les fonds partenaires dans des entités admissibles seront admissibles à la Norme d'investissement jusqu'à concurrence d'un montant équivalant aux sommes investies par CRCD dans ces fonds partenaires, et (ii) les investissements réalisés par les fonds partenaires dans des entités admissibles situées dans les Régions admissibles et les coopératives admissibles seront admissibles à la Norme régionale jusqu'à concurrence des sommes investies par CRCD dans ces fonds partenaires.

Advenant le non-respect de l'une ou l'autre de ces règles au terme d'un exercice, une réduction de l'émission de capital autorisée pour la période de capitalisation suivant la fin de l'exercice financier serait imposée.

Note 2 – Mode de présentation

Déclaration de conformité

CRCD a établi les présents états financiers individuels (les états financiers) conformément aux Normes internationales d'information financière publiées par l'International Accounting Standards Board (IASB) (Normes IFRS de comptabilité).

Certains chiffres de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle des états financiers de la période courante. Ces reclassements n'ont eu aucune incidence sur les résultats ni sur le total de l'actif et du passif de CRCD. Dans le contexte de son nouveau modèle d'affaires, CRCD a revu la présentation de certaines informations financières.

Ces états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration le 13 août 2026.

Base d'évaluation

Ces états financiers ont été préparés sur la base de la juste valeur, sauf en ce qui concerne l'encaisse, les comptes débiteurs autres que les montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement et des autres investissements, les comptes créditeurs, les immobilisations incorporelles ainsi que les impôts exigibles et différés, qui sont évalués au coût amorti et au coût.

Entité d'investissement

CRCD compte plusieurs actionnaires qui ne lui sont pas liés et détient plusieurs investissements directement ou indirectement dans des fonds partenaires. Les participations dans CRCD sont sous forme d'actions rachetables, sujettes à certaines conditions, qui sont présentées dans l'actif net, conformément à l'exemption visant les titres d'instruments remboursables au gré de l'actionnaire selon l'IAS 32, Instruments financiers : Présentation.

Avec la mise en place du nouveau modèle d'affaires (voir la note 3), CRCD a réexaminé, en tenant compte des faits et circonstances, s'il continue d'être une entité d'investissement tel que défini dans l'IFRS 10, États financiers consolidés (IFRS 10). CRCD a conclu qu'il demeure une entité d'investissement, car il obtient des fonds de plusieurs actionnaires, prend l'engagement auprès de ceux-ci de gérer les fonds dans le but d'apporter du rendement sur le capital, et mesure et évalue la performance de ses investissements sur une base de juste valeur. Conséquemment, CRCD ne prépare pas d'états financiers consolidés et les investissements dans les filiales et les entités associées présentés dans les investissements en capital de développement sont comptabilisés à la juste valeur par le biais du résultat net.

Monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle

Ces états financiers sont exprimés en dollars canadiens, cette monnaie étant également la monnaie fonctionnelle de CRCD. Les chiffres présentés dans les tableaux des notes afférentes sont en milliers de dollars, sauf indication contraire. Le symbole M\$ est utilisé pour désigner les millions de dollars.

Présentation du bilan

CRCD présente son bilan par ordre décroissant de liquidité. Tous les actifs et passifs sont des actifs et passifs non courants, étant donné qu'ils ne sont pas principalement détenus à des fins de transactions, à l'exception des éléments courants suivants : l'encaisse, les comptes débiteurs, les comptes créditeurs et les impôts exigibles et différés. La portion courante des autres investissements est présentée à la note 10 et celle des investissements en capital de développement est présentée à la note 11. La présentation de l'exercice précédent a été revu afin de la rendre conforme à la présentation de la période en cours.

Note 3 – Mise en place du nouveau modèle d'affaires

Le 1^{er} janvier 2026, le nouveau modèle d'affaires de CRCD est entré en vigueur. Dans le cadre de ce nouveau modèle, CRCD réalise désormais ses activités d'investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés établis et gérés par Desjardins Capital (fonds partenaires), soit les fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C., Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anciennement connu sous le nom de « Desjardins Capital PME s.e.c. ») ainsi que Desjardins Capital Équité S.E.C. Avant le 31 décembre 2025, CRCD détenait la majeure partie de ses investissements en capital de développement directement dans les entreprises, coopératives et fonds externes gérés par des gestionnaires autres que Desjardins Capital (fonds externes). Les informations présentées dans ces états financiers et principalement aux notes 11, 12, 16 et 17 pour la période terminée le 30 juin 2026 reflètent donc le nouveau modèle d'affaires.

Les changements apportés au modèle d'affaires n'ont aucune incidence sur les autres investissements.

Au 1^{er} janvier 2026, un transfert à la juste valeur des investissements au sein des entreprises, coopératives et fonds externes du portefeuille d'investissements en capital de développement a été effectué vers deux nouveaux fonds partenaires (Desjardins Capital Appui PME S.E.C. et Desjardins Capital Équité S.E.C.) en contrepartie d'une participation de juste valeur équivalente. Les investissements transférés ainsi que les parts de fonds obtenus sont représentés dans le tableau ci-bas. Pour plus de précisions, CRCD conserve les comptes débiteurs non encaissés sur les investissements en capital de développement en date du 31 décembre 2025 ainsi que le billet et les deux cautionnements. Ce transfert n'a eu aucun effet sur la trésorerie.

	Juste valeur		
	31 décembre 2025 \$	Transfert \$	1 ^{er} janvier 2026 \$
Non garantis			
Actions ordinaires	813 978	(813 978)	—
Actions privilégiées	276 043	(276 043)	—
Parts de fonds – Desjardins Capital Appui PME S.E.C.	—	931 827	931 827
Parts de fonds – Desjardins Capital Dette privée S.E.C.	424 503	—	424 503
Parts de fonds – Desjardins Capital Équité S.E.C.	—	577 459	577 459
Parts de fonds – Autres fonds partenaires	69 817	—	69 817
Parts de fonds – Fonds externes	69 423	(69 423)	—
Prêts et avances	340 207	(340 207)	—
Billet	1 905	—	1 905
Garantis			
Prêts et avances	9 635	(9 635)	—
Total	2 005 511	—	2 005 511

Compte tenu de l'évolution stratégique du modèle d'affaires, le modèle de tarification a été ajusté. Depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD verse à son gestionnaire, Desjardins Capital, des frais d'administration pour les services rendus à titre de gestionnaire de fonds d'investissement. Ces frais d'administration sont présentés dans les charges opérationnelles de CRCD. Des informations supplémentaires sont présentes à la note 17, Charges opérationnelles.

À titre de commanditaire des fonds partenaires, CRCD assume des frais de gestion pour chaque fonds basé sur des taux comparables au marché. Ces frais de gestion sont versés pour les services rendus par Desjardins Capital à titre de gestionnaire de ces fonds en fonction du montant de la participation de CRCD dans ces fonds. De plus, CRCD assume des frais de performance correspondant à une part de son rendement excédant un seuil déterminé par les ententes contractuelles et établi selon les pratiques du marché. Les frais de gestion ainsi que les frais de performance sont déduits à même le rendement de chacun des fonds et, conséquemment, reflétés dans la juste valeur de ces investissements.

Note 3 – Mise en place du nouveau modèle d'affaires (suite)

Avec l'implantation du nouveau modèle d'affaires, la gouvernance de CRCD a également été ajustée en ce qui concerne la gestion et le suivi du portefeuille d'investissements en capital de développement. Comme CRCD ne détient plus d'investissements directement dans les entreprises, coopératives ou fonds externes, son rôle de gouvernance se concentre désormais sur la détermination des pourcentages d'allocation d'actifs dans les différents fonds partenaires, tandis que la sélection et l'autorisation des investissements pour le compte des fonds partenaires relèvent de Desjardins Capital.

Note 4 – Méthodes comptables significatives

Dans le cadre du nouveau modèle d'affaires (voir la note 3), la présentation des méthodes comptables a été revue afin d'identifier clairement celles applicables à compter du 1^{er} janvier 2026, de celles s'appliquant exclusivement aux investissements en capital de développement réalisés directement dans les entreprises, coopératives et fonds externes jusqu'au 31 décembre 2025. Des précisions ont également été apportées sur certaines méthodes désormais significatives dans le nouveau modèle et pour distinguer, lorsque nécessaire, les méthodes applicables au nouveau modèle de celles utilisées à la période comparative.

a) Filiales et entreprises associées

Dans l'application des Normes IFRS de comptabilité, CRCD a exercé des jugements importants afin de déterminer si certaines sociétés en commandite sont contrôlées par CRCD au sens de l'IFRS 10, États financiers consolidés, et si certaines autres sociétés en commandite constituent plutôt des placements ne donnant lieu ni à un contrôle ni à une influence notable, et comptabilisés conformément à l'IFRS 9, Instruments financiers.

CRCD a conclu qu'elle contrôle les sociétés en commandite Desjardins Capital Appui PME S.E.C., Desjardins Capital Équité S.E.C. et Société en commandite Essor et Coopération, puisqu'elle a le pouvoir sur les activités pertinentes, a droit à des rendements variables en raison de son implication dans ces entités et qu'elle a la capacité d'influer sur ces rendements par son pouvoir sur les activités pertinentes. Toutefois, puisque CRCD répond à la définition d'une entité d'investissement, ces filiales ne sont pas consolidées et sont plutôt comptabilisées à la juste valeur par le biais du résultat net.

b) Instruments financiers

Comptabilisation et décomptabilisation

CRCD comptabilise les instruments financiers à la juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. La juste valeur à la comptabilisation initiale correspond généralement au prix de transaction, soit la contrepartie versée ou reçue. Les frais de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à la disposition d'instruments financiers évalués à la juste valeur par le biais du résultat net sont comptabilisés directement au résultat net lorsqu'ils sont engagés. Dans le cas des instruments financiers qui ne sont pas évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission de l'instrument sont inclus dans la valeur comptable initiale de l'actif financier ou du passif financier. Ces coûts comprennent notamment les honoraires professionnels, commissions et autres frais directement liés à la transaction.

Les achats ou les ventes d'actifs financiers sont comptabilisés à la date de transaction. Un actif financier est décomptabilisé lorsque CRCD n'a plus les droits contractuels de recevoir les flux de trésorerie liés à cet actif ou lorsqu'il a transféré ces droits ainsi que la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif. Un passif financier est décomptabilisé à l'extinction de l'obligation, soit lorsque l'obligation précisée au contrat est éteinte, annulée ou expirée.

Note 4 – Méthodes comptables significatives (suite)

b) Instruments financiers (suite)

Classement et évaluation

Les actifs financiers sont classés, lors de leur comptabilisation initiale, en fonction du modèle économique suivi par CRCD pour la gestion de ces actifs financiers ainsi que des caractéristiques de leurs flux de trésorerie contractuels.

Les investissements en capital de développement, les autres investissements ainsi que les montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement et des autres investissements (comptes débiteurs) sont classés à la juste valeur par le biais du résultat net puisque ces instruments financiers font partie d'un portefeuille géré conformément à une stratégie de gestion intégrée des actifs financiers documentée dont la performance est évaluée à la juste valeur et dont les informations sont fournies à l'interne sur cette base aux principaux dirigeants de CRCD. Ainsi, tout gain (perte) sur investissements qui en découle est comptabilisé au bénéfice net.

L'encaisse, tous les autres débiteurs et les comptes créditeurs sont classés et évalués au coût amorti, qui se rapproche de leur juste valeur étant donné leur nature et leur courte échéance.

c) Évaluation de la juste valeur

La juste valeur s'entend du prix qui serait reçu pour la vente d'un actif ou payé pour le transfert d'un passif lors d'une transaction normale entre des intervenants du marché à la date d'évaluation.

Juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés

La juste valeur des actifs et des passifs négociés sur des marchés considérés comme actifs est basée sur le prix coté situé entre le cours acheteur et le cours vendeur qui reflète le mieux la juste valeur selon les circonstances. Dans certains cas, si le marché n'est pas considéré comme actif, le dernier prix coté situé entre le cours vendeur et le cours acheteur peut être ajusté pour refléter adéquatement la juste valeur.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, les actifs et passifs négociés sur des marchés se retrouvent uniquement dans les autres investissements considérant que CRCD a transféré l'ensemble de ses investissements en capital de développement détenus directement dans les entreprises vers les fonds partenaires privés qui ne sont pas négociés sur des marchés. Au 31 décembre 2025, les investissements en capital de développement incluent également des actifs et passifs négociés sur des marchés.

Juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés

Lorsque des actifs et des passifs ne sont pas négociés sur des marchés, la juste valeur est déterminée à partir de techniques d'évaluation choisies selon certains critères déterminés et en fonction des conditions qui prévalent sur les marchés à chaque date de présentation de l'information financière. La méthode d'évaluation employée pour un instrument financier donné est généralement la même d'une période à l'autre, sauf dans les cas où un changement aboutit à des estimations plus précises de la juste valeur. Les instruments financiers qui ne sont pas négociés sur des marchés sont principalement inclus dans les investissements en capital de développement. La juste valeur des investissements en capital de développement est établie en utilisant des techniques et des principes d'évaluation s'appuyant sur des lignes directrices généralement utilisées dans l'industrie du capital de risque au Québec par les professionnels en évaluation d'entreprises détenant le titre professionnel d'expert en évaluation d'entreprises (EEE), et ce, dans le respect des Normes IFRS de comptabilité.

Note 4 – Méthodes comptables significatives (suite)

c) Évaluation de la juste valeur (suite)

Application au 1^{er} janvier 2026

Depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise ses activités d'investissement en capital de développement exclusivement de manière indirecte en investissant dans des fonds d'investissements privés. La juste valeur de ces participations s'appuie sur une seule technique d'évaluation, soit celle de l'actif net redressé, qui est basée sur les derniers états financiers des fonds partenaires, ajustée, le cas échéant, pour tenir compte des éléments survenus entre la date des états financiers et la date d'évaluation. Les états financiers des principaux fonds partenaires dans lesquels CRCD investit, qui détiennent directement des investissements dans les entreprises, coopératives et fonds externes évalués à la juste valeur, sont audités semestriellement. Les techniques d'évaluation utilisées par les fonds partenaires varient en fonction notamment des instruments financiers. Les principales techniques sont l'actualisation des flux monétaires contractuels, la capitalisation des flux monétaires et l'actif net redressé.

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit de l'entité. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions des autres investissements, correspond à la valeur de rachat des parts détenues, établie à partir de la valeur liquidative fournie par les gestionnaires de fonds à la date d'évaluation.

En ce qui concerne les participations en fonds dans les autres investissements, celles-ci sont inscrites à leur juste valeur et n'ont connu aucun changement avec la mise en place du nouveau modèle d'affaires. La juste valeur représente l'actif net par part, telle qu'elle est établie par les fonds en date d'évaluation.

Données comparatives au 31 décembre 2025 et pour la période terminée le 30 juin

Jusqu'au 31 décembre 2025, CRCD réalise ses activités d'investissement directement dans les entreprises, coopératives et de manière indirecte dans des fonds externes. CRCD évalue ses actifs et passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés, que ceux-ci soient dans les investissements en capital de développement ou dans les autres investissements selon les techniques suivantes :

Prêts et avances, actions non participantes

La juste valeur des prêts et avances ainsi que des actions non participantes est déterminée par l'actualisation des flux monétaires contractuels qui devraient être perçus par CRCD en utilisant un taux d'actualisation qui reflète le rendement qu'il exigerait compte tenu du risque de crédit de l'entité.

Actions participantes

La principale technique utilisée pour déterminer la juste valeur des actions participantes est celle de la capitalisation des flux monétaires. Les deux principales variables utilisées dans cette technique sont le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation. Pour déterminer le flux monétaire caractéristique, une estimation des flux monétaires récurrents est effectuée à partir des résultats historiques de l'entité et/ou de ses prévisions financières. Par la suite, un facteur de pondération est appliqué à chacun des flux retenus afin de refléter sa probabilité de réalisation. Le taux de capitalisation utilisé pour capitaliser le flux caractéristique ainsi obtenu reflète la façon selon laquelle l'entité pourrait financer ses opérations et les risques afférents à la réalisation de ce flux caractéristique.

Lorsque le prix d'une transaction récente négocié entre des parties non liées dans des conditions normales de concurrence est disponible, cette technique d'évaluation est retenue. Il peut être aussi approprié d'utiliser une technique basée sur une offre d'achat reçue d'un tiers lorsque celle-ci est jugée sérieuse et crédible. Un jugement est nécessaire afin de déterminer si la juste valeur de cette transaction récente ou de l'offre d'achat représente la meilleure indication de la juste valeur à la date d'évaluation. La période pendant laquelle il est jugé approprié de faire référence à une transaction passée ou à une offre d'achat dépend des circonstances propres à chaque investissement.

Note 4 – Méthodes comptables significatives (suite)

c) Évaluation de la juste valeur (suite)

Données comparatives au 31 décembre 2025 et pour la période terminée le 30 juin (suite)

Actions participantes (suite)

Une autre technique d'évaluation utilisée est celle de l'actif net redressé qui consiste à réévaluer l'ensemble des actifs et des passifs qui se trouvent au bilan de l'entité à leur juste valeur à la date de l'évaluation. Les principaux redressements effectués sont ceux liés à la juste valeur des actifs et des passifs, aux nouvelles informations disponibles et aux événements importants survenus entre la date du bilan de l'entité et la date d'évaluation.

Fonds d'investissements

Les participations en fonds d'investissements, dont les fonds partenaires, sont évalués selon la technique d'évaluation de l'actif net redressé selon les derniers états financiers audités, ajustée pour tenir compte des éléments survenus entre la date des états financiers et la date d'évaluation.

Fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers, fonds d'infrastructures et fonds de stratégies d'actions neutres au marché

Les participations en fonds d'actions canadiennes, fonds immobiliers, fonds d'infrastructures et fonds de stratégies d'actions neutres au marché sont inscrites à leur juste valeur. La juste valeur représente l'actif net par part, tel qu'elle est établie par les fonds en date d'évaluation.

Montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement

La juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement est déterminée selon la méthode d'actualisation des flux monétaires contractuels et prend notamment en considération le risque de crédit de l'entité. Généralement, l'estimation des montants à recevoir et du moment de leur recouvrement dépend d'événements futurs ou de la réalisation de certaines conditions.

d) Capital-actions

Les actions ordinaires de CRCD sont rachetables au gré de l'actionnaire, soumises à certaines conditions, et constituent donc des passifs financiers et sont présentées dans l'actif net.

Les émissions et les rachats d'actions sont comptabilisés comme des transactions portant sur l'actif net. Les rachats d'actions sont comptabilisés lorsque les demandes sont approuvées en vertu des critères de rachat à la valeur de rachat en vigueur; et sont décomptabilisés sur la base du coût moyen.

e) Constatation des produits

Intérêts

Depuis le 1^{er} janvier 2026, les intérêts proviennent exclusivement des autres investissements et sont comptabilisés selon la méthode du taux d'intérêt effectif. L'amortissement des primes et des escomptes selon cette méthode est enregistré à l'état du résultat global, sous la rubrique « Intérêts ». Jusqu'au 31 décembre 2025, les intérêts proviennent aussi des investissements en capital de développement réalisés directement dans les entreprises, coopératives et fonds externes et sont comptabilisés au taux contractuel lorsque leur encaissement est raisonnablement assuré.

Note 4 – Méthodes comptables significatives (suite)

e) Constatation des produits (suite)

Dividendes et distributions

Depuis le 1^{er} janvier 2026, les dividendes et distributions proviennent des investissements en capital de développement réalisés dans les fonds en déploiement actif Desjardins Capital Appui PME S.E.C., Desjardins Capital Dette privée S.E.C. et Desjardins Capital Équité S.E.C. et des autres investissements. Jusqu'au 31 décembre 2025, les dividendes proviennent aussi des investissements en capital de développement réalisés directement dans les entreprises et coopératives. Les dividendes sont comptabilisés à la date d'inscription aux registres des actionnaires et lorsqu'ils sont déclarés par les sociétés émettrices des actions.

Les distributions sont comptabilisées lorsqu'elles sont déclarées par les fonds des portefeuilles d'investissements en capital de développement et des autres investissements.

Gains et pertes

Les gains et les pertes réalisés sur les investissements sont comptabilisés au moment de la vente et correspondent à l'écart entre le produit de la cession et le coût. Depuis le 1^{er} janvier 2026, les gains et pertes réalisés sur les investissements en capital de développement proviennent exclusivement du rachat de parts des fonds partenaires dont le coût représente le montant investi par CRCD. Jusqu'au 31 décembre 2025, les gains et pertes réalisés sur ces investissements comprennent aussi les cessions des investissements directement dans les entreprises et coopératives dont le coût représente le montant investi par CRCD.

Les variations de la juste valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements sont considérées comme un ajustement du produit de cession et sont donc comptabilisées comme gains et pertes réalisés. Les gains et les pertes réalisés sur un passif financier sont comptabilisés lorsque celui-ci est payé et correspondent à l'écart entre le montant payé par CRCD en règlement du passif financier et la valeur initiale.

f) Contrats de change

Dans le cadre de ses activités d'investissements en capital de développement, CRCD a recours à des contrats de change qui visent la couverture systématique du risque de devises relatif aux actifs évalués en devises, à moins que celui-ci ne fasse partie du rendement attendu à long terme de certaines catégories d'actifs. CRCD a choisi de ne pas appliquer la comptabilité de couverture. CRCD couvre économiquement les investissements en capital de développement en devise réalisés par les fonds partenaires à la hauteur de sa participation dans ces fonds.

g) Impôts sur le bénéfice

La charge d'impôts sur le bénéfice comprend la charge d'impôts exigibles et la charge d'impôts différés. Les impôts sur le bénéfice sont comptabilisés à l'état du résultat global.

L'impôt exigible est le montant de l'impôt sur le bénéfice payable au titre du bénéfice imposable de la période, calculé selon les taux d'impôt adoptés ou quasi adoptés à la clôture de la période de présentation de l'information financière et tout ajustement de l'impôt à payer à l'égard des périodes antérieures.

L'impôt différé est comptabilisé au titre des différences temporelles survenant entre les bases fiscales des actifs et des passifs et leurs valeurs comptables dans les états financiers, sauf ceux liés aux gains latents décrits au paragraphe suivant. L'impôt différé est calculé sur une base non actualisée au moyen des taux d'impôt et des réglementations fiscales qui ont été adoptées ou quasi adoptées à la date de clôture et dont l'application est attendue sur la période au cours de laquelle l'actif d'impôt différé sera réalisé ou le passif d'impôt différé sera réglé. Un actif d'impôt différé est comptabilisé seulement dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur, auquel les différences temporelles pourront être imputées, sera disponible.

Note 4 – Méthodes comptables significatives (suite)

g) Impôts sur le bénéfice (suite)

CRCD est assujéti à l'impôt fédéral et à l'impôt provincial sur son bénéfice. Il est également assujéti aux règles d'impôts applicables aux sociétés de placement à capital variable. Aux fins de l'impôt fédéral, CRCD peut, entre autres, obtenir le remboursement de son impôt payé sur ses gains en capital en procédant au rachat de ses actions. Ce remboursement attendu d'impôts est constaté à titre d'actif au bilan. CRCD se considère, en substance, comme exempté des impôts fédéraux sur le bénéfice liés aux gains (pertes) en capital aux fins de l'application des Normes IFRS de comptabilité et, par conséquent, ne constate aucun impôt différé relié aux gains (pertes) latents sur les investissements et aux recouvrements latents découlant des mécanismes fiscaux liés à l'impôt en main remboursable au titre des gains en capital. Aux fins de l'impôt provincial, les gains (pertes) en capital réalisés ne sont pas imposables (déductibles).

Note 5 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses

La préparation des états financiers conformément aux Normes IFRS de comptabilité exige que CRCD exerce des jugements et ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés de certains actifs, passifs, produits et charges ainsi que sur l'information connexe. Des modifications apportées aux hypothèses peuvent avoir une incidence importante sur les états financiers de la période au cours de laquelle ces hypothèses ont été modifiées. CRCD estime que les hypothèses utilisées sont appropriées et que ses états financiers présentent, par conséquent, une image fidèle de sa situation financière et de ses résultats.

La principale méthode comptable qui nécessite que CRCD porte des jugements subjectifs ou complexes, souvent sur des questions de nature incertaine, concerne l'évaluation de la juste valeur des actifs et des passifs qui ne sont pas négociés sur des marchés, principalement pour les investissements en capital de développement. Le contexte économique et géopolitique mondial continue d'avoir une incidence sur les jugements posés, ainsi que sur les estimations et hypothèses importantes formulées par la direction aux fins de l'établissement des états financiers de la période de six mois terminée le 30 juin 2026. Les jugements, estimations et hypothèses qui seront formulés pour les prochaines périodes seront réévalués à la lumière de l'évolution de ce contexte hautement incertain et pourraient donc différer de ceux qui ont été formulés pour la préparation des présents états financiers.

Le niveau de subjectivité des jugements, estimations et hypothèses varient selon les techniques d'évaluation utilisées qui reposent sur la nature et les caractéristiques de l'instrument financier. Le cadre de gestion applicable au processus d'évaluation des investissements en capital de développement est défini dans le Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement (Règlement sur l'information continue) mis en place par l'Autorité des marchés financiers (AMF).

Conformément à ce qui est prévu dans le Règlement sur l'information continue, au moment de présenter les états financiers annuels ou intermédiaires de CRCD à son comité d'audit et de gestion des risques, il incombe à deux représentants désignés de CRCD de confirmer le caractère raisonnable de la juste valeur globale du portefeuille d'investissements en capital de développement et d'attester que la juste valeur de chacun de ces investissements a été établie dans le cadre d'un processus structuré.

Note 5 – Jugements significatifs, estimations et hypothèses (suite)

Application au 1^{er} janvier 2026

Depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise ses activités d'investissement en capital de développement exclusivement de manière indirecte en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital (voir la note 3). La juste valeur de ces participations s'appuie sur une seule méthode d'évaluation qui est basée sur les derniers états financiers audités des fonds, ajustée, le cas échéant, pour tenir compte des éléments survenus entre la date des états financiers et la date d'évaluation. Le jugement posé repose donc sur les informations en provenance des fonds partenaires. Les états financiers des principaux fonds partenaires dans lesquels CRCD investit, soit les fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C., Desjardins Capital Dette privée S.E.C. ainsi que Desjardins Capital Équité S.E.C., qui détiennent directement des investissements dans les entreprises, coopératives et fonds externes évalués à la juste valeur, sont audités semestriellement. À titre de commanditaire de ces fonds partenaires, CRCD reçoit également des informations sur le portefeuille et la performance de ces fonds.

Données comparatives au 31 décembre 2025

Jusqu'au 31 décembre 2025, considérant les investissements en capital de développement réalisés directement dans les entreprises, coopératives et fonds externes, un jugement important est posé sur les hypothèses utilisées dans les différentes techniques d'évaluation. Bien que, dans la mesure du possible, ces techniques fassent appel à des données observables, la juste valeur est également établie au moyen de données et d'estimations internes (données non observables) qui tiennent compte des caractéristiques propres à l'instrument financier ainsi que de tout facteur pertinent pour l'évaluation. L'utilisation de données non observables requiert le recours au jugement de la part de CRCD afin que celles-ci reflètent les hypothèses que les intervenants du marché utiliseraient pour fixer la juste valeur à partir de la meilleure information disponible au 31 décembre 2025 dans les circonstances. CRCD considère comme des données observables les données de marché qui sont faciles à obtenir, diffusées et mises à jour périodiquement, fiables et vérifiables, non exclusives et fournies par des sources indépendantes qui sont des intervenants actifs sur le marché en question.

Note 6 – Modifications comptables futures

L'IASB a publié en avril 2024 l'IFRS 18, Présentation et informations à fournir dans les états financiers (IFRS 18) qui remplacera l'actuelle norme IAS 1, Présentation des états financiers.

L'IFRS 18 introduit trois nouveaux éléments qui visent à améliorer la présentation des informations fournies dans les états financiers. L'IFRS 18 introduit trois nouvelles catégories de produits et de charges (exploitation, investissement et financement) afin d'améliorer la comparabilité de l'état des résultats entre les sociétés. De plus, l'IFRS 18 a pour objectif d'améliorer la transparence des indicateurs de performance définis par la direction. Finalement, l'IFRS 18 fournit des indications sur la manière de présenter les informations se retrouvant dans les états financiers.

Les dispositions de la nouvelle norme IFRS 18 s'appliqueront de manière rétrospective aux exercices ouverts à compter du 1^{er} janvier 2027. CRCD évalue actuellement l'incidence de l'adoption de cette norme sur ses états financiers.

Il n'y a aucune autre norme comptable publiée par l'IASB qui n'est pas encore en vigueur au 30 juin 2026 et qui pourrait avoir une incidence significative sur les états financiers de CRCD.

Note 7 – Risques associés aux instruments financiers

Les risques associés aux instruments financiers ayant une incidence sur la situation financière de CRCD sont discutés en détail dans la section « Risques financiers » du rapport de gestion de CRCD, laquelle section incluent les rubriques « Risque de marché », « Risque de crédit et de contrepartie », « Risque de concentration » et « Risque de liquidité » qui font partie intégrante des états financiers audités.

Note 8 – Encaisse

L'encaisse se compose de la trésorerie et des instruments de marché monétaire dont l'échéance au moment de l'acquisition est inférieure à 90 jours. Aucun instrument de marché monétaire n'est détenu au 30 juin 2026 ni au 31 décembre 2025.

Au 30 juin 2026, aucun montant de trésorerie n'est inclus en fidéicommiss (1,3 M\$ au 31 décembre 2025).

Note 9 – Comptes débiteurs

	Au 30 juin 2026 \$	Au 31 décembre 2025 \$
Intérêts, dividendes et distributions à recevoir sur les investissements en capital de développement et autres investissements	6 705	19 263
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement	12 550	13 003
Montants à recevoir sur les cessions des autres investissements	14 962	—
Montant à recevoir pour le remboursement des frais de performance des fonds (note 17)	32 136	—
Autres	1 089	12
Total	67 442	32 278

Les changements de risque de crédit n'ont pas eu d'impact significatif sur la valeur des montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement et des autres investissements. Ces montants à recevoir incluent des montants libellés en dollars américains pour une somme de 17,2 M\$ (2,1 M\$ au 31 décembre 2025).

Selon les informations disponibles à la date de clôture et les hypothèses posées sur le moment du recouvrement, CRCD s'attend à recouvrer des comptes débiteurs d'une valeur de 66,5 M\$ (31,4 M\$ au 31 décembre 2025) au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 10 – Autres investissements

Le Relevé des autres investissements non audité peut être obtenu sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com. Ce relevé ne fait pas partie intégrante des états financiers.

	Au 30 juin 2026		
	Coût \$	Gains (pertes) non réalisés \$	Juste valeur \$
Actifs - Autres investissements			
Obligations			
Fédérales ou garanties	115 686	(5 162)	110 524
Provinciales, municipales ou garanties	188 865	(8 554)	180 311
	304 551	(13 716)	290 835
Contrats de change ⁽¹⁾	—	189	189
Fonds d'actions canadiennes	56 707	31 053	87 760
Fonds immobiliers	78 709	9 264	87 973
Fonds d'infrastructures	60 000	18 996	78 996
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	103 907	4 622	108 529
Total	603 874	50 408	654 282

Note 10 – Autres investissements (suite)

	Au 31 décembre 2025		
	Coût \$	Gains (pertes) non réalisés \$	Juste valeur \$
Actifs - Autres investissements			
Obligations			
Fédérales ou garanties	102 928	(6 328)	96 600
Provinciales, municipales ou garanties	183 420	(13 215)	170 205
	286 348	(19 543)	266 805
Contrats de change ⁽¹⁾	—	(334)	(334)
Fonds d'actions canadiennes	56 587	24 214	80 801
Fonds immobiliers	95 802	5 850	101 652
Fonds d'infrastructures	60 000	16 763	76 763
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché	101 510	(2 951)	98 559
Total	600 247	23 999	624 246

⁽¹⁾ Les contrats de change pour vendre un notionnel de 75,2 M\$ US (75,6 M\$ US au 31 décembre 2025) et un notionnel de 16,2 M€ (17,8 M€ au 31 décembre 2025) ont une échéance de six mois.

Répartition des obligations par échéance

	Au 30 juin 2026		
	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	25 306	279 245	304 551
Valeur nominale	27 432	347 811	375 243
Juste valeur	25 251	265 584	290 835
Taux moyen nominal ⁽¹⁾	1,26 %	2,67 %	2,57 %
Taux moyen effectif	3,01 %	3,95 %	3,87 %

	Au 31 décembre 2025		
	De 1 an à 5 ans \$	Plus de 5 ans \$	Total \$
Coût	10 824	275 524	286 348
Valeur nominale	12 225	338 188	350 413
Juste valeur	10 875	255 930	266 805
Taux moyen nominal ⁽¹⁾	0,56 %	2,59 %	2,52 %
Taux moyen effectif	3,09 %	3,84 %	3,81 %

⁽¹⁾ La totalité des obligations portent intérêt à taux fixe.

Les autres investissements incluent des investissements qui sont exposés aux monnaies étrangères, soit le dollar américain et l'euro, pour une juste valeur en dollars canadiens de 48,6 M\$ (65,1 M\$ au 31 décembre 2025).

Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2026, les produits d'intérêts sur les obligations comptabilisés selon le taux d'intérêt effectif sont de 5,6 M\$ (5,3 M\$ pour la période de six mois terminée le 30 juin 2025).

Note 11 – Investissements en capital de développement

Le Relevé du coût des investissements en capital de développement audité ainsi que le Répertoire de la quote-part des investissements dans les fonds partenaires non audité peuvent être obtenus sur demande en écrivant à la place d'affaires de CRCD ou en consultant son site Internet, à l'adresse www.capitalregional.com et sur SEDAR+ à l'adresse www.sedarplus.com. Ce relevé et ce répertoire ne font pas partie intégrante des états financiers.

Depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise l'ensemble de ses investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital (voir la note 3). Les informations présentées au 31 décembre 2025 représentent les investissements en capital de développement réalisés directement dans les entreprises et coopératives. En ce qui a trait aux parts de fonds, celles-ci sont composées des participations de CRCD dans les fonds partenaires, incluant le fonds Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anciennement connu sous le nom de « Desjardins Capital PME s.e.c. »), ainsi que des participations dans des fonds externes.

Répartition des investissements par instrument financier

	Au 30 juin 2026		
	Coût \$	Gains (pertes) non réalisés \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Parts de fonds – Desjardins Capital Appui PME S.E.C.	956 827	(139 037)	817 790
Parts de fonds – Desjardins Capital Dette privée S.E.C.	339 895	100 336	440 231
Parts de fonds – Desjardins Capital Équité S.E.C.	587 459	55 504	642 963
Parts de fonds – Autres fonds partenaires	38 535	30 144	68 679
Billet	397	1 241	1 638
Total	1 923 113	48 188	1 971 301

	Au 31 décembre 2025		
	Coût \$	Gains (pertes) non réalisés \$	Juste valeur \$
Non garantis			
Actions ordinaires	564 625	249 353	813 978
Actions privilégiées	291 364	(15 321)	276 043
Parts de fonds – Desjardins Capital PME s.e.c.	339 895	84 608	424 503
Parts de fonds – Autres fonds partenaires	39 410	30 407	69 817
Parts de fonds – Fonds externes	59 357	10 066	69 423
Prêts et avances ⁽¹⁾	392 339	(52 132)	340 207
Billet	397	1 508	1 905
Garantis			
Prêts et avances ⁽¹⁾	13 864	(4 229)	9 635
Total	1 701 251	304 260	2 005 511

⁽¹⁾ Les prêts et avances portent intérêt au taux moyen pondéré de 8,8 % et ont une durée moyenne résiduelle de 3,5 années. Pour la majorité des prêts et avances portant intérêt, le taux d'intérêt est fixe. Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2025, les produits d'intérêts comptabilisés selon le taux contractuel sont de 18,6 M\$. La juste valeur de ces prêts et avances échéant dans moins d'un an est de 36,4 M\$.

Les investissements en capital de développement incluent des investissements évalués en euros pour une juste valeur en dollars canadiens de 23,3 M\$ (25,4 M\$ au 31 décembre 2025) et aucun investissement évalué en dollars américains (juste valeur en dollars canadiens de 100,6 M\$ au 31 décembre 2025).

Note 11 – Investissements en capital de développement (suite)

Répartition des investissements et des engagements par secteur d'activité

Afin de remplir les objectifs énoncés par la norme IFRS 7, Instruments financiers: Informations à fournir en ce qui concerne l'importance des instruments financiers au regard de sa situation et performance financières, CRCD a déterminé que la présentation par secteur d'activité pour les investissements sous-jacents réalisés dans les fonds partenaires, lesquels sont considérés à la hauteur de sa participation dans ces fonds, est requise. Les informations relatives aux investissements dans les fonds externes détenus indirectement par CRCD au 30 juin 2026 et directement au 31 décembre 2025, sont présentés dans le secteur « Fonds ».

Secteur d'activité ⁽¹⁾	Au 30 juin 2026				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	842 198	793 627	207 055	80 233	1 923 113
Gains (pertes) non réalisés	28 054	19 166	(6 802)	7 770	48 188
Juste valeur	870 252	812 793	200 253	88 003	1 971 301
Fonds engagés mais non déboursés ⁽²⁾					59 482
Cautionnements ^{(2) (3)}					7 044
Total					2 037 827

Secteur d'activité ⁽¹⁾⁽⁴⁾	Au 31 décembre 2025				
	Manufacturier \$	Services \$	Innovations technologiques \$	Fonds \$	Total \$
Investissements, au coût	641 189	789 598	213 001	57 463	1 701 251
Gains (pertes) non réalisés	223 589	86 819	(21 519)	15 371	304 260
Juste valeur	864 778	876 417	191 482	72 834	2 005 511
Fonds engagés mais non déboursés ⁽²⁾					184 778
Cautionnement ^{(2) (3)}					7 044
Total					2 197 333

⁽¹⁾ Les autres éléments d'actifs détenus des fonds partenaires ont été ventilés en fonction de la juste valeur des investissements de chacun des secteurs.

⁽²⁾ Les fonds engagés mais non déboursés, ainsi que les cautionnements n'apparaissent pas au bilan.

⁽³⁾ En vertu de l'article 22 de sa loi constitutive, lorsque CRCD fait un investissement sous la forme d'une garantie ou d'un cautionnement, il doit établir et maintenir pour la durée d'un tel investissement une réserve équivalente à au moins 50 % de sa valeur. Cette réserve est constituée à même les autres investissements.

⁽⁴⁾ Afin d'améliorer la présentation des investissements par secteur d'activité, CRCD a jugé préférable de répartir entre les secteurs concernés ceux réalisés par les fonds partenaires. Les données comparatives pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025 ont donc été reclassées afin d'être présentées sur une base conforme à celle de la période courante.

Fonds engagés mais non déboursés

Au 30 juin 2026, les fonds engagés mais non déboursés représentent les sommes engagées par CRCD envers les fonds partenaires, mais non encore déboursées à cette date. Au 31 décembre 2025, les fonds engagés mais non déboursés comprennent les sommes engagées par CRCD envers les fonds partenaires ainsi que les sommes à déboursier auprès des entreprises, coopératives et fonds externes détenus directement par CRCD. Les déboursés futurs sont assujettis au respect de certaines conditions. En supposant que les conditions seront respectées, les paiements exigibles au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2026 aux fonds partenaires sont de 35 M\$.

Cautionnements

Au 30 juin 2026, CRCD a consenti des cautionnements d'un montant total de 7,0 M\$, dans le cadre de cautions adossées à des prêts octroyés à des entreprises dans lesquelles CRCD a investi avant le 1^{er} janvier 2026 (7,0 M\$ au 31 décembre 2025). Ces cautionnements ne peuvent être invoqués que dans le cas où une entreprise ne respecterait pas ses obligations contractuelles. Au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025, la durée de ces cautions au moment de leur octroi variait de trois à cinq ans. Au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025, aucun montant n'a été comptabilisé au passif à titre de provision pour perte de crédit attendue découlant de ces cautionnements consentis.

Note 11 – Investissements en capital de développement (suite)

Investissements dans les filiales et les entités associées

À la suite des analyses quantitatives et qualitatives effectuées, CRCD a déterminé qu'il détient le contrôle (filiales) ou qu'il exerce une influence notable (entités associées) sur le nombre d'entités suivant :

	Au 30 juin 2026		Au 31 décembre 2025	
	Nombre	Juste valeur \$	Nombre	Juste valeur \$
Filiales				
Entreprises partenaires	5	157 693	6	208 028
Fonds partenaires ⁽¹⁾	3	1 478 595	1	18 176
Entités associées				
Entreprises partenaires	—	—	56	764 594
Fonds partenaires ⁽¹⁾	—	—	3	21 307

⁽¹⁾ Dans le contexte de son nouveau modèle d'affaires, CRCD a réévalué la classification de certains investissements dans des sociétés en commandite. Ainsi, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025, un investissement précédemment présenté à titre d'entité associée est désormais présenté comme une filiale. De plus, cinq investissements auparavant présentés comme des entités associées ne sont plus présentés à la suite de la mise à jour de l'analyse puisque CRCD n'exerce aucune influence notable.

L'établissement principal de ces entités est au Québec et le pays de constitution est le Canada.

Les participations dans le capital-actions des entreprises partenaires sont constituées d'actions ordinaires et d'actions privilégiées. Le pourcentage des titres de participation détenus directement par CRCD ou indirectement via les fonds partenaires dans chacune de ces entreprises partenaires est de 50 % et plus pour les filiales et se situe entre 2 % et 50 % pour les entités associées au 31 décembre 2025. Au 30 juin 2026, les droits de vote sont équivalents à la proportion des intérêts détenus à l'exception de deux filiales (deux filiales et 16 entités associées au 31 décembre 2025).

Les participations dans les fonds partenaires sont constituées de parts. Le pourcentage de détention dans chacun de ces fonds partenaires varie entre 95 % et 100 % pour les filiales au 30 juin 2026 et varie entre 13 % et 33 % pour les entités associées au 31 décembre 2025.

Note 12 – Juste valeur des instruments financiers

La mise en place du nouveau modèle d'affaires au 1^{er} janvier 2026 (voir la note 3) amène l'utilisation d'une seule technique d'évaluation pour l'ensemble des investissements en capital de développement qui sont réalisés exclusivement de manière indirecte dans des fonds partenaires. Jusqu'au 31 décembre 2025, la majeure partie des investissements en capital de développement était réalisée directement dans les entreprises, coopératives et fonds externes, ce qui fait que les informations comparatives sont présentées différemment.

Niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur

Les instruments financiers sont catégorisés selon les trois niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : évaluation basée sur les cours (non ajustés) observés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Niveau 2 : les données concernant l'actif ou le passif utilisées dans l'évaluation, autres que les cours du marché inclus dans les données d'entrée de niveau 1, sont observables directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées de prix); et
- Niveau 3 : les données relatives à l'actif ou au passif utilisées dans l'évaluation ne sont pas fondées sur des données observables de marché (à savoir des données non observables).

Note 12 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Les tableaux qui suivent présentent la répartition des évaluations à la juste valeur des instruments financiers comptabilisés à la juste valeur au bilan selon ces trois niveaux :

	Au 30 juin 2026			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements en capital de développement	—	—	1 971 301	1 971 301
Autres investissements	486 464	849	166 969	654 282
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement	—	—	12 550	12 550
Montants à recevoir sur les cessions des autres investissements	—	—	14 962	14 962
Total des actifs financiers	486 464	849	2 165 782	2 653 095

	Au 31 décembre 2025			
	Niveau 1 \$	Niveau 2 \$	Niveau 3 \$	Total \$
Actifs financiers				
Investissements en capital de développement	17 280	—	1 988 231	2 005 511
Autres investissements	444 116	1 715	178 415	624 246
Montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement	—	—	13 003	13 003
Total des actifs financiers	461 396	1 715	2 179 649	2 642 760

Les transferts entre les niveaux hiérarchiques des instruments financiers évalués à la juste valeur se font à la date de clôture de la période visée. Il n'y a eu aucun transfert entre les niveaux au cours de la période de six mois terminée le 30 juin 2026 (aucun transfert au cours de l'exercice terminé le 31 décembre 2025).

Instruments financiers classés dans le niveau 3

Les tableaux suivants présentent le rapprochement entre les soldes de début et de fin des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2026			
	Investissements en capital de développement \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement \$	Montants à recevoir sur les cessions des autres investissements \$
Juste valeur au 31 décembre 2025	1 988 231	178 415	13 003	—
Gains (pertes) réalisés	198 513	(3 200)	(453)	—
Gains (pertes) non réalisés	(263 845)	6 015	—	—
Acquisitions/émissions	1 783 717	2 702	—	14 962
Cessions/remboursements	(1 735 315)	(16 963)	—	—
Juste valeur au 30 juin 2026	1 971 301	166 969	12 550	14 962
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 30 juin 2026	(68 344)	6 015	—	—

Note 12 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Instruments financiers classés dans le niveau 3 (suite)

	Pour la période de six mois terminée le 30 juin 2025		
	Investissements en capital de développement \$	Autres investissements \$	Montants à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement \$
Juste valeur au 31 décembre 2024	1 891 195	181 874	4 375
Gains (pertes) réalisés	(2 807)	—	1 608
Gains (pertes) non réalisés	(20 289)	1 616	—
Acquisitions/émissions	221 738	2 642	783
Cessions/remboursements	(124 981)	—	(4 185)
Juste valeur au 30 juin 2025	1 964 856	186 132	2 581
Gains (pertes) non réalisés du résultat global sur les investissements et les passifs financiers détenus au 30 juin 2025	(33 716)	1 616	—

Les tableaux suivants présentent les principales techniques et les données utilisées pour évaluer la juste valeur des instruments financiers classés dans le niveau 3 :

	Au 30 juin 2026			
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements en capital de développement				
Billet	1 638	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	1 969 663	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 971 301			
Autres investissements – Fonds immobiliers et Fonds d'infrastructures	166 969	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement	12 550	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0 % à 3,1 % (1,49 %)
Montants à recevoir sur les cessions des autres investissements	14 962	Autres ⁽³⁾	—	—

Note 12 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Au 31 décembre 2025				
	Juste valeur \$	Principales techniques d'évaluation	Données non observables	Intervalles de valeurs des données (moyenne pondérée)
Investissements en capital de développement				
Prêts et avances	193 020	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 5,1 % à 18,8 % (9,1 %)
	29 375	Autres ⁽³⁾	—	De 25,0 % à 75,0 % (60,8 %)
Actions participantes majoritaires	118 841	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 8,6 % à 9,9 % (8,8 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 7,4 % à 14,9 % (13,7 %)
	58 354	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	31 986	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
Actions participantes minoritaires	506 618	Capitalisation des flux monétaires	Taux de capitalisation	De 7,8 % à 16,8 % (10,6 %)
			% du flux caractéristique ⁽¹⁾	De 3,3 % à 70,7 % (32,0 %)
	181 541	Transactions récentes et offres d'achat	Prix payé/de l'offre	—
	196 545	Actif net redressé	Actif net de l'entité	(2)
	106 303	Autres ⁽³⁾	—	—
Billet	1 905	Actif net redressé	Actif net du fonds	(4)
Parts de fonds	563 743	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
	1 988 231			
Autres investissements – Fonds immobiliers et Fonds d'infrastructures				
	178 415	Actif net redressé	Actif net du fonds	(2)
Montant à recevoir sur les cessions d'investissements en capital de développement				
	13 003	Actualisation des flux monétaires	Taux de rendement exigé	De 0 % à 6,8 % (2,1 %)

⁽¹⁾ En raison des tailles très variées des entités composant le portefeuille, le flux caractéristique est présenté en pourcentage des ventes.

⁽²⁾ En raison des tailles très variées des entités et des fonds composant le portefeuille, aucun intervalle de valeur des données n'est présenté pour l'actif net de l'entité ou du fonds.

⁽³⁾ Les autres techniques d'évaluation regroupent notamment les méthodes de la valeur de transaction escomptée, de la valeur de rachat et de la valeur de liquidation.

⁽⁴⁾ Le billet est lié à un investissement en capital de développement effectué dans un fonds.

Note 12 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Sensibilité de la juste valeur déterminée aux données non observables

Application au 1^{er} janvier 2026

Depuis le 1^{er} janvier 2026, CRCD réalise l'ensemble de ses investissements en capital de développement exclusivement de manière indirecte, en investissant dans des fonds partenaires privés gérés par Desjardins Capital (voir la note 3). Ces parts de fonds sont évaluées selon la technique d'évaluation de l'actif net redressé selon les derniers états financiers audités de ces fonds partenaires.

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées ainsi que des variations de juste valeur des investissements détenus par les fonds partenaires, le cas échéant, entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation.

Données comparatives au 31 décembre 2025

Jusqu'au 31 décembre 2025, CRCD réalise ses investissements en capital de développement directement dans les entreprises, coopératives et fonds externes et les évalue selon différentes techniques d'évaluation. Bien que CRCD considère que les estimations de la juste valeur retenues aux fins des états financiers sont appropriées, l'utilisation d'hypothèses différentes liées aux données non observables pourrait amener des résultats différents.

Prêts et avances, actions non participantes – Actualisation des flux monétaires

De façon générale, une augmentation (diminution) du taux de rendement exigé, prise isolément, entraîne une baisse (ou une hausse) de la juste valeur. CRCD estime qu'une variation raisonnablement possible de ce taux pourrait se situer autour de +/-0,5 %. Toutefois, une telle fluctuation n'aurait pas d'incidence directe significative sur la juste valeur des prêts et avances, ni sur celle des actions non participantes.

Actions participantes – Capitalisation des flux monétaires

Les actions participantes tiennent compte des investissements faits dans une même entité sous forme de prêts et avances ainsi que d'actions non participantes. Conséquemment, la juste valeur des actions participantes inclut ces investissements mixtes. Dans le cadre de l'évaluation d'un investissement donné, le recours à des hypothèses différentes liées aux deux données non observables, soit le flux monétaire caractéristique et le taux de capitalisation, pourrait entraîner une augmentation ou une diminution de la juste valeur de cet investissement. Toutefois, il existe des interrelations entre ces deux données non observables. En effet, l'utilisation d'hypothèses différentes liées à l'une de ces données entraîne généralement une révision des hypothèses sous-jacentes à l'autre donnée, limitant ainsi l'incidence sur la juste valeur.

En pratique, CRCD détermine un intervalle des justes valeurs acceptables pour chacun des investissements évalués, et le milieu de celui-ci est généralement retenu aux fins de présentation aux états financiers. En additionnant chacun de ces intervalles, l'écart cumulé entre le haut ou le bas de l'intervalle des justes valeurs acceptables et la juste valeur retenue de l'investissement exprimé en pourcentage de l'actif net de CRCD au 31 décembre 2025 est de l'ordre de +/-0,2 % pour les actions participantes majoritaires et de +/-1,0 % pour les actions non participantes.

CRCD est d'avis que le fait de modifier les deux données non observables pour refléter d'autres hypothèses raisonnablement possibles pour chacun des investissements évalués pris individuellement devrait avoir une incidence plus limitée que ce pourcentage sur l'actif net de CRCD.

Note 12 – Juste valeur des instruments financiers (suite)

Sensibilité de la juste valeur aux données non observables (suite)

Données comparatives au 31 décembre 2025 (suite)

Actions participantes – Transactions récentes et offres d'achat

Selon ces techniques, la juste valeur des actions participantes est fondée sur une donnée observable, soit le prix d'une transaction récente négociée entre des parties non liées ou le prix d'une offre d'achat reçue. CRCD doit porter un jugement pour déterminer si cette transaction récente est encore représentative de la juste valeur à la date d'évaluation ou si cette offre est sérieuse et crédible. Il peut aussi, au besoin, apporter certains ajustements jugés nécessaires, introduisant ainsi des données non observables dans l'établissement de la juste valeur. Le montant des ajustements est généralement peu significatif comparativement au prix de la transaction retenue ou de l'offre d'achat auquel ils se rapportent. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Parts de fonds – Actif net redressé

Selon cette technique, la juste valeur des parts de fonds est fondée sur une donnée observable, soit l'actif net présenté aux plus récents états financiers audités de chaque fonds détenu et ajusté au besoin pour tenir compte des acquisitions ou des cessions de parts que CRCD a effectuées entre la date des états financiers de chacun de ces fonds et la date d'évaluation. Dans certaines circonstances, CRCD doit apporter certains autres ajustements qui font davantage appel au jugement. CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Autres techniques d'évaluation

La juste valeur des actifs évalués selon d'autres techniques étant limitée, CRCD considère que la juste valeur qu'il aurait pu obtenir en utilisant des hypothèses différentes et raisonnablement possibles dans l'établissement des données non observables n'aurait pas été significativement différente de celle retenue.

Note 13 – Marge de crédit

CRCD dispose d'une marge de crédit autorisée de 300 M\$ au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025 auprès de la Fédération des caisses Desjardins du Québec (FCDQ). Au 30 juin 2026, cette marge de crédit porte intérêt au taux préférentiel canadien diminué de 0,95 % pour les découverts bancaires et au taux CORRA majoré de 1,20 % pour les avances directes (taux offert Desjardins majoré de 0,5 % au 31 décembre 2025). Cette marge de crédit est renouvelable annuellement.

Au 30 juin 2026 et au 31 décembre 2025, aucun montant n'est prélevé sur cette marge de crédit.

Note 14 – Capital-actions

Autorisé

Le capital-actions de CRCD comporte trois catégories d'actions, soit la catégorie A « Émission », la catégorie B « Échange » et la catégorie C « Émission ». La catégorie A permettait par son émission de recueillir des liquidités jusqu'au 28 février 2025, laquelle a été remplacée par la catégorie C depuis le 1^{er} mars 2025. La catégorie B, dont le programme a pris fin le 28 février 2023, offrait quant qu'à elle, la possibilité de profiter d'un nouveau crédit d'impôt pour un actionnaire qui repoussait de sept ans le rachat de ses actions admissibles.

Les actions sont émises sans valeur nominale et elles sont participantes, avec droit de vote et droit d'élire des administrateurs au conseil d'administration, rachetables sous réserve de certaines conditions prévues par la Loi.

Chaque période de capitalisation a une durée de 12 mois et débute le 1^{er} mars de chaque année.

Émission

L'actif net de CRCD au 30 juin 2026 s'élève à 2 873,9 M\$ et se répartit par émission comme suit :

Émission	Solde en M\$(¹)			Rachat possible à compter de(²)
	Actions "Émissions"	Actions "Échange"	Total	
2001 à juin 2019	1 319,0	115,4	1 434,4	Aujourd'hui
Juillet à décembre 2019	177,0	131,2	308,2	Juillet à décembre 2026
2020	189,0	134,2	323,2	2027
2021	163,3	58,0	221,3	2028
2022	166,2	59,1	225,3	2029
2023	69,0	—	69,0	2030
2024	144,5	—	144,5	2031
2025	148,0	—	148,0	2032
Actif net	2 376,0	497,9	2 873,9	

(¹) Calculé à la valeur de l'actif net par action au 30 juin 2026.

(²) La date de rachat possible est établie selon la date de la transaction.

Note 15 – Information concernant le capital

L'objectif de CRCD dans la gestion du capital est d'assurer la disponibilité de liquidités suffisantes pour effectuer des investissements conformément à sa mission et faire face aux demandes de rachat d'actions par les actionnaires. Le capital de CRCD est composé de l'actif net.

CRCD n'est pas assujetti à des exigences externes concernant son capital autres que celles régissant l'émission et le rachat de ses actions, tel qu'il est mentionné à la note 14.

CRCD a comme politique de réinvestir les bénéfices générés par ses opérations et de ne pas verser de dividendes à ses actionnaires, afin d'augmenter son capital disponible à l'investissement et de créer une plus-value pour les actions.

Note 16 – Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements

La variation de la valeur des investissements en capital de développement représente la quote-part de CRCD dans les fonds partenaires qui comprend à la fois l'effet de la performance des fonds et celui des flux de trésorerie (appels de capital et distributions). En conséquence, elle ne constitue pas une mesure directe de la performance des fonds partenaires.

	Au 30 juin 2026			Au 30 juin 2025		
	Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$	Réalisés \$	Non réalisés \$	Total \$
Investissements en capital de développement						
Desjardins Capital Appui PME S.E.C.	—	(139 037)	(139 037)	—	—	—
Desjardins Capital Dette privée S.E.C.	—	15 728	15 728	—	6 892	6 892
Desjardins Capital Équité S.E.C.	—	55 504	55 504	—	—	—
Autres fonds partenaires	3 095	(530)	2 565	2 634	(3 282)	(648)
Fonds externes	10 066	(10 066)	—	3 597	1 831	5 428
Investissements directs dans les entreprises et coopératives	177 214	(177 671)	(457)	(9 080)	(19 552)	(28 632)
	190 375	(256 072)	(65 697)	(2 849)	(14 111)	(16 960)
Autres investissements	(10 056)	26 777	16 721	563	8 055	8 618
Total	180 319	(229 295)	(48 976)	(2 286)	(6 056)	(8 342)

CRCD a reconnu un gain réalisé sur investissements d'un montant global de 187,7 M\$ au moment du transfert des investissements en capital de développement dans les fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C. et Desjardins Capital Équité S.E.C. lors de la mise en place du nouveau modèle d'affaires au 1^{er} janvier 2026 (voir la note 3).

Note 17 – Charges opérationnelles

Frais d'administration et frais de gestion

Compte tenu de l'évolution stratégique du modèle d'affaires de CRCD (voir la note 3), le modèle de tarification a été ajusté. Bien que la base de calcul de la tarification totale versée par CRCD à Desjardins Capital en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2026 ait été modifiée, les frais de gestion et d'administration assumés par CRCD continuent pour l'exercice 2026 de ne pas dépasser le maximum de 1,75 % de la valeur moyenne des actifs de CRCD. Pour le calcul de la limite maximale, la valeur moyenne des actifs est déduite de tout passif relatif aux investissements en capital de développement et aux autres investissements et ajustée afin d'éviter la double facturation liée à la participation de CRCD dans d'autres fonds d'investissement, que ceux-ci soient dans le portefeuille d'investissements en capital de développement ou dans celui des autres investissements.

Application au 1^{er} janvier 2026

Les frais d'administration représentent une rémunération forfaitaire versée à Desjardins Capital en vertu de la convention de gestion pour les services rendus selon les besoins notamment en matière de gestion des opérations, des stratégies financières, de l'actif, de l'actionnariat, des risques, de la capitalisation, des relations avec les actionnaires, de la gouvernance et de la reddition de comptes de CRCD. Ces frais d'administration sont présentés dans les charges opérationnelles de CRCD.

Les frais de gestion sont versés pour les services rendus par Desjardins Capital à titre de gestionnaire des fonds partenaires, et sont calculés en fonction du montant de la participation de CRCD dans ces fonds. Ces frais comprennent frais de développement et de maintien des technologies de l'information liés à la gestion des investissements. Des frais de performance correspondant à une part de son rendement excédant un seuil déterminé par les ententes contractuelles et établi selon les pratiques du marché peuvent également être versés. Ces frais de gestion et de performance, sont déduits à même le rendement de chacun des fonds et, conséquemment, sont reflétés dans la juste valeur de ces investissements et les rendements qui en découlent.

Note 17 – Charges opérationnelles (suite)

Application au 1^{er} janvier 2026 (suite)

Tout excédent de la limite maximale de 1,75 % afférent aux frais de gestion assumés par CRCDD dans son portefeuille d'investissements en capital de développement ou celui des autres investissements, le cas échéant, est déduit des frais d'administration payables pour l'exercice 2026 conformément à la convention de gestion. L'excédent de la limite afférent aux frais de performance des fonds d'investissement du portefeuille d'investissement en capital de développement ou du portefeuille des autres investissements, le cas échéant, est quant à lui présenté dans les autres revenus et dans les comptes débiteurs à titre de montant à recevoir pour le remboursement des frais de performance des fonds (32,1 M\$ au 30 juin 2026).

Données comparatives au 31 décembre 2025 et pour la période terminée le 30 juin

Jusqu'au 31 décembre 2025, les frais de gestion représentent l'ensemble des frais versés à Desjardins Capital en vertu de la convention de gestion en vigueur à ce moment, pour la gestion de ses opérations, y compris la gestion de son portefeuille d'investissements en capital de développement qui comprend des investissements directement dans les entreprises, coopératives et fonds externes, et de son portefeuille des autres investissements.

Il n'y a aucun frais d'administration pour l'exercice terminé le 31 décembre 2025.

Autres frais d'exploitation et services aux actionnaires

Les autres frais d'exploitation et les services aux actionnaires pour les périodes de six mois terminées les 30 juin se détaillent comme suit :

	Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin	
	2026 \$	2025 \$
Autres frais d'exploitation		
Frais informatiques	—	4 145
Honoraires pour services professionnels	325	355
Honoraires de conseillers en valeurs	176	—
Rémunération des membres du conseil d'administration et de ses comités	251	387
Honoraires d'audit	145	114
Frais de garde et rémunération du fiduciaire	112	130
Autres charges	164	404
Total	1 173	5 535
Services aux actionnaires		
Frais de fiduciaire (registrariat)	1 086	1 243
Communication de l'information aux actionnaires	209	258
Frais de distribution	3 261	3 134
Frais informatiques	887	783
Autres charges	331	30
Total	5 774	5 448

Note 18 – Impôts sur le bénéfice

Charge (recouvrement) d'impôts sur le bénéfice

Les impôts sur le bénéfice pour les périodes de six mois terminées les 30 juin se détaillent comme suit :

	2026 \$	2025 \$
Exigibles	10 891	1 182
Différés	(378)	(428)
Total	10 513	754

Rapprochement du taux d'imposition

Le taux réel d'imposition sur le bénéfice pour les périodes de six mois terminées les 30 juin diffère du taux de base pour les raisons suivantes :

	2026 \$	2025 \$
Impôts selon le taux d'imposition de base combiné de 39,5 % en 2026 et 2025	69 227	1 473
Écarts permanents entre le bénéfice avant impôts et le revenu imposable et autres éléments		
Pertes (gains) réalisés et non réalisés sur investissements en capital de développement et autres investissements	21 451	5 537
Dividendes et distributions non imposables	(76 308)	(3 133)
Autres	(3 857)	(3 123)
Total	10 513	754

Solde d'impôts exigibles et différés

Les impôts exigibles et différés comptabilisés au bilan se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2026 \$	Au 31 décembre 2025 \$
Actifs		
Impôts en main remboursables	44 627	33 809
Impôts sur le bénéfice à recouvrer	366	16 452
Impôts différés	4 431	4 053
Total	49 424	54 314

Les éléments donnant lieu aux actifs (passifs) d'impôts différés se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2026 \$	Au 31 décembre 2025 \$
Impôts différés - frais d'émission et de distribution	4 390	4 186
Impôts différés - autres	41	(133)
Total actif d'impôts différés	4 431	4 053

CRCD s'attend à recouvrer 2,2 M\$ (18,4 M\$ à recouvrer au 31 décembre 2025) d'impôts sur le bénéfice au plus tard dans les 12 mois suivant la date de clôture.

Note 19 – Informations relatives aux parties liées

Les parties liées à CRCD comprennent Desjardins Capital, son gestionnaire qui est une filiale de la FCDQ et qui fait partie du Mouvement Desjardins. CRCD est donc indirectement lié au Mouvement Desjardins. Les parties liées incluent également les principaux dirigeants de CRCD.

- CRCD a retenu les services de Desjardins Capital et l'a mandaté pour qu'il assure la gestion et l'exploitation complète de CRCD, conformément aux stratégies et aux objectifs approuvés par le conseil d'administration. Cette convention de gestion qui était en vigueur depuis le 1^{er} janvier 2018 a été amendée et refondue en date conventionnelle du 1^{er} janvier 2026, pour une durée initiale de cinq ans. À l'expiration du terme, elle se renouvelle automatiquement pour des termes d'un an, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties. Pour les détails concernant la tarification se référer à la note 17, charges opérationnelles.
- CRCD a confié à Fiducie Desjardins inc. le mandat de tenir ses registres d'actionnaires et de transferts des actions. Celle-ci agit aussi comme intermédiaire pour divers services de soutien aux actionnaires. La convention de registraire entre les parties a été amendée et refondue en date conventionnelle du 1^{er} janvier 2023, pour une durée initiale de trois ans. À l'expiration du terme, elle se renouvelle automatiquement pour des termes d'un an, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties.
- CRCD a confié la garde de valeur de ses actifs à Fiducie Desjardins inc. Le contrat de garde et d'administration entre les parties a été amendé et refondu en date conventionnelle du 1^{er} janvier 2023 et est d'une durée illimitée, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties.
- CRCD a confié à la FCDQ l'encadrement des activités relatives à la distribution de ses actions dans le réseau des caisses Desjardins et via AccèsD. La convention de distribution entre les parties a été amendée et refondue en date conventionnelle du 1^{er} janvier 2023, pour une durée initiale de trois ans. À l'expiration du terme, elle se renouvelle automatiquement pour des termes d'un an, à moins d'une résiliation de la part d'une des parties. Également, CRCD s'est engagé à verser à Groupe Technologies Desjardins inc., si requis, des honoraires de projets afin de réaliser les travaux pour faire évoluer les outils et les applications supportant le processus de distribution des actions de CRCD.
- CRCD a confié au réseau des caisses Desjardins des activités relatives à la distribution de ses actions.
- CRCD a confié à la FCDQ, ses opérations bancaires liées à ses activités quotidiennes et le rôle de contrepartiste pour les contrats de change.
- CRCD a confié à Valeurs mobilières Desjardins inc. le rôle de courtier de plein exercice. Son travail consiste à être intermédiaire pour les ventes et les achats des actions transigées sur des marchés publics, et ce jusqu'au 31 décembre 2025. À compter du 1^{er} janvier 2026, de telles ententes sont en vigueur au sein de ses fonds partenaires.
- CRCD, par le biais de son gestionnaire, a confié la gestion d'une partie du portefeuille des autres investissements à Desjardins Gestion internationale d'actifs inc. (DGIA), soit la gestion quotidienne du portefeuille de titres à revenu fixe et de la couverture de change, ainsi que le suivi des fonds gérés par des gestionnaires externes et par DGIA.

Note 19 – Informations relatives aux parties liées (suite)

Transactions entre les parties liées de CRCD

Dans le cours normal de ses activités, CRCD a conclu des opérations avec d'autres entités du Mouvement Desjardins et toutes ces opérations sont mesurées à la valeur d'échange. Sauf indication contraire, aucune des transactions ne comporte de caractéristiques ni conditions spéciales. Les soldes sont généralement réglés en trésorerie. Les opérations et les soldes à la fin de la période se détaillent comme suit :

	Au 30 juin 2026			Au 31 décembre 2025		
	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
Bilan						
Actif						
Encaisse	—	141 140	141 140	—	109 871	109 871
Autres investissements	—	189	189	—	(335)	(335)
Immobilisations incorporelles	—	154	154	—	615	615
Comptes débiteurs	32 136	159	32 295	—	—	—
Passif						
Comptes créditeurs	2 099	3 499	5 598	3 917	9 689	13 606

Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin

	2026			2025		
	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$	Desjardins Capital \$	Autres parties liées ⁽¹⁾ \$	Total \$
État du résultat global						
Produits						
Intérêts	—	598	598	—	—	—
Autres revenus	32 136	—	32 136	—	—	—
Gains (pertes) sur investissements en capital de développement et autres investissements	—	(4 392)	(4 392)	—	1 795	1 795
Frais financiers	—	(82)	(82)	—	(9)	(9)
Charges						
Frais d'administration	2 768	—	2 768	—	—	—
Frais de gestion	—	—	—	13 874	—	13 874
Autres frais d'exploitation	—	354	354	—	4 480	4 480
Services aux actionnaires	—	5 565	5 565	—	5 161	5 161

⁽¹⁾ Les autres parties liées comprennent la FCDQ ainsi que ses filiales, soit Valeurs mobilières Desjardins inc., Groupe Technologies Desjardins inc., Fiducie Desjardins inc., Desjardins Société de placement inc. et Desjardins Gestion internationale d'actifs inc.. Elles comprennent aussi le réseau des caisses Desjardins.

Rémunération des principaux dirigeants

Les principaux dirigeants de CRCD sont les membres du conseil d'administration. Pour les périodes de six mois terminées les 30 juin 2026 et 2025, leur rémunération se compose uniquement d'avantages à court terme pour un montant total de 0,2 M\$ en 2026 et 0,3 M\$ en 2025.

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé du coût des investissements
en capital de développement

Au 30 juin 2026

(en milliers de dollars canadiens)

Rapport de l'auditeur indépendant

Aux administrateurs de Capital régional et coopératif Desjardins

Notre opinion

À notre avis, l'information financière ci-jointe de Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) au 30 juin 2026 a été préparée, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux dispositions en matière d'information financière énoncées de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement.

Notre audit

Nous avons effectué l'audit de l'information financière de CRCD qui comprend le relevé du coût des investissements en capital de développement au 30 juin 2026 et la note annexe, qui comprend les principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section *Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'information financière* de notre rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.
1250, boulevard René-Lévesque Ouest, bureau 2500
Montréal (Québec) Canada H3B 4Y1
Tél. : +1 514 205-5000, Téléc. : +1 514 876-1502
Téléc. courriel : ca_montreal_main_fax@pwc.com

Indépendance

Nous sommes indépendants de CRCD conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à notre audit de l'information financière au Canada. Nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles.

Observations – référentiel comptable et restriction à l'utilisation

Nous attirons l'attention sur la note annexe de l'information financière, qui décrit le référentiel comptable appliqué. L'information financière a été préparée pour permettre à CRCD de se conformer aux dispositions en matière d'information financière énoncées de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement. En conséquence, il est possible que l'information financière ne puisse se prêter à un usage autre. Notre rapport est destiné uniquement à CRCD. Nous ne faisons aucune déclaration et ne donnons aucune garantie à un tiers à l'égard de ce rapport. Notre opinion n'est pas modifiée à l'égard de ce point.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard de l'information financière

La direction est responsable de la préparation de l'information financière conformément aux dispositions en matière d'information financière énoncées de l'article 18 du Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'une information financière exempte d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière de CRCD.

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit de l'information financière

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que l'information financière, prise dans son ensemble, est exempte d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs de l'information financière prennent en se fondant sur celle-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long du processus. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que l'information financière comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de CRCD;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, le cas échéant, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance, entre autres informations, l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

/s/PricewaterhouseCoopers s.r.l./s.e.n.c.r.l.¹

Montréal (Québec)

Le 13 août 2026

¹ CPA auditeur, permis de comptabilité publique n° A125840

Relevé du coût des investissements en capital de développement (en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

	Année de l'investissement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$	Cautionnements \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Fonds							
Capital croissance PME II s.e.c.	2014	F	-	-	-	-	-
Desjardins - Innovatech S.E.C.	2005	F	14 771	397	-	15 168	
Desjardins Capital Appui PME S.E.C.	2025	F	956 827	-	-	956 827	
Desjardins Capital Dette privée S.E.C.	2018	F	339 895	-	-	339 895	
Desjardins Capital Équité S.E.C.	2025	F	587 459	-	-	587 459	
Desjardins Capital Transatlantique, s.e.c.	2018	F	15 243	-	-	15 243	
Société en commandite Essor et Coopération	2013	F	8 521	-	-	8 521	
Total Fonds			1 922 716	397	-	1 923 113	-
Montréal							
Cloria Chambly s.e.c.	2025	S	-	-	-	-	812
Total Montréal			-	-	-	-	812
Montréal							
Télécon inc.	2011	S	-	-	-	-	6 232
Total Montréal			-	-	-	-	6 232
Total au coût			1 922 716	397	-	1 923 113	7 044

Note annexe

Le relevé du coût des investissements en capital de développement est préparé conformément aux dispositions de l'article 18 du *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement*. Ce relevé du coût des investissements en capital de développement fournit le détail par fonds partenaire des sommes investies par Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD). Ce montant apparaît à la note 11 des états financiers individuels de CRCD au 30 juin 2026. De plus, ce relevé présente deux cautionnements octroyés par CRCD.

Légende part secteur d'activité

S: Services
F: Fonds

Capital régional et coopératif Desjardins

Relevé des autres investissements

Au 30 juin 2026

(en milliers de dollars canadiens)

Relevé des autres investissements non audité (en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Description			Valeur nominale \$	Coût \$	Juste valeur \$
Obligations (44,5 %)					
Obligations fédérales ou garanties (16,9 %)					
Fiducie du Canada pour l'habitation	2031-03-15	1,10 %	16 437	15 062	15 010
Gouvernement du Canada	2031-06-01	1,50 %	10 295	9 545	9 582
	2032-06-01	2,00 %	3 000	2 840	2 822
	2034-06-01	3,00 %	3 650	3 558	3 590
	2036-03-01	3,25 %	20 400	20 203	20 222
	2045-12-01	3,50 %	1 000	973	979
	2048-12-01	2,75 %	6 278	5 573	5 362
	2051-12-01	2,00 %	12 478	9 207	8 881
	2053-12-01	1,75 %	59 254	43 434	38 812
	2055-12-01	2,75 %	300	244	245
	2057-12-01	3,50 %	3 200	3 022	3 038
	2064-12-01	2,75 %	2 500	2 025	1 981
Total obligations fédérales ou garanties			138 792	115 686	110 524
Obligations provinciales, municipales ou garanties (27,6 %)					
Hydro-Québec	2060-02-15	2,10 %	3 300	2 221	1 909
Municipalité de la communauté urbaine de Toronto (La)	2039-09-24	2,60 %	200	199	167
Province de la Colombie-Britannique	2044-06-18	3,20 %	1 200	1 095	1 013
	2048-06-18	2,80 %	21 950	16 472	16 550
Province de la Saskatchewan	2042-02-03	3,40 %	400	378	361
	2046-12-02	2,75 %	9 600	8 671	7 386
	2048-06-02	3,30 %	2 400	2 126	1 996
Province de l'Ontario	2043-06-02	3,50 %	9 212	8 288	8 273
	2045-06-02	3,45 %	350	298	306
	2046-12-02	2,90 %	12 878	11 231	10 174
	2048-06-02	2,80 %	38 840	31 265	29 627
	2050-12-02	2,65 %	20 249	15 129	14 709
	2051-12-02	1,90 %	14 875	9 779	9 053
Province de Québec	2045-12-01	3,50 %	19 735	17 266	17 139
	2048-12-01	3,50 %	14 025	11 942	11 889
	2053-12-01	2,85 %	50 068	38 942	36 585
Province de Terre-Neuve-et-Labrador	2050-10-17	2,65 %	1 000	990	707
Province du Manitoba	2043-03-05	3,35 %	2 825	2 571	2 464
	2046-09-05	2,85 %	4 417	3 331	3 420
	2048-09-05	3,40 %	3 250	2 793	2 708
	2052-09-05	2,05 %	3 977	2 400	2 444
TransLink	2030-07-03	1,60 %	700	700	660
Ville de Montréal	2041-12-01	2,40 %	1 000	778	771
Total obligations provinciales, municipales ou garanties			236 451	188 865	180 311
Total obligations			375 243	304 551	290 835
Contrat de change (0,0 %)					
Fédération des caisses Desjardins du Québec	2026-12-31, 1,40915 \$ CA/\$ US		75 230 \$ US	—	151
	2026-12-31, 1,62222 \$ CA/€		16 175 €	—	38
Total contrats de change				—	189

Relevé des autres investissements (non audité)
Au 30 juin 2026

Description	Nombre de parts	Coût \$	Juste valeur \$
Fonds d'actions canadiennes (13,4 %)			
Fiducie institutionnelle Fidelity Actions canadiennes à faible volatilité	1 783 525	28 914	45 426
FNB BMO d'actions canadiennes à faible volatilité	820 205	27 793	42 334
Total fonds d'actions canadiennes		56 707	87 760
Fonds immobiliers (13,4 %)			
Fonds CORE Fiera Immobilier	58 555	78 669	87 973
Fonds nourricier immobilier direct mondial Invesco	—	40	—
Total fonds immobiliers		78 709	87 973
Fonds infrastructures (12,1 %)			
Fonds DGIÀ Infrastructures privées mondiales	1	60 000	78 996
Total fonds infrastructures		60 000	78 996
Fonds de stratégies d'actions neutres au marché (16,6 %)			
Fonds CC&L Q Marché neutre	380 590	103 907	108 529
Total fonds de stratégies d'actions neutres au marché		103 907	108 529
Total autres investissements (100,0 %)		603 874	654 282

Capital régional et coopératif Desjardins

Répertoire de la quote-part des investissements au coût
effectués par des fonds partenaires

Au 30 juin 2026

(en milliers de dollars canadiens)

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

		Investissements non garantis		Investissements garantis	Total
Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de CRCD	Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	Prêts, avances et billets	
	%	\$	\$	\$	\$
30-06-2026	Desjardins Capital Appui PME S.E.C.				
	Détient des investissements dans 341 entités	100,00	474 866	297 779	14 658
	Sommes engagées mais non déboursées				787 303
	Total Desjardins Capital Appui PME S.E.C.				75 941
					863 244

Les informations présentées ci-dessous détaillent la quote-part des montants investis dans les entités détenues par le fonds Desjardins Capital Appui PME S.E.C. au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Appui PME S.E.C. au 30 juin 2026	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité				
Abitibi-Témiscamingue						
3344541 Canada inc. (Restaurant Pizza-Bella)	2022	S	-	197	-	197
9045-2491 Québec inc. (Entreprises Gaétan Jolicoeur)	2021	S	-	264	-	264
9097-7810 Québec inc. (Pro-Portes)	2021	S	-	62	-	62
9123-3759 Québec inc.	2026	S	-	500	-	500
9145-1625 Québec inc. (MC Industriel)	2021	M	-	64	-	64
9212-9402 Québec inc. (Construction Francis Roy inc.)	2020	S	-	170	-	170
9252-7217 Québec inc. (Roy Hydraulmec)	2022	S	-	316	-	316
9269-2011 Québec inc. (Zone Chasse & Pêche)	2022	S	-	340	-	340
9332-0414 Québec inc. (Garage Patriote)	2022	S	-	150	-	150
Boulons Abitibi Itée	2022	S	-	1 800	-	1 800
Corporation Aurifère Vior inc.	2020	M	501	-	-	501
Gestion Globale CMAC-Thyssen inc.	2021	M	-	4 466	-	4 466
Lebleu Communication Humaine inc.	2023	S	-	246	-	246
Pentagones - Société d'investissement inc.	2019	S	-	76	-	76
Raymond Beausejour (1989) inc.	2023	S	-	389	-	389
Ressources minières Radisson inc.	2019	M	149	-	-	149
Techno Lignes Abitibi inc.	2026	S	-	1 500	-	1 500
Total Abitibi-Témiscamingue			650	10 540	-	11 190
Bas-St-Laurent						
9147-1227 Québec inc.	2022	S	-	181	-	181
A.G.M. Construction inc.	2020	S	-	231	-	231
Alain Tardif photographie inc.	2021	S	-	5	-	5
Arseno & Associés inc.	2022	M	-	326	-	326
Celsius Climatisation chauffage (2019) inc.	2026	S	-	500	-	500
Chaussures Rioux inc.	2023	S	-	249	-	249
Distributions B.S.L. inc. (Les)	2021	S	-	811	-	811
Domaine Élie-Raphaël inc.	2018	S	-	152	-	152
Petits bonheurs de Marguerite inc. (Les)	2023	S	-	145	-	145
Premier Tech Itée	2023	M	-	24 488	-	24 488
Pré-vert Plus inc.	2022	S	-	191	-	191
Produits d'érable Prestige inc.	2021	S	-	1 909	-	1 909
Produits Métalliques A.T. inc. (Les)	2021	M	1 500	-	-	1 500
Quincaillerie Grégoire et Fils inc.	2026	S	-	685	-	685
Résidence St-Louis Lafontaine inc.	2021	S	-	893	-	893
Total Bas-St-Laurent			1 500	30 766	-	32 266
Canada Hors Québec et Ontario						
HootSuite inc.	2021	IT	4 254	-	-	4 254
Total Canada Hors Québec et Ontario			4 254	-	-	4 254

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Appui PME S.E.C. au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Capitale-Nationale						
9038-6418 Québec inc. (Etaltech)	2019	S	-	34	-	34
9049-3636 Québec inc. (Bello Restaurante)	2022	S	-	465	-	465
9174-1330 Québec inc.	2022	S	-	368	-	368
9317-5578 Québec inc. (La Bûche, Cuisine québécoise)	2022	S	-	465	-	465
9332-2964 Québec inc. (Céramique L'Entrepôt de Québec)	2021	S	-	278	-	278
9370-8956 Québec inc. (Les Constructions 3CR)	2022	S	-	188	-	188
9375-3226 Québec inc.	2020	S	-	201	-	201
9429-7892 Québec inc.	2026	M	-	2 000	-	2 000
9450-4214 Québec inc.	2023	S	4 889	2 391	-	7 280
9518-5708 Québec inc.	2024	S	-	172	-	172
9538-9052 Québec inc.	2025	S	-	-	254	254
Accair inc.	2021	M	-	175	-	175
AI-Genetika inc. (BioTwin)	2021	IT	-	349	-	349
Antegrade Medical	2025	IT	1 880	-	-	1 880
Automatisation D2E inc.	2021	S	-	2 757	-	2 757
AxesNetwork Solutions inc.	2020	IT	6 820	-	-	6 820
Clinique de l'auto D.L.H. inc.	2022	S	-	233	-	233
Communication Wazo inc.	2022	IT	4 039	-	-	4 039
Concept Naval Experts Maritimes inc.	2021	S	-	319	-	319
Concetti Design inc.	2021	M	-	278	-	278
Construction Durand inc.	2023	S	-	342	-	342
Constructions François Martel inc.	2021	S	-	142	-	142
Coopérative de travailleurs actionnaires EBM Laser et Després	2022	M	-	352	-	352
Coopérative nationale de l'information indépendante, Coop de solidarité	2023	S	-	1 883	-	1 883
Demers Bicyclettes et skis de fond inc.	2024	S	-	-	869	869
Dessercom inc.	2023	S	-	15 000	-	15 000
Électronique Organique Brilliant Matters inc.	2023	IT	2 000	-	-	2 000
Flash Romeo inc. (Evolia (MC))	2022	IT	3 860	-	-	3 860
Fokus productions inc.	2022	S	-	753	-	753
Geniarp inc.	2023	S	-	181	-	181
Groupe Céramique L'Entrepôt inc.	2024	S	-	1 917	-	1 917
Ingéniarts Technologies inc.	2022	M	5 898	-	-	5 898
Inogéni inc.	2021	M	5 913	-	-	5 913
KSO inc.	2021	S	2 950	-	-	2 950
Laserax inc.	2023	M	8 620	-	-	8 620
Manulift E.M.I. Itée	2024	S	3 333	2 123	-	5 456
Mécanique J. Clair inc.	2021	S	-	285	-	285
Micro Logic Sainte-Foy Itée	2023	S	-	-	1 102	1 102
Nuutok Entreprise inc.	2019	IT	-	1 127	-	1 127
OxyNov inc.	2023	IT	1 974	-	-	1 974
Pâtisserie-Traiteur La Mangue Verte inc.	2023	S	-	-	108	108
Prehos inc.	2021	S	-	2 000	852	2 852
Qohash inc.	2020	IT	7 133	-	-	7 133
Services Denco inc. (Les)	2022	S	-	65	-	65
Société en commandite Groupe Gecko Alliance	2025	M	14 748	-	-	14 748
St-Gelais Montminy & Associés Architectes inc.	2026	S	2 319	-	-	2 319
SVI E Solutions inc.	2021	S	-	236	-	236
Technologies Folks RH inc. (Les)	2021	S	-	3 384	-	3 384
Womance Style de Vie inc.	2021	S	-	85	-	85
Total Capitale-Nationale			76 376	40 548	3 185	120 109

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Appui PME S.E.C. au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Centre-du-Québec							
9046-8984 Québec inc. (Équipements Tousignant)	2022	S	-	361	-		361
9319-4496 Québec inc. (EBGO)	2021	S	-	264	-		264
Airex Énergie inc.	2022	M	4 050	-	-		4 050
Citadelle, Coopérative de producteurs de sirop d'érable	2016	M	800	-	-		800
Consultants Androïdes (Les)	2026	S	-	500	-		500
Couvertures FP et Fils inc.	2026	S	-	1 200	-		1 200
Groupe Posi-Plus inc.	2025	M	1 014	646	-		1 660
Réfrigération Drummond inc.	2022	S	-	455	-		455
Total Centre-du-Québec			5 864	3 426	-		9 290
Chaudière - Appalaches							
8450765 Canada inc. (Groupe Blu2)	2021	S	-	250	-		250
9349-1256 Québec inc. (Roulez en Vélo de Style)	2022	S	-	450	-		450
9358-9307 Québec inc. (Hôtel-Motel La Différence)	2021	S	-	208	-		208
9375-3325 Québec inc. (Enviro Jim)	2022	S	-	312	-		312
Armoires de cuisine Milmonde inc.	2021	M	-	368	-		368
Caron automobiles inc.	2022	S	-	233	-		233
Centre de production Laflamme inc.	2022	M	-	299	-		299
Garage Henri-Louis Bégin inc.	2022	S	-	250	-		250
Grondin et Nadeau inc.	2019	S	-	243	-		243
Groupe Excel S.M. inc.	2026	M	-	1 000	-		1 000
Hortau inc.	2018	M	2 867	-	-		2 867
Importation Kayaks Sup inc.	2022	S	-	292	-		292
K.A.B.I.N.E.T. Cuisine inc.	2022	M	-	200	-		200
KSM inc.	2023	M	-	2 546	-		2 546
P.H. Tech inc.	2022	M	2 907	1 471	-		4 378
Pierre Gosselin Jointoyeur inc.	2026	S	-	330	-		330
Produits de Filtration Grenier inc.	2020	M	-	169	-		169
Quantum Juricomptable inc.	2021	S	-	135	-		135
Québec Peinture inc.	2021	S	-	42	-		42
Ressorts Liberté inc.	2019	M	37 243	-	-		37 243
Solutions Chemco inc.	2021	S	-	229	-		229
Tapis Venture inc.	2022	M	-	340	-		340
Total Chaudière - Appalaches			43 017	9 367	-		52 384
Côte-Nord							
2311-7757 Québec inc. (Construction et Ferblanterie J.B. Sept-Îles)	2021	S	-	271	-		271
9011-1501 Québec inc. (Location Gestion S.P.)	2021	S	-	591	-		591
CJB inc.	2022	S	-	320	-		320
9216-7816 Québec inc. (BX Services Aviation)	2022	S	-	424	-		424
Total Côte-Nord			-	1 606	-		1 606

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Appui PME S.E.C. au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Estrie							
9155-7280 Québec inc. (Vausco)	2021	S	-	295	-	295	
9283-1312 Québec inc. (Vraies Richesses (Les))	2022	M	-	-	194	194	
9321691 Canada inc. (Unik Parquet)	2021	S	-	271	-	271	
A7 Intégration inc.	2021	M	-	285	-	285	
Boréas Technologies inc.	2023	IT	2 082	3 000	-	5 082	
Bornes électriques Québec inc.	2021	M	-	257	-	257	
Carrier Sports inc.	2024	S	-	493	-	493	
Centre de rénovation Stanstead inc.	2020	S	-	208	-	208	
CFO masqué inc. (Le)	2022	S	-	171	-	171	
Clôtures Orford inc.	2019	S	-	101	-	101	
Consultants Serge Brochu inc. (Les)	2022	S	-	306	-	306	
Échafaudages Sécur-It inc.	2022	M	-	333	-	333	
Entreprises de développement durable Énergie Solutions et Associés inc. (Les)	2019	M	500	-	-	500	
Forages Technic-Eau inc.	2017	M	10 364	3 700	-	14 064	
Groupe Conseil Brieau inc.	2022	S	-	319	-	319	
H.L. Boisvert inc.	2023	M	-	451	-	451	
Hydro Coupe CRC ltée	2023	M	-	438	-	438	
Imeka Solutions inc.	2021	IT	-	954	-	954	
Imprimerie Précî-Grafik inc.	2015	M	1 500	-	84	1 584	
Innomalt inc.	2021	M	1 250	5 096	-	6 346	
Installations Électriques R. Thériège inc. (Les)	2023	S	-	194	-	194	
Kemestrie inc.	2010	IT	528	-	-	528	
Mécanique de performance Panthera Motorsports inc.	2024	M	-	-	266	266	
Microbrasserie La Memphré inc.	2021	S	-	219	-	219	
Monteurs d'acier inc. (Les)	2022	S	-	62	-	62	
Plastique M.P. inc.	2021	M	-	278	-	278	
Soudures Richard St-Amant inc.	2022	M	-	326	-	326	
Technologie Demtroys inc.	2023	M	-	1 795	-	1 795	
TherAppx inc.	2022	IT	-	565	-	565	
Total Estrie			16 224	20 117	544	36 885	
États-Unis							
TEAMWORKS INNOVATIONS INC.	2026	IT	718	-	-	718	
Total États-Unis			718	-	-	718	
Fonds							
Boréal Capital de risque I, S.E.C.	2021	F	1 901	-	-	1 901	
Brightspark Canadian Opportunities Fund II	2023	F	4 328	-	-	4 328	
Fonds Amiral 1 s.e.c.	2026	F	780	-	-	780	
Fonds Boréal Capital de risque II, S.E.C.	2026	F	598	-	-	598	
Fonds Cycle Capital V, s.e.c.	2025	F	1 524	-	-	1 524	
Fonds de Technologie Climatique Diagram S.E.C.	2024	F	1 246	-	-	1 246	
Fonds de transfert d'entreprise du Québec, s.e.c.	2011	F	1 246	-	-	1 246	
Fonds d'investissement Luge I, s.e.c.	2018	F	2 107	-	-	2 107	
Fonds d'investissement pour la relève agricole (FIRA)	2011	F	14 355	-	-	14 355	
Fonds Ecofuel I, S.E.C.	2018	F	2 779	-	-	2 779	
Fonds Go Capital	2024	F	1	-	-	1	
Fonds Medtech Venture I, s.e.c.	2025	F	1 154	-	-	1 154	
Fonds Namakor Canada I	2025	F	2 893	-	-	2 893	
Groupe alimentaire Claridge, S.E.C.	2022	F	2 846	-	-	2 846	
Groupe W Investissements II s.e.c.	2022	F	17 069	-	-	17 069	
Siparex Transatlantique - Fonds Professionnel de Capital Investissement	2018	F	3 488	-	-	3 488	
Société en commandite RVOMTL17	2017	F	1 519	-	-	1 519	
White Star Capital North America Seed Fund I GP Ltd	2025	F	2 410	-	-	2 410	
Total Fonds			62 244	-	-	62 244	

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Appui PME S.E.C. au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
9253-1466 Québec inc. (Lapierre Ancestrale)	2022	S	-	361	-	361
Atelier du Pêcheur inc.	2022	S	-	312	-	312
Coopérative des pêcheurs des îles-de-la-Madeleine	2025	M	900	-	-	900
Entreprises Leblanc 3 inc. (Les)	2018	S	-	415	-	415
Kemer inc.	2022	S	-	256	-	256
Protection Garvex inc.	2021	S	-	278	-	278
9520-1091 Québec inc.	2025	S	-	500	-	500
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			900	2 122	-	3 022
Lanaudière						
9111-0767 Québec inc. (Gary Schwartz)	2021	S	-	243	-	243
ACGM Mécanique du bâtiment inc.	2022	S	-	319	-	319
Arbo-Design inc.	2022	S	-	233	-	233
Cloud Monitored Objects inc.	2022	S	-	146	-	146
Électricité Kingston inc.	2022	S	-	319	-	319
Machineries Nordtrac ltée	2022	S	-	368	-	368
Oliva Horticulture inc.	2023	S	-	7 843	-	7 843
Total Lanaudière			-	9 471	-	9 471
Laurentides						
9476-5724 Québec inc. (La Moisson)	2022	S	-	287	-	287
Construction Dramis inc.	2024	S	-	-	299	299
Construction Ultimateck inc.	2021	S	-	299	-	299
Laurin, Laurin (1991) inc.	2023	S	-	431	-	431
MFL Électricque inc.	2021	S	-	271	-	271
Total Laurentides			-	1 288	299	1 587
Laval						
6394612 Canada inc. (Basco World)	2022	S	-	299	-	299
DBM Technologies inc.	2020	M	14 979	-	-	14 979
Ionodes inc.	2023	IT	3 682	-	-	3 682
Recharge Véhicule électrique inc.	2022	S	-	397	-	397
Signalisation Kalitec inc.	2021	M	-	257	-	257
Total Laval			18 661	953	-	19 614
Mauricie						
Accès Logement Mauricie Centre-du-Québec	2025	S	-	488	-	488
Équipements St-Arnaud inc. (Les)	2020	S	-	181	-	181
Gestions Thrace inc. (Les)	2022	S	-	72	-	72
Joelle inc.	2023	S	-	1 744	-	1 744
Nautico La Tuque inc.	2023	S	-	156	-	156
Total Mauricie			-	2 641	-	2 641

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Appui PME S.E.C. au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Montérégie							
9111-5790 Québec inc.	2023	S	-	389	-	389	
9349-6347 Québec inc.	2020	S	-	31 091	-	31 091	
A.T.L.A.S. Aéronautique inc.	2011	M	7 601	-	-	7 601	
Agropur Coopérative	2021	M	-	31 435	-	31 435	
Angel Host inc.	2021	IT	1 258	-	-	1 258	
DC Immo 2 s.e.c.	2025	S	1 671	-	-	1 671	
Denicourt Migué, Arpenteurs-géomètres inc.	2021	S	-	161	-	161	
Divin Paradis inc.	2021	S	-	271	-	271	
Énergie Volthium inc.	2023	S	-	358	-	358	
Entrepreneurs-Peintres B.S.R. inc. (Les)	2022	S	-	167	-	167	
Équipements colpron St-Clet inc. (Les)	2022	S	-	250	-	250	
FC Géosynthétiques inc.	2021	S	-	1 093	-	1 093	
Frontenac Technologies inc.	2021	M	-	123	-	123	
Gastronome Animal	2026	S	-	-	5 000	5 000	
Gestion Distinct'O inc. (Amerispa)	2021	S	1 222	-	-	1 222	
Groupe AGF inc.	2024	M	-	9 000	-	9 000	
Groupe Jafaco Gestion inc.	2021	M	-	19 381	-	19 381	
Groupe Llenar inc.	2021	M	-	455	-	455	
Industries Rainville inc.	2021	M	-	271	-	271	
Jupiter Machinerie ltée	2023	S	-	410	-	410	
Jus Dose inc.	2019	M	1 472	439	-	1 911	
Malga inc.	2021	S	-	233	-	233	
Moulées Bellifrance inc. (Les)	2022	S	-	340	-	340	
Mulligan International inc.	2022	S	-	306	-	306	
Optima Aero inc.	2021	M	-	264	-	264	
SAMI Agtech Inc.	2026	IT	724	-	-	724	
Sécur-Icare inc.	2023	S	-	410	-	410	
Technologies Tremcar inc.	2021	M	-	17 000	-	17 000	
Toit d'Abord Habitations abordables Vaudreuil-Soulanges	2026	S	-	72	-	72	
Transport Claude Martel inc.	2021	S	-	161	-	161	
Valtech Fabrication inc.	2017	M	-	3 250	-	3 250	
W. Côté & fils ltée	2024	M	-	1 140	-	1 140	
Total Montérégie			13 948	118 470	5 000	137 418	

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Appui PME S.E.C. au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Montréal						
Agence 360 inc.	2016	S	12 870	6 531	-	19 401
Agences AirPC inc. (Les)	2022	M	-	192	-	192
Agriculture Concentric inc.	2019	M	2 468	-	1 670	4 138
Alaya Care inc.	2019	IT	3 542	-	-	3 542
Ananda Devices inc.	2019	IT	1 000	3 383	-	4 383
AON3D	2025	IT	4 130	-	-	4 130
AWL-Électricité inc.	2024	IT	2 000	-	-	2 000
Axya inc.	2023	IT	2 084	-	-	2 084
Billdr Canada inc	2026	IT	1 335	-	-	1 335
Cables PTI Cables inc.	2025	M	-	10 000	-	10 000
Centre d'appui aux communautés immigrantes de Bordeaux-Cartierville	2023	S	-	258	-	258
CMP Ecom inc. (Naturae Décor)	2021	S	-	285	-	285
Compagnie de location de véhicules récréatifs VanLife	2021	S	-	229	-	229
Compagnie de vêtements Néon du Canada inc. (La)	2021	S	295	102	-	397
CRI Communication inc.	2022	S	-	368	-	368
DC Immo 1ère S.E.C.	2019	S	4 817	-	-	4 817
Diagram Opportunity GP Inc. (Novisto)	2025	IT	5 029	-	-	5 029
Distributions Triple A inc. (Les)	2021	S	-	278	-	278
Emovi inc.	2022	M	1 481	411	-	1 892
Entreprise Nexmoov inc. (Local Logic)	2020	IT	5 417	-	-	5 417
Gestion MY01 PI inc.	2024	IT	6 337	-	-	6 337
Groupe Alithya inc.	2015	S	20 141	-	-	20 141
Groupe Solotech inc.	2013	S	49 892	19 990	-	69 882
Inscora inc.	2024	IT	1 250	-	-	1 250
Interloge Lafontaine	2023	S	-	1 064	-	1 064
Keatext inc.	2025	IT	2 006	-	-	2 006
Laboratoires Ditch inc.	2021	IT	-	300	-	300
Mako Financial Technologies, inc.	2022	IT	1 104	-	-	1 104
Montres Solios inc. (Les)	2025	M	307	-	-	307
Moozoom éducation inc.	2023	IT	-	2 595	-	2 595
NeuroServo inc.	2020	IT	-	1 471	-	1 471
Ni2 inc.	2017	IT	5 084	-	1 257	6 341
Optina Diagnostiques inc.	2025	IT	5 557	1 376	-	6 933
ORO Santé inc.	2021	IT	1 250	-	255	1 505
Orthogone Technologies inc.	2021	S	2 678	-	-	2 678
Potloc inc.	2021	IT	20 098	-	-	20 098
Prevu3D Technologies inc.	2020	IT	3 750	2 220	-	5 970
Puzzle Medical Devices inc.	2024	IT	13 322	-	-	13 322
Relocalize inc.	2024	IT	2 000	1 600	-	3 600
Restock Canada inc.	2022	S	-	766	-	766
Robotique infonuagique C2RO inc.	2020	IT	250	-	-	250
SmartD Technologies inc.	2025	IT	2 000	-	-	2 000
Société en commandite 45Nord	2025	S	-	2 500	-	2 500
Solutions Santé Préventive Haleo inc.	2022	IT	1 060	-	-	1 060
Technologies Korbit inc.	2025	IT	2 000	1 612	-	3 612
Technologies Optable inc.	2025	IT	9 017	-	-	9 017
Télécon inc.	2013	S	45 441	-	-	45 441
Thorasys Thoracic Medical Systems inc.	2019	IT	585	3 028	2 482	6 095
Tink Profitabilité Numérique inc.	2021	S	1 125	-	-	1 125
UNO Platform	2025	IT	-	1 122	-	1 122
Vention inc.	2025	IT	27 572	-	-	27 572
Vital MFG Corp.	2021	M	-	447	-	447
Wrk Technologies inc.	2021	IT	8 453	-	-	8 453
Zorah Bio Cosmétiques inc.	2022	M	2 000	-	-	2 000
Total Montréal			280 747	62 128	5 664	348 539

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Appui PME S.E.C. au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Nord-du-Québec							
Corporation Comète Lithium	2021	M	69	-	-		69
Corporation de minéraux stratégiques du Maroc	2020	M	75	-	-		75
Cygnus Metals Limited	2021	M	350	-	-		350
Exploration Azimut inc.	2019	M	637	-	-		637
Exploration Midland inc.	2022	M	750	-	-		750
Fury Gold Mines Ltd	2025	M	36	-	-		36
Harfang Exploration inc.	2019	M	440	-	-		440
Maple Gold Mines Ltd	2018	M	75	-	-		75
Ressources GéoMégA inc.	2022	S	150	-	-		150
Ressources Sirios inc.	2019	M	460	-	-		460
Soudure G.A.M. (Chibougamau) inc.	2022	M	-	292	-		292
Stelmine Canada ltée	2019	M	172	-	-		172
Auriginal Mining Corp.	2020	M	334	-	-		334
XXIX Metal corp.	2023	M	280	-	-		280
Total Nord-du-Québec			3 828	292	-		4 120
Outaouais							
3863573 Canada inc. (Mécanique PCI)	2021	S	-	292	-		292
9198-6455 Québec inc. (Thompson's Corner Store)	2022	S	-	485	-		485
Agrisoma Biosciences inc.	2018	M	-	-	3 462		3 462
Brasserie du Bas-Canada inc.	2021	M	-	-	222		222
Construction Michel Lacroix inc.	2019	S	-	77	-		77
Entreprises d'Électricité Denis Lucas inc.	2021	S	-	250	-		250
Rossmann Architecture inc.	2024	S	-	-	319		319
Signalisation Prosign Québec inc.	2019	S	-	45	-		45
Steamatic Canada inc.	2021	S	-	229	-		229
Logir Outaouais	2024	S	-	396	-		396
Total Outaouais			-	1 774	4 003		5 777
Saguenay-Lac-St-Jean							
2740-2775 Québec inc. (Attache-Remorque Saguenay)	2024	S	-	170	-		170
9003-2541 Québec inc. (Épicerie - Boucherie Culinaire)	2022	S	-	122	-		122
9115-3023 Québec inc. (Voie maltée - Jonquière)	2022	S	-	-	276		276
9311-8818 Québec inc. (Le Lion bleu)	2022	M	-	250	-		250
9331-8384 Québec inc. (Okaze)	2021	S	-	168	-		168
9340-9415 Québec inc. (Multi DJS)	2022	S	-	64	-		64
9367-8126 Québec inc. (Bistro Café Summum Chicoutimi)	2022	S	-	117	-		117
9448-9911 Québec inc. (Val-Éo)	2021	S	-	1 809	-		1 809
Chouape inc. (La)	2022	M	-	125	-		125
Équipements Pétroliers Claude Pedneault inc. (Les)	2021	S	-	229	-		229
Extrême auto voiture classique inc.	2022	S	-	153	-		153
Forestiers G.T. inc.	2022	S	-	172	-		172
Gestion Rodrigue Tremblay ltée	2023	S	-	63	-		63
Groupe Canmec inc.	2004	M	2 899	9 429	-		12 328
Habitation CODERR	2026	S	-	226	-		226
Jean Dumas Maximum Sport inc.	2022	S	-	354	-		354
Lokia GT inc.	2022	S	12 617	5 768	-		18 385
MGS Métal inc.	2021	S	-	264	-		264
Moulures Transform inc.	2021	M	-	194	-		194
Spécialité du frein St-Félicien inc.	2022	S	-	107	-		107
St-Félicien Diesel (1988) inc.	2022	S	-	158	-		158
Structures M.H. inc.	2021	S	-	166	-		166
Toitures d'ici inc. (Les)	2021	S	-	125	-		125
Transport P.L.M. Doucet inc.	2022	S	-	68	-		68
V.R. du Lac inc. (Au)	2022	S	-	250	-		250
Total Saguenay-Lac-St-Jean			15 516	20 551	276		36 343

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Extraits des plus récents états financiers audités en date du		Participation de CRCD %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025	Capital Croissance PME II s.e.c. Détient des investissements dans 26 entités	50,00	6 881	706	3 755	11 342
	Sommes engagées mais non déboursées					-
	Total Capital Croissance PME II s.e.c.					11 342

Les informations présentées ci-dessous détaillent la quote-part des montants investis dans les entités détenues par le fonds Capital Croissance PME II s.e.c. au 31 décembre 2025

Entités du portefeuille de Capital Croissance PME II s.e.c. au 31 décembre 2025	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité				
Bas-St-Laurent						
Gestion AFM-Séma inc.	2018	S	3 185	-	-	3 185
PVP Média inc.	2017	S	250	-	-	250
Total Bas-St-Laurent			3 435	-	-	3 435
Capitale-Nationale						
9295-4874 Québec inc. (Naterro - Santé, pharma et cie)	2020	S	34	-	-	34
Panthera Dental inc.	2017	M	188	-	-	188
R. Bouffard & Fils inc.	2017	S	-	-	85	85
Total Capitale-Nationale			222	-	85	307
Centre-du-Québec						
Mobilicab inc.	2017	S	-	-	654	654
Total Centre-du-Québec			-	-	654	654
Chaudière - Appalaches						
Productions Horticoles Demers inc. (Les)	2016	M	188	480	188	856
Serres Demers inc. (Les)	2023	S	-	-	184	184
Transport St-Agapit inc.	2017	S	-	-	56	56
Total Chaudière - Appalaches			188	480	428	1 096
Estrie						
Attraction inc.	2017	M	-	35	-	35
Avizo Experts-Conseils inc.	2017	S	-	39	-	39
Total Estrie			-	74	-	74
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine						
9413-1927 Québec inc. (Solution infomédia)	2024	S	-	-	50	50
Entreprises Leblanc 3 inc. (Les)	2021	S	-	-	94	94
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			-	-	144	144
Laurentides						
Technoflex International inc.	2015	M	350	-	-	350
Total Laurentides			350	-	-	350
Montérégie						
W. Côté & fils ltée	2021	M	-	152	-	152
Total Montérégie			-	152	-	152
Montréal						
9230-2629 Québec inc. (Groupe Résidence des bâtisseurs)	2020	S	-	-	2 369	2 369
Masdel inc.	2015	S	225	-	-	225
Sphère Média inc.	2017	IT	1 000	-	-	1 000
Total Montréal			1 225	-	2 369	3 594

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité

(en milliers de dollars canadiens)

Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Capital Croissance PME II s.e.c. au 31 décembre 2025 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Nord-du-Québec						
Exploration Dios inc.	2015	M	34	-	-	34
Harfang Exploration inc.	2017	M	34	-	-	34
Stelmine Canada ltée	2017	M	71	-	-	71
Tarku Resources Ltd	2017	M	8	-	-	8
Total Nord-du-Québec			147	-	-	147
Saguenay-Lac-St-Jean						
9216-3146 Québec inc. (Micro Brasserie du Saguenay)	2015	M	-	-	13	13
9348-0739 Québec inc. (L'Usine - VM)	2017	S	-	-	61	61
9365-4606 Québec inc. (La Voie Maltée)	2017	M	975	-	-	975
Communications Télésignal inc.	2016	S	338	-	-	338
Total Saguenay-Lac-St-Jean			1 313	-	74	1 387

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

		Investissements non garantis		Investissements garantis		
		Participation de CRCD %	Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	Total \$
Extraits des plus récents états financiers audités en date du						
31-12-2025	Société en commandite Essor et Coopération					
	Détient des investissements dans 19 entités	94,55	10 778	7 981	-	18 759
	Sommes engagées mais non déboursées					2 789
	Total Société en commandite Essor et Coopération					21 548

Les informations présentées ci-dessous détaillent la quote-part des montants investis dans les entités détenues par le fonds Société en commandite Essor et Coopération au 31 décembre 2025

Entités du portefeuille de Société en commandite Essor et Coopération au 31 décembre 2025	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité				
Abitibi-Témiscamingue						
Club Coopératif de consommation d'Amos	2015	S	296	-	-	296
Total Abitibi-Témiscamingue			296	-	-	296
Bas-St-Laurent						
Central Café - Coop de solidarité	2015	S	27	-	-	27
Total Bas-St-Laurent			27	-	-	27
Capitale-Nationale						
Coop Edgar	2021	S	881	-	-	881
Coopérative des horticulteurs de Québec (La)	2019	S	433	-	-	433
Total Capitale-Nationale			1 314	-	-	1 314
Centre-du-Québec						
Coopérative Actionnaire Les Paramédics d'Urgence Bois-Francis	2020	S	23	-	-	23
Total Centre-du-Québec			23	-	-	23
Chaudière - Appalaches						
Camping co-op des Érables de Montmagny	2018	S	101	-	-	101
Horisol, coopérative de travailleurs	2019	M	247	-	-	247
Total Chaudière - Appalaches			348	-	-	348
Estrie						
Coopérative Radio Web Média des Sources	2019	S	45	-	-	45
École Plein Soleil (Association coopérative)	2018	S	315	-	-	315
Fédération des coopératives funéraires du Québec	2021	S	2 606	-	-	2 606
Total Estrie			2 966	-	-	2 966
Lanaudière						
Coop Novago (La)	2023	M	4 728	-	-	4 728
Coopérative des travailleurs actionnaires de Xpertdoc Technologies	2017	S	126	-	-	126
Total Lanaudière			4 854	-	-	4 854
Mauricie						
Coopérative Vision-Éducation	2016	S	60	-	-	60
Total Mauricie			60	-	-	60
Montérégie						
Agropur Coopérative	2021	M	-	7 091	-	7 091
Total Montérégie			-	7 091	-	7 091
Montréal						
Chope Angus - Coop de solidarité (La)	2022	M	257	-	-	257
Coop Agri-Énergie Warwick	2019	S	525	-	-	525
Total Montréal			782	-	-	782
Saguenay-Lac-St-Jean						
Bizz Coopérative de solidarité en alimentation locale	2021	S	67	-	-	67
Conformit coopérative	2020	S	-	890	-	890
Coopérative de quilleurs et quilleuses Le Dallo de Chicoutimi	2019	S	41	-	-	41
Total Saguenay-Lac-St-Jean			108	890	-	998

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Extraits des plus récents états financiers audités en date du		Participation de CRCD %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
30-06-2026	Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anc. Desjardins Capital PME s.e.c.)					
	Détient des investissements dans 247 entités	61,71	144 092	123 198	103 462	370 752
	Sommes engagées mais non déboursées					2 365
	Total Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anc. Desjardins Capital PME s.e.c.)					373 117

Les informations présentées ci-dessous détaillent la quote-part des montants investis dans les entités détenues par le fonds Desjardins Capital Dette privée S.E.C.
(anc. Desjardins Capital PME s.e.c.) au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anc. Desjardins Capital PME s.e.c.) au 30 juin 2026	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité				
Abitibi-Témiscamingue						
11360345 Canada inc.	2019	S	-	-	194	194
2985080 Canada inc.	2023	S	-	-	251	251
73118-Nom légal	2025	M	-	-	612	612
9063-7547 Québec inc. (Usinage Laquerre)	2021	M	-	288	-	288
Abitibi Géophysique inc.	2024	S	-	1 080	-	1 080
Créations Thermodoor inc.	2022	M	-	278	-	278
Équipement forestier Inovforest inc.	2025	M	-	-	216	216
Gestion Globale CMAC-Thyssen inc.	2021	M	-	869	-	869
Groupe minier Cmac-Thyssen inc.	2018	M	-	1 074	-	1 074
Moto Sport du Cuivre inc.	2024	S	-	-	617	617
P.D.G. Industries inc.	2023	S	-	-	365	365
Perseus Services-Conseils inc.	2018	S	-	22	-	22
Total Abitibi-Témiscamingue			-	3 611	2 256	5 866
Bas-St-Laurent						
9024-0177 Québec inc. (Transport Stéphane Ross)	2020	S	-	-	27	27
9310-1384 Québec inc.	2025	S	2 887	-	-	2 887
André Hallé & fils ltée	2021	S	-	33	-	33
Bois CFM inc.	2020	M	-	-	226	226
Créations Verbois inc.	2021	M	-	852	-	852
Décartecq inc.	2025	S	-	-	238	238
Électronique Mercier ltée	2021	S	-	448	-	448
Fromagerie des Basques inc.	2021	M	-	405	-	405
Gestion Rock Morel inc.	2021	M	-	-	459	459
Groupe Chênevert inc.	2021	M	-	1 043	-	1 043
Groupe MCF inc.	2026	M	-	-	1 234	1 234
Maison du Lac Témiscouata inc. (La)	2018	S	-	51	-	51
Maskinen inc.	2022	S	-	-	201	201
Produits Métalliques A.T. inc. (Les)	2019	M	-	211	-	211
Services à domicile de la région de Matane (Les)	2019	S	-	-	205	205
Services agricoles de la Vallée (2006) inc.	2023	S	-	-	462	462
Trailex les remorques de Rimouski inc.	2023	M	-	-	1 728	1 728
Transport Gérard Hallé inc.	2018	S	-	26	-	26
Total Bas-St-Laurent			2 887	3 069	4 780	10 736

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anc. Desjardins Capital PME s.e.c.) au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Capitale-Nationale							
9269-6988 Québec inc.	2024	S	-	194	-	194	
9270-8783 Québec inc.	2025	S	-	-	730	730	
9274-8292 Québec inc.	2023	S	-	-	3 086	3 086	
9333-9455 Québec inc.	2022	S	-	-	80	80	
9450-4214 Québec inc.	2023	S	3 771	1 838	-	5 609	
9518-5708 Québec inc.	2024	S	-	318	-	318	
Agence For-Trem inc.	2025	S	-	617	-	617	
Alarme Expert inc.	2024	S	-	154	-	154	
Construction Dinamo inc.	2025	S	6 171	-	-	6 171	
Cristal Contrôles Ltée	2024	S	-	131	-	131	
Entreprises Québécoises d'Excavation L.E.Q.E.L. (1993) Ltée (Les)	2025	S	-	-	617	617	
Équipements E.S.F inc.	2023	M	-	6 171	-	6 171	
Gestion Villéco inc.	2025	S	1 192	-	-	1 192	
Granite D.R.C. inc.	2019	S	987	1 266	-	2 253	
Groupe Binani Desbo inc.	2023	S	-	104	-	104	
KSO inc.	2021	S	4 999	-	-	4 999	
Manulift E.M.I. ltée	2024	S	4 114	2 621	-	6 735	
Micro Logic Sainte-Foy ltée	2023	S	-	-	6 804	6 804	
Radio-Onde inc.	2022	S	-	1 157	-	1 157	
S.R.S. Environnement inc.	2023	S	-	672	-	672	
Service d'équipement G.D. inc.	2022	M	-	-	2 830	2 830	
Solugaz inc.	2020	S	-	209	-	209	
St-Gelais Montminy & Associés Architectes inc.	2026	S	5 203	-	-	5 203	
Xeos Imagerie inc.	2021	IT	-	306	-	306	
Total Capitale-Nationale			26 437	15 758	14 147	56 342	
Centre-du-Québec							
9015-5144 Québec inc. (RCL)	2024	S	-	-	729	729	
9341-1163 Québec inc.	2025	S	-	-	617	617	
9481-2815 Québec inc.	2022	S	-	827	-	827	
Académie internationale Zig Zag	2022	S	-	-	209	209	
Buropro Citation inc.	2023	S	-	1 648	-	1 648	
Groupe JMD Métal inc.	2024	M	-	1 111	-	1 111	
Groupe Kopers inc.	2025	S	-	1 234	-	1 234	
Groupe Korok inc.	2020	M	890	70	-	960	
Groupe Machinex inc.	2025	M	-	3 086	-	3 086	
Groupe Posi-Plus inc.	2025	M	3 127	1 993	-	5 120	
Kirouac Procédés Polymères inc.	2024	S	-	-	309	309	
Les Placements P.F. inc., Fournelleco inc. et Fournelle Systèmes Structuraux inc.	2024	M	-	-	1 234	1 234	
Sérigraphie Élite inc.	2021	M	-	46	-	46	
Signé Garneau Paysagiste inc.	2024	S	-	309	-	309	
Vibrotech inc.	2023	M	-	1 069	-	1 069	
Warwick International inc.	2023	S	-	847	-	847	
Solution Conviviale Communication inc.	2025	S	-	617	-	617	
Total Centre-du-Québec			4 017	12 857	3 098	19 972	

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anc. Desjardins Capital PME s.e.c.) au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Chaudière - Appalaches							
9100-9647 Québec inc.	2023	S	-	-	188	188	
9281-8251 Québec inc.	2025	S	-	216	-	216	
C.I.F. Métal Itée	2020	M	2 599	-	-	2 599	
Construction Couture & Tanguay inc.	2024	M	-	211	-	211	
Fabrication P.F.L. inc.	2021	M	-	-	463	463	
Fonderie Poitras Itée	2019	M	1 358	1 519	-	2 877	
Garage Gilmyr inc.	2020	S	-	-	383	383	
Humaco Acoustique inc.	2021	S	-	57	-	57	
Humaco Construction inc.	2020	M	-	291	-	291	
J.L. Leclerc et fils inc.	2020	M	2 095	-	-	2 095	
L. & G. Cloutier Médical inc.	2025	M	-	-	617	617	
Litières Ripbec inc. (Les)	2019	M	-	16	-	16	
Métallifer Aluminium inc.	2021	S	-	-	1 175	1 175	
Nutech inc.	2022	M	771	807	-	1 578	
P.H. Tech inc.	2022	M	4 658	2 357	-	7 015	
Placide Martineau inc.	2021	S	-	-	286	286	
Planchers Mercier inc. (Les)	2022	M	-	-	2 468	2 468	
Portes et Fenêtres Isothermic inc.	2022	M	-	728	-	728	
Productions Horticoles Demers inc. (Les)	2021	M	1 617	589	629	2 835	
R.C.M. Modulaire inc.	2023	M	3 086	1 738	-	4 824	
SCM-GL inc.	2021	M	-	-	192	192	
Technologies Smartrek inc.	2024	S	-	566	-	566	
Umano Médical inc.	2024	M	-	6 171	-	6 171	
Usitechnov industries inc.	2023	M	-	593	-	593	
Vachon Auto Itée	2021	S	-	-	472	472	
Total Chaudière - Appalaches			16 184	15 859	6 873	38 916	
Côte-Nord							
Pêcheries LD inc.	2019	S	-	74	-	74	
Total Côte-Nord			-	74	-	74	
Estrie							
2757-5158 Québec inc.	2024	M	6 171	-	-	6 171	
4369530 Canada inc.	2021	S	-	-	1 083	1 083	
73737-Nom légal	2025	S	-	1 851	-	1 851	
9055-2647 Québec inc. (Rock Moto Sport)	2022	S	-	-	901	901	
9443-9965 Québec inc. (BeSpline)	2024	M	-	-	247	247	
AB Tech Services Polytechniques inc.	2020	S	-	578	-	578	
DBO Expert inc.	2021	S	-	141	-	141	
Distribution MC Arsenal inc.	2022	S	-	1 049	-	1 049	
Groupe Cabico inc.	2023	M	771	-	-	771	
Lefko Produits de Plastique inc.	2025	M	-	1 118	531	1 649	
Métosak inc.	2025	M	-	694	-	694	
Plastiques Folia inc. (Les)	2024	M	-	370	-	370	
Pliages Apaulo inc. (Les)	2022	M	154	927	-	1 081	
Pompage de béton JPB inc.	2022	S	-	-	463	463	
Solution telecom industrielle et commerciale inc.	2024	S	-	-	395	395	
Wiptec inc.	2022	S	-	1 234	-	1 234	
Groupe V Portes et fenêtres inc.	2024	M	-	183	-	183	
Total Estrie			7 096	8 145	3 620	18 861	

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anc. Desjardins Capital PME s.e.c.) au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis		Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$		
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine							
9131-0037 Québec inc. (Manoir du Havre)	2022	S	-	-	1 598		1 598
9193-6575 Québec inc. (Pit Caribou)	2019	M	-	-	814		814
9413-1927 Québec inc. (Solution infomédia)	2024	S	-	-	569		569
9428-7356 Québec inc. (Constructions M.R.S. inc. (Les))	2022	S	-	771	-		771
9440-9760 Québec inc.	2022	S	-	-	124		124
Construction L.F.G. inc.	2024	M	-	-	1 234		1 234
Entreprises Leblanc 3 inc. (Les)	2021	S	-	-	215		215
Total Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine			-	771	4 554		5 325
Lanaudière							
2635-8762 Québec inc. (Express Mondor)	2020	S	3 086	712	-		3 798
9269-1419 Québec inc. (LabSurface)	2023	M	-	-	1 980		1 980
9293-8927 Québec inc. (Intermarché St-Roch-de-L'Achigan)	2020	S	-	-	225		225
Cyberimpact inc.	2022	S	-	926	-		926
Dentisterie Hanok inc.	2024	S	-	-	1 872		1 872
Karam Fruits et Légumes inc.	2023	S	-	-	534		534
Pattes et Griffes inc.	2022	S	-	-	473		473
Total Lanaudière			3 086	1 638	5 084		9 808
Laurentides							
12420015 Canada inc.	2022	M	-	617	-		617
Agrikom inc.	2022	S	-	-	1 508		1 508
Excavation Mastromatteo inc.	2021	S	-	534	-		534
Importations A1 inc.	2023	S	-	-	2 195		2 195
Le groupe Duroking inc.	2023	S	-	-	5 986		5 986
Multi Online Distribution inc. (Multinautic)	2023	S	-	-	928		928
Piscidelle inc.	2025	S	-	-	1 234		1 234
Premier Health of America inc.	2023	S	-	-	5 156		5 156
Proservin inc.	2024	M	-	-	1 148		1 148
Tisseur inc.	2024	M	-	-	1 388		1 388
Total Laurentides			-	1 151	19 543		20 694
Laval							
9388-7628 Québec inc.	2021	S	6 171	-	-		6 171
Construction Jadco inc.	2021	M	-	-	2 684		2 684
D'Aronco, Pineau, Hébert, Varin inc.	2022	S	-	-	1 521		1 521
DBM Technologies inc.	2020	M	6 171	-	-		6 171
Investissements Odevco inc.	2022	S	-	-	1 185		1 185
MEDIAVORE interactif inc.	2025	S	-	-	63		63
Total Laval			12 342	-	5 453		17 795
Mauricie							
9027-9118 Québec inc. (Trois-Rivières Honda)	2022	S	-	202	-		202
Intersis Capital inc.	2022	M	-	-	1 176		1 176
L'entrepôt du pneu de la Mauricie inc.	2022	S	-	-	324		324
Matériaux spécialisés Louiseville inc.	2021	M	6 171	-	-		6 171
Portes et fenêtres Nouvel Horizon inc	2024	M	-	407	-		407
Usinage Servitech inc.	2023	M	-	702	-		702
Total Mauricie			6 171	1 311	1 500		8 982

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anc. Desjardins Capital PME s.e.c.) au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Montréal						
3894207 CANADA INC. (Barbies TM)	2026	S	370	-	926	1 296
4209214 Canada inc. (Voies de service V12 Internationale (Les))	2022	S	-	162	-	162
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	2021	S	6 684	-	-	6 684
9165-1083 Québec inc. (Groupe Chevalier et Séguin)	2022	M	-	-	1 051	1 051
9219-3267 Québec inc. (Repas WeCook)	2020	M	4 853	-	-	4 853
9378-5962 Québec inc.	2018	S	370	189	-	559
AB Consultax inc.	2025	S	-	139	-	139
Asselin Mécanique Industrielle inc.	2018	M	-	638	-	638
Atelier d'usinage Richelieu inc.	2020	M	-	512	-	512
Cloisons Corflex inc. (Les)	2021	M	-	171	-	171
Creos Experts-Conseils inc.	2022	S	-	-	617	617
Excavation Laflamme et Ménard inc.	2021	S	-	179	-	179
Excellence Hydraulique inc.	2021	S	-	655	-	655
Gastronome Animal	2026	S	-	6 171	-	6 171
Gestion Dclac inc.	2021	S	-	1 061	-	1 061
Gestion Distinct'O inc. (Amerispa)	2021	S	1 282	-	-	1 282
Gestion Famille Déziel inc.	2024	S	-	-	4 217	4 217
Groupe AGF inc.	2024	M	-	6 171	-	6 171
Groupe DCM inc.	2023	M	3 086	-	-	3 086
Groupe Galileo inc.	2020	S	456	-	-	456
Groupe Helios inc.	2019	S	-	-	1 645	1 645
Groupe Satori inc.	2019	S	-	18	-	18
Import / Export Beauchamp International inc.	2022	M	-	-	987	987
Le Groupe Chagall inc.	2025	S	6 171	-	-	6 171
Les Emballages GAB ltée	2025	M	6 171	-	-	6 171
LOC International inc.	2024	S	741	1 763	-	2 504
Moulées Bellifrance inc. (Les)	2025	S	-	566	-	566
Multi PSI inc.	2022	S	-	829	-	829
Talthe inc.	2021	M	-	454	-	454
Technologies Tremcar inc.	2021	M	-	6 171	-	6 171
Vêtements SP inc. (Les)	2022	M	-	-	2 777	2 777
Total Montréal			30 184	25 849	12 220	68 253

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anc. Desjardins Capital PME s.e.c.) au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Montréal						
7198795 Canada inc. (Au Noir)	2019	S	-	-	965	965
9286-7373 Québec inc. (Ewool doublures chauffantes)	2022	S	-	2 805	-	2 805
9428-1227 Québec inc. (Substance Stratégies Numériques)	2023	S	-	1 138	-	1 138
Cables PTI Cables inc.	2025	M	-	6 171	-	6 171
Carrosseries de Lasalle A.M. inc. (Les)	2020	S	-	137	283	420
Compagnie de vêtements Néon du Canada inc. (La)	2021	S	1 820	631	-	2 451
Digicast inc.	2023	S	4 937	-	-	4 937
Emballages Cre-O-Pack International inc.	2026	M	-	1 358	-	1 358
Emballages OnduCorr inc. (Les)	2025	M	-	-	1 124	1 124
Équilibrium inc.	2023	M	837	881	-	1 716
Fleece Factory inc.	2023	S	-	-	680	680
G2MC inc.	2022	S	6 644	-	-	6 644
Gastronomia Aliments Fins inc.	2019	S	1 111	854	-	1 965
Gestion Okto inc.	2026	M	-	-	1 851	1 851
Gorski Group Ltd	2020	S	-	-	688	688
Groupe Bugatti inc. (Le)	2021	S	-	1 815	-	1 815
Groupe Digitad inc.	2022	S	-	741	-	741
Groupe Média Minicucci inc.	2021	S	-	-	3 703	3 703
Groupe Shemie inc.	2018	S	-	-	2 165	2 165
GTI Canada inc.	2021	S	-	-	62	62
IP4B inc.	2018	S	-	79	-	79
KS2 Corp inc.	2023	S	-	-	653	653
Orthogone Technologies inc.	2021	S	3 368	-	-	3 368
Pénéga Communication inc.	2019	S	-	267	-	267
Physio Extra inc.	2021	S	-	-	655	655
Proceco Itée	2024	M	-	-	1 975	1 975
Projet Canva	2025	M	-	2 468	-	2 468
Reftech international inc.	2022	S	-	-	477	477
Résidences pour aînés Immo 1ère inc.	2018	S	5 862	-	-	5 862
Services Altanora inc.	2020	S	-	568	-	568
Société en commandite 45Nord	2025	S	-	6 171	-	6 171
Solutions Intelligentes AISury inc.	2022	S	38	-	-	38
Tink Profitabilité Numérique inc.	2021	S	1 157	-	-	1 157
XcCommerce inc.	2019	S	1 354	-	-	1 354
Total Montréal			27 128	26 084	15 281	68 493
Nord-du-Québec						
I.D. Logique inc.	2021	S	-	172	-	172
Quincaillerie R. D. inc.	2026	S	-	463	-	463
Total Nord-du-Québec			-	635	-	635
Outaouais						
7510420 Canada inc.	2020	S	-	129	-	129
Arrosage Outaouais Lawn Care inc.	2022	S	-	72	-	72
Groupe Raymond et Associé / Group inc.	2022	S	-	-	1 388	1 388
Total Outaouais			-	201	1 388	1 589

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Dette privée S.E.C. (anc. Desjardins Capital PME s.e.c.) au 30 juin 2026 (suite)	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
Saguenay-Lac-St-Jean						
2724600 Canada ltée (Industries Soudex)	2018	S	-	34	-	34
6348017 Canada inc. (Dynamic Concept)	2019	S	-	-	97	97
8851450 Canada inc.	2024	M	5 205	-	-	5 205
9020-2938 Québec inc. (Service de pneus Potvin)	2021	S	-	874	-	874
9135-0512 Québec inc. (Pièces d'autos Choc)	2024	S	-	105	-	105
9141-8673 Québec inc.	2026	S	-	298	-	298
9168-0785 Québec inc. (Pronature)	2023	S	-	294	-	294
9489-7287 Québec inc.	2023	S	-	-	260	260
9508-7433 Québec inc.	2025	S	-	105	-	105
Broadnet Télécom inc.	2024	S	-	-	1 090	1 090
Cevico inc.	2026	M	-	-	697	697
Charl-Pol inc.	2021	M	-	589	-	589
Claveau & Fils inc.	2023	S	-	-	212	212
Communications Télésignal inc.	2019	S	-	156	-	156
Inotech Fabrication Normandin inc.	2021	M	339	842	-	1 181
J.F. inc.	2024	S	-	770	-	770
Lavil Entrepôt inc.	2024	S	-	124	-	124
Lokia GT inc.	2022	S	3 013	1 377	-	4 390
Manesco inc.	2019	S	-	-	437	437
Produits sanitaires Lépine inc. (Les)	2022	S	-	288	-	288
Services internet Sag-Lac Wimax inc. (UniRéso Télécom)	2022	S	-	291	-	291
STC Manufacturier inc.	2018	M	-	40	-	40
Transport Réal Villeneuve inc.	2024	S	-	-	875	875
Total Saguenay-Lac-St-Jean			8 557	6 187	3 668	18 412

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Extraits des plus récents états financiers audités en date du	Participation de CRCD %	Investissements non garantis	Investissements garantis	Total \$
		Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	
		\$	\$	
30-06-2026 Desjardins Capital Équité S.E.C.				
Détient des investissements dans 27 entités	100,00	576 775	-	576 775
Sommes engagées mais non déboursées				1 504
Total Desjardins Capital Équité S.E.C.				578 279

Les informations présentées ci-dessous détaillent la quote-part des montants investis dans les entités détenues directement et indirectement par le fonds Desjardins Capital Équité S.E.C. au 30 juin 2026

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Équité S.E.C. au 30 juin 2026	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité			
Capitale-Nationale					
Construction Dinamo inc.	2025	S	6 981	-	6 981
Total Capitale-Nationale			6 981	-	6 981
Centre-du-Québec					
* 17171765 Canada inc. (Spinco Avjet)	2025	S	1 981	-	1 981
Fruit d'or inc.	2018	M	20 000	-	20 000
Groupe Anderson inc.	2014	M	1 312	-	1 312
Total Centre-du-Québec			23 293	-	23 293
Chaudière - Appalaches					
Groupe Filgo inc.	2012	S	21 386	-	21 386
Industries Amisco Itée (Les)	2023	M	3 976	-	3 976
* Partenaires BDG Fournier inc.	2026	M	17 333	-	17 333
Total Chaudière - Appalaches			42 695	-	42 695
Estrie					
2757-5158 Québec inc.	2024	M	2 000	-	2 000
* Exo-s inc.	2012	M	20 572	-	20 572
Total Estrie			22 572	-	22 572
Laval					
9388-7628 Québec inc.	2021	S	40 000	-	40 000
Total Laval			40 000	-	40 000
Mauricie					
Matériaux spécialisés Louiseville inc.	2021	M	8 200	-	8 200
Total Mauricie			8 200	-	8 200
Montérégie					
9020-5758 Québec inc. (AVRIL)	2021	S	9 919	-	9 919
Groupe Norbec inc.	2017	M	4 461	-	4 461
Investissement Groupe Champlain RPA, S.E.C.	2020	S	45 769	-	45 769
Le Groupe Chagall inc.	2025	S	16 000	-	16 000
Les Emballages GAB Itée	2025	M	5 000	-	5 000
* GWI II Co-Investissements (BFL) S.E.C.	2024	M	5 057	-	5 057
Total Montérégie			86 206	-	86 206
Montréal					
9456-1826 Québec inc.	2022	S	12 180	-	12 180
G2MC inc.	2022	S	21 533	-	21 533
* Groupe SJM inc.	2019	M	16 250	667	16 917
* Phildan inc.	2015	M	8 250	-	8 250
Résidences pour aînés Immo 1ère inc.	2018	S	788	-	788
Total Montréal			59 001	667	59 668
Saguenay-Lac-St-Jean					
8851450 Canada inc.	2024	M	8 102	-	8 102
* 9123-6794 Québec inc.	2022	S	12 600	-	12 600
Total Saguenay-Lac-St-Jean			20 702	-	20 702

* Entité détenue par l'entremise d'un véhicule de détention dont Desjardins Capital Équité S.E.C. est l'unique commanditaire. Ce véhicule est considéré à titre de parts de fonds dans la quote-part des investissements au coût présentée.

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Extraits des plus récents états financiers audités en date du		Participation de CRCD %	Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
			Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds \$	Prêts, avances et billets \$	Prêts, avances et billets \$	
31-12-2025	Desjardins - Innovatech S.E.C.					
	Détient des investissements dans 24 entités	54,49	17 549	1 443	149	19 141
	Sommes engagées mais non déboursées					613
	Total Desjardins - Innovatech S.E.C.					19 754

Les informations présentées ci-dessous détaillent la quote-part des montants investis dans les entités détenues par le fonds Desjardins - Innovatech S.E.C. au 31 décembre 2025

Entités du portefeuille de Desjardins - Innovatech S.E.C. au 31 décembre 2025	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité				
Abitibi-Témiscamingue G.E.T.T. Or inc.	2011	M	178	-	-	178
Total Abitibi-Témiscamingue			178	-	-	178
Capitale-Nationale AxesNetwork Solutions inc.	2012	IT	2 934	-	-	2 934
Laserax inc.	2013	M	2 765	-	-	2 765
OxyNov inc.	2018	IT	1 846	-	-	1 846
Total Capitale-Nationale			7 545	-	-	7 545
Centre-du-Québec Airex Énergie inc.	2022	M	3 179	-	-	3 179
Total Centre-du-Québec			3 179	-	-	3 179
Chaudière - Appalaches Hortau inc.	2022	M	368	-	-	368
Total Chaudière - Appalaches			368	-	-	368
Estrie Entreprises de développement durable Énergie Solutions et Associés inc. (Les)	2019	M	148	-	-	148
Imeka Solutions inc.	2017	IT	-	343	-	343
Innomalt inc.	2021	M	351	-	-	351
Laboratoire M2 inc.	2017	IT	817	-	-	817
Société de gestion de projets Ecoterra inc.	2018	IT	296	31	-	327
Technologie Leadfox inc.	2017	IT	-	340	-	340
Total Estrie			1 612	714	-	2 326
Fonds Fonds Innovexport s.e.c.	2017	F	216	-	-	216
Total Fonds			216	-	-	216
Lanaudière Technologies Intelia inc.	2014	IT	235	680	149	1 064
Total Lanaudière			235	680	149	1 064
Laval Ionodes inc.	2016	IT	316	-	-	316
Total Laval			316	-	-	316
Montréal Agriculture Concentric inc.	2017	M	2 866	-	-	2 866
Alaya Care inc.	2018	IT	136	-	-	136
Ananda Devices inc.	2019	IT	153	49	-	202
Emovi inc.	2019	M	153	-	-	153
Optina Diagnostiques inc.	2018	IT	148	-	-	148
Thorasys Thoracic Medical Systems inc.	2019	IT	316	-	-	316
Total Montréal			3 772	49	-	3 821
Saguenay-Lac-St-Jean FjordAl Aluminium inc.	2018	M	128	-	-	128
Total Saguenay-Lac-St-Jean			128	-	-	128

Répertoire de la quote-part des investissements au coût effectués par des fonds partenaires, non audité
(en milliers de dollars canadiens)
Au 30 juin 2026

Extraits des plus récents états financiers audités en date du		Investissements non garantis		Investissements garantis	Total \$
		Participation de CRCD %	Actions ordinaires et privilégiées et parts de fonds	Prêts, avances et billets	
			\$	\$	
31-12-2025	Desjardins Capital Transatlantique S.E.C. Détient des investissements dans 13 entités	60,67	15 462	5 791	21 253
Sommes engagées mais non déboursées					-
Total Desjardins Capital Transatlantique S.E.C.					21 253

Les informations présentées ci-dessous détaillent la quote-part des montants investis dans les entités détenues par le fonds Desjardins Capital Transatlantique S.E.C. au 31 décembre 2025

Entités du portefeuille de Desjardins Capital Transatlantique S.E.C. au 31 décembre 2025	Année de l'investis- sement initial	Secteur d'activité				
Hors Canada						
Aldes Aeraulique SAS	2022	M	1 680	1 085	-	2 765
Fintex 2	2024	M	462	3	-	465
Finakem (Minafin)	2021	M	717	191	-	908
Futurix SAS	2023	S	448	448	-	896
Ginger Participations	2021	S	941	550	-	1 491
LVS World Holding SAS	2023	S	1 364	1 121	-	2 485
Mobilitex 2	2024	M	-	1 112	-	1 112
Rondot International SAS	2023	M	2 486	247	-	2 733
Vanoise Stratégie	2021	S	92	1 034	-	1 126
Xtech Holding (OEP French Bidco)	2022	M	1 581	-	-	1 581
Total Hors Canada			9 771	5 791	-	15 562
Laval						
DBM Technologies inc.	2021	M	2 672	-	-	2 672
Total Laval			2 672	-	-	2 672
Montréal						
9456-1826 Québec inc.	2022	S	1 583	-	-	1 583
Groupe Solotech inc.	2013	S	1 434	-	-	1 434
Total Montréal			3 017	-	-	3 017

Le nombre total d'entités détenues dans les fonds partenaires peut différer du nombre d'entités présentées dans ce répertoire, puisque les montants sont exprimés en milliers de dollars et arrondis au millier près.

Ce répertoire non audité détaille la quote-part des investissements respectant les critères prévus par le *Règlement sur l'information continue des fonds d'investissement en capital de développement* et effectués par des fonds partenaires dans lesquels Capital régional et coopératif Desjardins (CRCD) détient un pourcentage de participation égal ou supérieur à 50 % ou un investissement pour un montant égal ou pupérieur au plus élevé de 0,2 % de son actif net ou 10 M\$.

Légende part secteur d'activité

M: Manufacturier

S: Services

IT: Innovations technologiques

F: Fonds

